Institut d'ethnologie
Faculté des lettres et des sciences humaines
- Rue Saint-Nicolas 4
- CH-2000 Neuchâtel
- http://www.unine.ch/ethno

Martine SCHAER
Louis-d'Orléans 2
2000 NEUCHATEL
032 721 32 05
martine.schaer@unine.ch

Martine SCHAER

¿ Qué trajiste hoy ?

Recherche ethnographique dans les clubs de troc à Buenos Aires

Mémoire de licence en ethnologie
Juin 2007
directrice du mémoire : Mme Ellen Hertz
membre du jury : M. Marcelo Valli

Résumé

Les clubs de trocs sont des cercles dans lesquels les participantes, en grande majorité des femmes, viennent échanger des biens au moyen d'une monnaie interne, les *créditos*, ou parfois en « troc direct », soit marchandise contre marchandise, sans recourir à un instrument monétaire intermédiaire. Ces clubs sont apparus en Argentine au milieu des années 1990 et se sont multipliés au cours des années suivantes pour former un réseau d'ampleur nationale avant de connaître un net recul depuis 2002.

Cette recherche est centrée sur deux clubs de Buenos Aires en particulier, l'un situé dans la capitale et l'autre dans la banlieue. Partant de la description des activités qui y sont menées, je me suis attachée à comprendre le fonctionnement de ces trocs, ce que font les personnes qui y participent, comment elles le font et quel en est le sens.

Un premier volet du travail expose le contexte historique de l'émergence, de la diffusion, puis du déclin des trocs en Argentine et s'intéresse à la question des *créditos* servant de monnaie interne au système.

Dans un deuxième temps, c'est l'espace du troc qui m' intéresse, dans sa triple dimension à la fois géographique, temporelle et sociale. L'espace est organisé différemment dans les deux trocs observés et ces différences mettent en évidence les différences organisationnelles d'ordre social propres à chaque lieu, influençant la nature des relations existant entre les participantes et les organisateurs/trices.

Une analyse des types d'objets échangés permet de constater qu'ils sont générateurs d'inégalités entre les participantes. Les différences de pouvoir – économique et symbolique – des participantes reflètent les inégalités de leurs ressources sur le marché formel, soulignant ainsi le fait que le troc n'est pas un système économique autarcique.

Le mécanisme des prix offre quant à lui deux axes de questionnements: d'une part, la fixation des prix est l'occasion pour les organisateurs/trices d'exercer – ou non – un contrôle sur les activités menées au sein du troc. D'autre part, les critères mobilisés pour l'établissement des prix sont multiples et dépassent la simple équivalence avec les prix pratiqués dans le commerce formel.

Enfin, la manière de procéder aux échanges obéit à des normes comportementales plus ou moins implicites et la conclusion d'un échange considéré moralement acceptable implique de trouver le bon équilibre entre la satisfaction de ses intérêts personnels et le devoir de solidarité envers la communauté dont on fait partie. On observe alors que les logiques présidant aux échanges dans les trocs ne sont pas fondamentalement différentes de celles qui relèvent de l'économie formelle et témoignent du sentiment ambivalent que la pensée occidentale a développé depuis l'Antiquité à l'égard du profit.

Remerciements

Je remercie vivement toutes les personnes qui m'ont encouragée et soutenue dans la réalisation de ce travail.

J'adresse un merci tout particulier aux *prosumidoras* rencontrées au cours de mon terrain qui m'ont donné leur temps, leur savoir et parfois même leur amitié.

J'adresse également un grand merci à Ellen Hertz pour ses encouragements et ses conseils stimulants.

Choix rédactionnels

- Le genre des mots:

Etant donné que ce sont des femmes qui participent au troc dans leur grande majorité, j'ai choisi en principe de donner les termes dans leur forme au féminin. Cette forme inclut également le masculin.
Cependant, lorsque les groupes dont je parle comprennent presque exclusivement des hommes, cela m'a paru « artificiel » et j'ai choisi d'écrire les substantifs dans leur forme double incluant les hommes et les femmes (par exemple : les organisateurs/trices).
Quand je reprends les propos de mes informateurs/trices, je me suis efforcée d'être au plus près de leurs propres termes, et il faut considérer alors que la forme au masculin englobe le féminin. Il en va bien sûr de même pour les citations.

- Les différents niveaux de discours:

Quand je cite des propos retranscrits à partir d'un enregistrement, je donne en italique la traduction française dans le texte et les propos originaux en espagnol dans les notes.
Quand je mentionne les propos de mes interlocutrices d'après mes notes de terrain (écrites presque exclusivement en français), je les donne en français, soit entre guillemets, soit en discours indirect.
Quand je donne une citation extraite d'un ouvrage en espagnol, je donne la traduction française dans le texte et les propos originaux espagnols en notes. Quand il s'agit d'une citation extraite d'un ouvrage en anglais, je donne uniquement le texte anglais, sans traduction.
Les passages à caractère uniquement descriptif sont donnés dans une taille de police réduite.

- Les signes monétaires

Pour les sigles relatifs aux monnaies nationales, je me suis conformée aux pratiques en usage en Argentine. Ainsi, un montant en *pesos* argentins est suivi du caractère « $ » et un montant en dollars américains du sigle « US$ ».
Concernant les monnaies solidaires, j'ai parfois abrégé le terme de *créditos* par la lettre « *c* » et celui de *trueques* par la lettre « *t* ».

TABLE DES MATIERES

1. Introduction 1

Cadre et genèse de la recherche 1

- *La genèse du terrain* 1
- *L'arrivée à Buenos Aires* 2
- *Les limites et les choix du terrain* 2

Méthodologie et techniques d'enquêtes 3

- *Observation participante* 3
- *Autres sources* 5
- *Les informateurs/trices* 5

2. La problématique et le cadre théorique 6

La problématique 6

Le cadre théorique et conceptuel 8

La notion de troc 9

3. Contexte historique et particularismes 11

Les antécédents 11

L'expérience argentine 12

- *L'émergence et la diffusion du troc en Argentine* 12
- *Le contexte économique* 15
- *Le déclin du troc* 17
- *Les différents réseaux* 18

Le système des *créditos* 18

- *Le contexte monétaire argentin* 18
- *Les différents types de* créditos 19
- *Les* créditos *utilisés au* Comedero 19
- *Les* créditos *utilisés à* Chacarita 21
- *Le maniement des* créditos 23
- *La confiance dans les* créditos 24

4. Une nécessité économique ? 29

Une journée de troc 29

- *Les échanges avant l'heure* 29
- *Les échanges, à la bonne heure !* 31

Espace et temporalité du troc 34

- *Les lieux physiques du troc* 34
- *L'organisation spatiale* 35
- *L'appropriation de l'espace par les* prosumidoras 39
- *L'espace social* 41

Qui vient au troc et pourquoi ? ... 42
- *Profils de* prosumidoras ... 42
- *Un double motif économique et social* ... 50

5. Les objets des échanges ... 54
Les biens ... 54
- *Les biens, générateurs d'inégalités* ... 55
- *Le cycle des biens* ... 63
Le mécanisme des prix ... 66
- *Le contrôle des prix* ... 67
- *La fixation des prix* ... 69

6. Echanges et relations ... 75
Les normes des échanges ... 75
- *Acheter pour sa consommation et consommer son achat* ... 77
- *Le « juste prix »* ... 85
Les relations entre les *prosumidoras* et les organisateurs/trices ... 88

7. Conclusion ... 93

8. Bibliographie ... 96

9. Annexes ... 101
Annexe 1: Carte de l'Argentine
Annexe 2: Carte de la Province de Buenos Aires
Annexe 3: Carte des quartiers de Buenos Aires Capital Federal
Annexe 4: Carte de Gran Buenos Aires
Annexe 5: Photos
Annexe 6: *Créditos* utilisés à *Chacarita*
Annexe 7: *Créditos* utilisés au *Comedero*
Annexe 8: Coupons d'entrée au *Comedero*
Annexe 9: Publications du *PAR*
Annexe 10: *Declaración de principios de la Red Global de Trueque*
Annexe 11: *Déclaration de principes du Réseau global de troc*
Annexe 12: Articles de presse sur la *Salada*

1. Introduction

Cadre et genèse de la recherche

La genèse du terrain

Ce travail porte sur les clubs de troc à Buenos Aires, cercles où l'on pratique l'échange de biens et, dans une moindre mesure, de services au moyen d'une monnaie interne. Ils sont apparus en Argentine au milieu des années 1990 et se sont multipliés au cours des années suivantes allant jusqu'à constituer un réseau d'ampleur nationale.

Alors que j'étais à la recherche d'un sujet de mémoire en ethnologie, une amie me parla un jour de l'essor considérable que semblait avoir pris le troc en Argentine. Je cherchais un sujet dont la problématique s'inscrirait dans le cadre de l'anthropologie économique – la dimension économique de l'ethnologie et les cours et thématiques que j'avais eu l'occasion d'aborder jusque-là dans ce domaine m'avaient particulièrement intéressée – et je souhaitais par ailleurs faire l'expérience d'un terrain à l'étranger dans une langue qui ne serait pas ma langue maternelle. Mes idées convergeaient vers l'Amérique latine: je m'y étais déjà rendue à plusieurs occasions et ce sous-continent exerçait sur moi une attraction particulière. J'avais par ailleurs déjà de bonnes connaissances de l'espagnol, ce qui rendrait mes débuts sur le terrain plus faciles. Ainsi, lorsque mon amie évoqua la question du troc en Argentine, mon intérêt fut immédiat et après avoir mené quelques recherches, je me suis décidée sans hésitation à partir pour Buenos Aires. D'après les articles de presse auxquels j'avais eu accès sur internet[1], le troc se pratiquait à une large échelle et concernait une partie importante de la population, en particulier dans les grandes villes argentines et tout spécialement à Buenos Aires[2]. Il m'apparaissait donc évident que c'était dans la capitale que je devais me rendre pour y effectuer mes recherches.

Je n'ai que succinctement préparé mon terrain avant d'arriver sur place. Au cours des quelques mois précédant mon départ, j'ai consulté plusieurs sites internet, lu quelques articles pour me faire une idée du cadre général de la thématique et commencé à rassembler une partie

[1] Ces articles dataient toutefois de 2002, alors que la crise battait son plein en Argentine. La presse nationale – et étrangère, mais dans une moindre mesure – faisait alors largement écho du phénomène du troc. A partir de 2004, elle n'en parla pour ainsi dire plus.

[2] Il n'existe pas de statistiques officielles. Selon le recensement publié dans le livre édité par Hintze (2003: 74-76), l'année 2002 connaît la magnitude la plus grande. Selon les sources, on compte entre 5000 et 8000 clubs de trocs à travers l'ensemble du pays, auxquels se rendent 2 500 000 – 6 000 000 adhérent-e-s. La moitié de ces clubs se trouvent dans la ville de Buenos Aires ou dans sa banlieue (Ravera et De Sanzo 2003 : 324).

de la littérature scientifique relative au sujet, mais sans chercher à définir encore de problématique. Dans un premier temps, je souhaitais voir *in situ* comment « ça marchait » et faire mes premières observations avant de déterminer ensuite des angles d'analyse plus précis.

L'arrivée à Buenos Aires

Je suis arrivée à Buenos Aires le 1er août 2005. Je n'y avais aucun contact ni aucune connaissance préalables et me suis d'emblée attelée à rechercher les lieux où l'on pratiquait le troc. Deux semaines me furent nécessaires pour « mettre la main » sur mon premier club de troc. La plupart des trocs avaient disparu suite à la crise qu'ils avaient connue en 2002[3] et sur laquelle je reviendrai brièvement ci-dessous. Bien que leur nombre fût désormais très restreint, certains existaient encore – ou de nouveau – dans la capitale comme dans la banlieue (*conurbano*)[4]. Les habitant-e-s de la capitale auxquels je me suis adressée dans un premier temps semblaient l'ignorer et c'est finalement en me renseignant auprès de l'association des *Madres de la Plaza de Mayo* (Mères de la Place de Mai) que j'ai pu entrer en contact avec deux personnes qui m'ont fait connaître « mes premiers » clubs de troc.

Les limites et les choix du terrain

Mon terrain ethnographique s'est déroulé à Buenos Aires au cours d'une période de six mois, de début août 2005 à début février 2006, entrecoupée de deux périodes d'absence pendant lesquelles je suis partie visiter d'autres régions du pays.
J'ai choisi d'observer deux trocs de manière régulière et intensive: le club de *Chacarita*, situé dans la capitale, dans le quartier du même nom et celui du *Comedero*, à Bernal, une localité de la banlieue située à quelques trente kilomètres au sud de la capitale[5]. Le choix de ces deux trocs est partiellement le fruit du hasard et s'est imposé à moi tout naturellement: ce sont les deux premiers dans lesquels je me suis rendue et j'y avais déjà noué des contacts qui me semblaient très satisfaisants au moment où j'ai eu connaissance d'autres trocs. Je ne voyais aucune raison qui aurait justifié de renoncer à ces trocs au profit d'autres, il me semblait au

[3] Certains observateurs/trices estiment que le nombre d'adhérent-e-s a chuté de 90% depuis décembre 2001 (Primavera 2005 : 5).
[4] Buenos Aires Capital Federal, Ciudad Autónoma, est la capitale au sens strict et compte environ 3 millions d'habitant-e-s. *Gran Buenos Aires* comprend l'ensemble des localités considérées comme la banlieue (*conurbano*) de la capitale et compte près de 9 millions d'habitant-e-s. Les chiffres exacts du recensement de la population de 2001 peuvent être consultés à l'adresse suivante: www.indec.gov.ar/.
[5] Pour la localisation de ces deux lieux, voir les cartes en annexe.

contraire parfaitement opportun de continuer dans cette voie. Le club de Chacarita et celui de Bernal me semblaient être de bons représentants du système de troc dans son ensemble dans la mesure où ils offraient suffisamment de différences entre eux – sur le plan de l'organisation, de la gestion, de la localisation ou encore de la monnaie interne – pour éviter de brosser un tableau trop monolithique qui négligerait la diversité des pratiques de troc.

La première fois que je me suis rendue dans chacun de ces trocs, j'y suis allée accompagnée par un de mes « guides » rencontrés à l'association des *Madres de la Plaza de Mayo*[6]. Par la suite, j'y suis retournée seule. J'ai pu m'entretenir avec les responsables des trocs visiblement habitués à répondre aux questions de journalistes ou de chercheur-e-s d'Argentine et d'ailleurs[7]. Je leur ai demandé de pouvoir participer moi-même au troc afin d'en comprendre le fonctionnement « de l'intérieur ». Bien qu'un peu étonnés de ce qu'une « étudiante venue de Suisse » veuille faire du troc, ils n'y virent aucun inconvénient et me suggérèrent de venir la fois suivante munie de quelque chose à échanger.

Pendant toute la durée de mon terrain, j'ai participé de manière hebdomadaire à ces deux trocs, faisant ainsi la connaissance de plusieurs personnes avec lesquelles j'ai développé des rapports privilégiés. Il ne m'était pas possible d'observer de manière régulière un nombre plus élevé de clubs sans courir le risque de perdre de la profondeur dans la qualité de mes observations. J'ai donc choisi de privilégier ces deux trocs et d'en faire mon « lieu de recherche intensif » (Olivier de Sardan 1995 : 99) et pour les autres dont j'ai eu connaissance, de me limiter à des observations ponctuelles, au gré des occasions qui se présentaient à moi. Bien qu'occasionnelles, ces visites dans d'autres trocs m'ont néanmoins permis de mieux apprécier les observations faites dans mes deux trocs réguliers, soit qu'elles les corroboraient, soit qu'elles s'en distinguaient.

Méthodologie et techniques d'enquêtes

Observation participante

J'ai participé aux activités qui sont celles de toute *prosumidora* dans un troc. Le terme de *prosumidora* est une contraction de *productora* (productrice) et de *consumidora* (consommatrice) et désigne les personnes participant au troc, tout à la fois vendeuses et

[6] L'un est un militant responsable d'une des sections de l'association des *Madres*, l'autre est écrivain et journaliste, membre du comité d'édition de la revue *Lucha armada en la Argentina*.

[7] L'essor des trocs en Argentine pendant la crise a été tel qu'il a suscité l'intérêt de nombreux journalistes et chercheur-e-s, d'Europe notamment.

acheteuses. Il est surtout utilisé dans les textes promouvant le troc mais je l'ai entendu aussi de la bouche des *prosumidoras* elles-mêmes. Ainsi, j'apportais des marchandises à échanger contre d'autres, recourant le plus souvent à la monnaie interne (les *créditos*) mais parfois aussi au troc direct (*trueque directo*), soit procédant à l'échange des marchandises de manière directe, sans faire usage d'un instrument monétaire intermédiaire. Au cours de mon terrain, j'ai apporté divers types de marchandises, mais pour chacun des clubs, je me suis très vite fait une spécialité: je préparais des thermos de café que je vendais au gobelet au club de *Chacarita*. L'idée m'en avait été suggérée par la *coordinadora* (coordinatrice) avant ma première participation active au troc. Pour celui le *Comedero*, je faisais de la confiture de pommes. J'avais commencé par apporter des plats cuisinés à réchauffer, mais les invendus étant périssables et je ne pouvais les conserver jusqu'au troc suivant. Les confitures en revanche pouvait être stockées… mais elles connurent très vite un tel succès qu'il n'en restait jamais à la fin du troc et je me suis trouvée contrainte d'en refaire chaque semaine, sur la pression des *prosumidoras* qui me passaient commande à l'avance et me fournissaient des bocaux vides pour être sûre d'en avoir. C'est ainsi que je suis devenue « *la chica del café* » (la fille du café) à *Chacarita* et « *la chica de los dulces* » (la fille des confitures) au *Comedero*.

La méthode employée au cours de mon terrain a donc principalement été celle de l'observation participante. J'ai toujours affiché clairement mon statut auprès de mes interlocuteurs/trices et l'accès au terrain n'a pas posé de problèmes. Au contraire, ma participation aux activités du troc m'a plutôt attiré la sympathie des autres participantes, parfois étonnées de ne pas me voir leur remettre un questionnaire mais de préférer leur échanger un pot de confiture contre un t'shirt. Je consignais systématiquement mes observations dans les heures qui suivaient dans des carnets de terrain qui forment le corpus de données principal de ce travail.

Beaucoup a déjà été dit et écrit sur ce mode de production de données qu'est l'observation participante. Je voudrais néanmoins m'arrêter sur deux points qui me semblent essentiels. Premièrement, bien que participant aux activités des personnes que j'observais, mes actions ne reposaient pas sur les mêmes motivations ni les mêmes intérêts qu'elles. Cela influença évidemment le déroulement de certaines situations. J'en étais parfois à l'origine: n'ayant pas le souci de la rentabilité de mes activités de *prosumidora*, mais en revanche celui de ne pas accumuler trop d'objets sans utilité immédiate et dont je ne saurais que faire à la fin de mon séjour, je conduisais mes « affaires » d'une manière qui ne semblait pas toujours optimale aux

autres *prosumidoras*[8]. En d'autres occasions, c'est elles qui en étaient à l'origine: aucune femme, par exemple, n'a jamais accepté que je lui fasse crédit pour un échange, préférant s'endetter auprès d'une tierce personne et me payer tout de suite plutôt que d'être ma débitrice.

Deuxièmement, exception faite des occasions où j'ai rencontré ces femmes en dehors des trocs, mon observation participante prenait fin en même temps que le troc. Je ne participais pas à la vie quotidienne des *prosumidoras* dont certaines multipliaient les trocs et les *ferias* (foires) pour boucler leurs fins de mois, je n'habitais pas dans les mêmes quartiers et mon mode de vie le reste du temps s'éloignait beaucoup du leur.

Autres sources

Parallèlement à mes observations, j'ai mené plusieurs entretiens dont j'ai fait un enregistrement, avec des *prosumidoras* de même qu'avec des personnes responsables de la gestion ou de la promotion des trocs. Ces entretiens se sont faits sur le mode d'une conversation ordinaire et je les ai partiellement retranscrits ultérieurement.

Finalement, j'ai reçu de la documentation sur les trocs de la part de plusieurs organisateurs/trices et dépouillé les archives du *Museo del trueque* (Musée du troc) à Bernal qui a recensé les articles de presse concernant le troc parus dans les principaux journaux argentins depuis 1995 à ce jour.

Les informateurs/trices

Le troc est une activité majoritairement féminine. J'ai estimé d'après mes propres comptages qu'entre 70-85% des participantes étaient des femmes. Il y a des *prosumidoras* de tout âge, mais la plupart ont dépassé la cinquantaine. Les raisons de leur participation semblent être indissociablement économiques et sociales. Les femmes qui se sont exprimées à ce sujet évoquent en effet les deux paramètres de manière presque unanime. Elles ne viennent pas au troc uniquement pour s'y procurer certains biens de consommation, mais également pour y nouer des relations sociales et discuter avec les autres participantes. Je reviendrai plus longuement sur ces points ci-après.

[8] Cet état de fait fut l'occasion pour les *prosumidoras* de me faire remarquer mon inhabilité et de me prodiguer leurs conseils et explications sur la manière de « bien » faire du troc.

Ces quelques éléments expliquent sans doute en grande partie que l'accès au terrain n'ait pas présenté de difficulté particulière. Les femmes, voyant que j'étais nouvelle, venaient spontanément vers moi pour m'expliquer comment je devais procéder et me dispenser leurs conseils avisés. Devant mon intérêt manifeste, plusieurs m'ont invitée chez elles afin de me raconter en détail comment le troc fonctionnait, ce qu'il représentait pour elles[9], comment c'était « avant », quand le troc marchait bien et que l'on y trouvait de « tout »[10]. Certaines m'ont proposé également de les accompagner dans les autres trocs auxquels elles participaient de même que dans des *ferias* de quartier où elles revendaient parfois des objets acquis dans le troc.

La différence d'âge, mais aussi le fait que j'étais une femme, ont probablement joué un rôle dans nos relations, plusieurs *prosumidoras* se montrant tout à fait protectrices à mon égard.

Je me suis bien sûr également entretenue avec les hommes participant au troc, mais c'est surtout avec des femmes que j'ai noué des relations plus profondes et avec qui j'ai eu des contacts hors des trocs également.

Les contacts avec les responsables de la gestion des trocs n'ont pas présenté de difficulté non plus. Ils se sont montrés très disponibles à mon égard et ont dans la plupart des cas volontiers répondu à mes questions.

J'ai par ailleurs fait la connaissance des personnes ayant fondé le premier club troc en 1995 et qui s'occupent actuellement de la gestion de la *Red Global de Trueque Solidario* (Réseau global de troc solidaire) et du système de monnaie interne, les *créditos*, qui y a cours.

2. La problématique et le cadre théorique

La problématique

Dès le début de ma recherche, mon angle de vue principal a été celui des *prosumidoras* et ce qui m'importait était avant tout de comprendre le fonctionnement du troc dans la perspective des femmes qui y participaient. Leurs propos ont rapidement laissé apparaître un certain nombre de thèmes qui ont attiré mon attention et dont j'ai estimé qu'ils méritaient une réflexion plus approfondie.

[9] Ces visites à leur domicile étaient chaque fois l'occasion de faire un « tour du propriétaire » au cours duquel elles me montraient chaque objet acquis au troc et qui meublait ou décorait désormais leur intérieur.

[10] Les personnes qui font du troc depuis plusieurs années évoquent souvent avec nostalgie l'époque où le troc était en plein essor, ce qui peut paraître quelque peu paradoxal si l'on sait que c'était aussi le moment le plus fort de la crise en Argentine.

Quant aux motifs de leur participation d'abord, les *prosumidoras* soulignent presque unanimement qu'ils sont d'ordre économique et social à la fois. Il se pose alors la question de la nature de l'activité et des enjeux qu'elle représente pour ces femmes. Ce qu'elles cherchent et retirent du troc varie bien évidemment d'une femme à l'autre mais pour beaucoup le troc s'intègre dans un ensemble de « combines » (*rebusques*) leur permettant de se débrouiller au quotidien, et dans cette mesure le troc constitue souvent une activité corrélée avec la participation à des foires et à des marchés. Je n'ai cependant pas développé la dimension sociale du troc en tant qu'activité de loisir. C'est une des limites de cette recherche. La notion de loisir ouvre la porte sur un champ conceptuel supplémentaire et vaste, et une analyse dans cette perspective aurait sans doute requis que j'effectue une enquête de terrain plus approfondie que je ne l'ai fait en dehors du troc afin de saisir ce que peut signifier une activité de loisir pour des femmes qui tentent de joindre les deux bouts et qui ne disposent que de peu de ressources.

Ensuite, le système de monnaie interne au troc, les *créditos*, soulève deux lignes de questionnements. Quant à leur nature d'une part: Qui les émet ? Selon quels principes ? Comment sont-ils contrôlés ? Comment est géré le problème des contrefaçons ? Il n'est pas toujours aisé d'apporter des réponses à ces questions en raison de la complexité du système et de ses variations d'un club à l'autre, reflets des intérêts parfois divergents des organisateurs/trices. Quant à l'usage qui en est fait d'autre part, en tant qu'intermédiaire des échanges renvoyant au mécanisme des prix et à la manière dont ceux-ci sont fixés.

Par ailleurs, les échanges qui ont lieu dans les trocs obéissent à des logiques comportementales qu'il me paraît essentiel de chercher à expliciter. Quels sont les comportements considérés comme moralement acceptables dans les relations d'échange et lesquels tombent sous le coup de la désapprobation ? Quelles sont les normes qui sous-tendent de tels comportements ? De quelle manière les *prosumidoras* en ont-elles conscience ? A quelles valeurs ces normes font-elles écho ? Que peut-on faire ou non des marchandises acquises ? Voilà un ensemble de questions auquel il convient d'apporter des réponses pour donner un sens aux pratiques observées et aux jugements de valeur entendus quotidiennement dans les trocs et qui laissent clairement transparaître l'existence de normes comportementales.

Ce sont ainsi plusieurs aspects du troc qui ont finalement retenu mon attention et qui représentent ici autant d'axes de réflexions auxquels je vais tenter d'apporter des éléments de réponses.

Le cadre théorique et conceptuel

Cette recherche s'inscrit dans le cadre général de l'anthropologie économique puisqu'elle s'intéresse aux pratiques d'échanges, aux formes de production et de ravitaillement de biens de même qu'à leurs formes d'usage et de consommation tels qu'ils se présentent dans les clubs de troc à Buenos Aires.

Le débat polémique qui opposa formalistes et substantivistes dans la deuxième moitié du XXe siècle semble désormais révolu (Schulte-Tenckhoff 1985 : 144) et la vision que partagent aujourd'hui la grande majorité des anthropologues envisage l'économique comme indissociablement lié au champ social (voir notamment Comeliau 1996 ; Preiswerk et Sabelli 1998 ; Zelizer 2000, Bourdarias 2001 ; Bazin, Bourdarias et Lantz 2002 ; Breton 2002). La présente recherche s'inscrit bien sûr dans le sillage de cette tradition de pensée.

Cette étude relève également de que l'on pourrait appeler une anthropologie de la monnaie ou de l'argent, dans la mesure où les trocs argentins ont élaboré un système particulier de monnaie interne. L'anthropologie a d'abord renforcé « the conventional account of the transition from barter to special purpose, socially embedded moneys to general purpose, disembedded, and depersonalized moneys » (Maurer 2006 : 17), mais par le biais d'études ethnographiques démontrant le caractère socialement englué[11] des monnaies dites 'primitives', l'anthropologie a ouvert la porte à un questionnement à l'égard de la monnaie 'moderne' également.

Il existe dans le discours occidental un courant de pensée qui considère l'argent comme un intermédiaire impersonnel et destructeur des rapports sociaux. Jonathan Parry et Maurice Bloch (2000) ont montré comment cette tradition de pensée remonte à Aristote avant d'être reprise au Moyen-Age par les scolastiques et occuper finalement une place importante chez des auteurs d'influence, en particulier Georg Simmel et Karl Marx. Le discours des promoteurs/trices des trocs se fait l'écho de cette condamnation de la monnaie moderne, revendiquant par ailleurs le caractère social de la monnaie interne créée à l'usage des clubs de trocs. Les *créditos* et les échanges qui se font par leur biais offrent ainsi un excellent exemple de la dimension morale des pratiques monétaires.

[11] Je reprends ici la traduction choisie par Courbis, Froment et Servet (1991) pour la notion d'*embeddedness of economy* telle que l'a développée Karl Polanyi dans son ouvrage *The great transformation* (1944). D'autres auteurs ont préféré traduire *embedded* par encastré (Orléan 1992) ou par immergé (Bourdieu 1994). Je préfère pour ma part la notion d'englué dans la mesure où elle rend mieux l'idée que ce sont les pratiques économiques elles-mêmes – et non seulement les structures considérées de manières abstraites – qui ont une dimension sociale.

La notion de troc

Dans la mesure où cette recherche s'intéresse à des espaces où l'on dit pratiquer le troc, il me semble important de s'arrêter un instant sur cette notion et sur les représentations auxquelles elle donne lieu. Très souvent, quand on évoque le troc, on fait référence à un système qui aurait précédé les échanges monétaires. Nombreux sont les traités d'économie politique qui présentent l'apparition de la monnaie à travers la « fable » du troc. Comme l'ont montré de nombreux auteur-e-s, il s'agit là d'une représentation erronée, mais qui perdure chez la majorité des économistes contemporains et qui appartient désormais également au sens commun (Servet 1988 ; Courbis, Froment et Servet 1991 ; Orléan 1992).

Voici schématiquement la « fable » du troc telle qu'on la présente généralement: Autrefois, les échanges se faisaient par le biais du troc. Il n'y avait pas d'intermédiaire des échanges et les biens étaient échangés directement contre d'autres biens. Une telle économie impliquait la double coïncidence des besoins. Pour surmonter cet obstacle, les hommes ont peu à peu adopté un intermédiaire pour leurs transactions. Ils ont ainsi eu recours à la monnaie qui rendait le processus d'échange plus facile et plus efficient.

Confrontée aux données anthropologiques, archéologiques et historiques, cette manière d'appréhender l'apparition de la monnaie apparaît comme parfaitement infondée. D'une part, il est faux de penser que les phénomènes monétaires ont un caractère fondamentalement marchand (Courbis, Froment et Servet 1991 : 316), puisque les pratiques monétaires anciennes se développent dans le cadre de relations non-marchandes. « S'en tenir aux seules pratiques monétaires actuelles de sociétés caractérisées par le salariat, la propriété privée des moyens de production et d'échange et le crédit bancaire donne une image tronquée et arbitraire des limites concrètes entre faits monétaires et faits supposés non-monétaires dans le temps et dans l'espace » (ibid. : 315-316). D'autre part, le cas de pièces de Grèce antique datant du VIII-VIe siècles av. J.-C. et que l'on a reconnues comme les premières monnaies prête à confusion pour diverses raison. En particulier, il n'est pas sûr que les usages qui en ont été faits ont toujours été monétaires: « Ce n'est pas parce que les pièces sont devenues une forme incarnée de la monnaie qu'elles l'étaient par nature » (ibid. : 320).

Les promoteurs/trices du troc en Argentine et les personnes qui y participent n'échappent pas à cette vision fantasmatique du troc. Dans leur brochure didactique relative à la manière de concevoir un club de troc, les auteur-e-s en donnent la définition suivante: « Le troc est la manière primitive d'échanger des produits et des services contre d'autres produits ou services directement, *sans utiliser d'argent*. Ses limitations principales sont au nombre de deux: la

personne qui a besoin de quelque chose ne peut pas toujours offrir quelque chose en échange à celle qui produit ce dont elle a besoin ; les valeurs échangées ne sont pas toujours équivalentes. La monnaie est apparue pour remédier à cette situation »[12] (Redlases 2001 : 2-3, souligné par les auteur-e-s). La monnaie interne utilisée dans les clubs de trocs argentins, le *crédito*, est ainsi qualifiée de « monnaie sociale » (*moneda social*) dans le sens où elle ne comporte pas les « défauts » de la monnaie officielle: « Avec le temps la monnaie a évolué, elle a acquis une valeur de réserve et s'est transformée en marchandise, c'est-à-dire qu'elle a pu être *accumulée* et conservée, générant plus de monnaie pour ceux qui la possède. Ainsi, cette 'réappropriation' du troc a à voir avec le retour à un mode d'échange qui satisfasse les nécessités immédiates et non avec la création d'une 'monnaie' à accumuler et à employer dans le futur… »[13] (Redlases 2001 : 3, souligné par les auteur-e-s).

Parmi les participantes et les organisateurs/trices, plusieurs personnes ont fait allusion au fait que le troc tel qu'il est pratiqué dans les clubs argentins n'est pas du « vrai troc » (*trueque verdadero*). Certaines considèrent que le « vrai troc » existe encore dans quelques communautés indigènes du nord de l'Argentine. D'autres, à l'instar de Mercedes, responsable du club de *Chacarita*, précisent que lorsque les échanges se font sans l'intermédiaire des *créditos*, on peut alors parler de « vrai troc »: « *Regarde, je veux 2 kg de sucre, j'emporte cette jupe. Et ça c'est le troc direct qui est le vrai troc, n'est-ce pas. Du Moyen-Age, je ne sais pas* »[14].

Selon l'économiste Jérôme Blanc, la catégorie du troc, par définition, ne porte pas sur des instruments monétaires: « Le troc pur, dépourvu de toute connotation monétaire, peut être défini comme l'échange d'un bien contre un autre sans emploi d'un instrument tiers comme une unité de compte. […] Cette situation de troc pur est sans doute fort rare » (2000 : 142). Ainsi défini, il ne correspond pas au « troc » tel qu'on le pratique dans les clubs argentins. Le troc s'y inscrit dans une logique monétaire et ceci pour une double raison: d'une part on y utilise une unité de compte et d'autre part cet instrument monétaire existe sous une forme matérielle.

---

[12] « Trueque es la forma primitiva de intercambiar productos o servicios por otros productos o servicios directamente, *sin la utilización de dinero*. Sus principales limitaciones son dos: No siempre quien necesita algo puede ofrecer algo a cambio a la misma persona que produce lo que el o ella necesita ; No siempre los valores intercambiados son equivalentes. Para remediar esa situación apareció la moneda ».

[13] « Con el tiempo, la moneda evolucionó, adquirió valor de reserva y se transformó en mercancía, es decir pudo ser *acumulada* y guardada generando más monedas para los que las tienen. Por eso, esa 'recuperación' del trueque tiene que ver con la vuelta al intercambio para satisfacer necesidades inmediatas y no con generar 'moneda' para ser acumulada y usada en el futuro… ».

[14] « *Mira, yo quiero 2 kg de azúcar, me llevo esta pollera. Y eso es el trueque directo que es el trueque verdadero, no. De la Edad Media, no sé* ».

Le troc n'est donc pas un terme particulièrement opportun pour nommer les échanges réalisés dans les clubs argentins et qui s'apparentent à des expériences du type des *LETS (Local exchange trading systems*) anglo-saxons ou des *SEL (Systèmes d'échanges locaux*) français sur lesquels je reviens ci-dessous et dont les dénominations sont sans doute moins porteuses d'équivoque.

3. Contexte historique et particularismes

Les antécédents

Selon la classification que Blanc donne des différents systèmes monétaires parallèles, le système de troc argentin est une forme de « localisme monétaire communautaire », en ce sens que « les instruments monétaires [y] sont strictement confinés ; ils sont employés par les adhérents pour régler leurs échanges internes. L'espace concerné est donc l'espace social des adhérents du cercle » (2000 : 187).

Le système argentin s'apparente ainsi à d'autres expériences du même ordre, en particulier au système de type *LETS (Local exchange trading system*), dont le premier cercle a été mis sur pieds par Michael Linton en 1983 sur l'île de Vancouver, suite à de premières expériences menées dans l'Ouest du Canada depuis le milieu des années 1970. Au cours des années 1980, le système des *LETS* va se développer et se répandre, dans le reste du Canada d'abord, puis dans les autres pays anglo-saxons (deuxième moitié des années 1980) et enfin en Europe (années 1990).

Blanc définit un *LETS* comme une « association de personnes qui, sur la base d'une unité de compte propre singularisant de la sorte le groupe, permettant d'estimer les transactions internes puis de les comptabiliser, permet à ses membres d'échanger dans un cadre multilatéral des services et des biens de natures très variées hors des circuits habituels des transactions privées » (ibid. : 237).

Le système de l'*Ithaca hour* constitue une autre forme de localisme monétaire, créé par Paul Glover aux Etats-Unis au début des années 1990 et qui s'inspire du système des *LETS*. En Italie, la *Banca del tempo* a été crée en 1991 et en France, le premier *Système d'échanges locaux* (*SEL*) a été crée en 1994 en Ariège avant d'essaimer rapidement dans le reste du pays.

Ces divers systèmes de localisme monétaire ont tous leurs caractéristiques propres sur lesquelles je ne m'étendrai pas ici. Il faut cependant souligner que leurs différences peuvent être importantes, non seulement en raison des spécificités nationales, mais également, à

l'intérieur d'un même pays ou d'un même système, d'un cercle à l'autre, puisque les règles de fonctionnement sont essentiellement définies par les adhérent-e-s eux-mêmes. Ainsi, tant l'organisation et la gestion du cercle que l'idéologie et les représentations qui y ont cours – à l'égard du marché et de la monnaie en particulier – possèdent leurs propres singularités.

Quelques décennies auparavant, le XXe siècle avait connu une première vague de localisme communautaire lors de la Grande dépression des années 1930. En raison de la crise économique mondiale, des modèles économiques hétérodoxes, notamment la doctrine franchiste de Silvio Gesell[15], trouvèrent un écho favorable et des expériences locales de monnaies fondantes furent tentées en Allemagne, en Autriche, en France, au Canada et aux Etats-Unis dans les années 1930, puis en France et au Brésil dans les années 1950 (Blanc 2000 : 225).

Les expériences de la fin du siècle décrites précédemment s'inspirent et se réclament parfois de ces premiers ancêtres (ibid. : 217).

On peut souligner encore que l'apparition de ces systèmes d'échange naît de l'initiative de groupements de personnes ou de groupes contestataires et non pas des autorités et est souvent associée à des situations de crise, « lorsque le modèle dominant s'essouffle, entre en crise, est la cause de profonds désarrois sociaux » (ibid. : 218).

L'expérience argentine

L'émergence et la diffusion du troc en Argentine

Ce n'est qu'à partir des années 2000, soit une dizaine d'années après la deuxième vague d'expériences dans les pays occidentaux, que le localisme monétaire commence à se développer dans les pays du Sud. L'Argentine représente à ce titre une exception.

[15] L'Allemand Silvio Gesell (1862-1930) émigre en Argentine en 1887 où il s'installe comme négociant. Les crises économiques successives que connaît le pays sont à l'origine de ses réflexions sur les problèmes structurels inhérents au capitalisme. Il publiera divers ouvrages d'économie à caractère non académique. En 1916 paraît le livre qui constitue l'aboutissement de ses réflexions, traduit en français en 1948 sous le titre *L'ordre économique naturel*, alors que Gesell est de retour en Europe. Il y développe sa théorie relative à la nature de l'argent. Selon lui, deux réformes fondamentales doivent permettre l'établissement de l'économie naturelle: le sol franc et la monnaie franche (Gesell 1948 : XVI), soit « l'affranchissement de la terre vis-à-vis de la propriété foncière et l'affranchissement de la monnaie vis-à-vis de l'intérêt » (Blanc 2000 : 220). Il constate que la monnaie n'a pas de coût de conservation. Or, de même que toute chose dans la nature, elle devrait s'altérer et perdre de la valeur au fil du temps. Il faut donc imposer des frais de conservation à la monnaie qui devient de la sorte une monnaie fondante (la valeur des moyens de paiement « fond »), décourageant ainsi sa thésaurisation. En supprimant ainsi la fonction de réserve de la monnaie, la fonction de paiement doit se trouver encouragée et les échanges accélérés.

C'est en 1995 que le premier *club de trueque* y a été ouvert, à Bernal, une localité de la banlieue sud de Buenos Aires. Un groupe d'amis menant par ailleurs des projets différents en est à l'origine. Carlos de Sanzo, psychologue, et Rubén Ravera, bibliothécaire, avaient fondé en 1989 *El Progama de Autosuficiencia Regional* (*PAR*), une ONG et maison d'édition destinée à promouvoir des projets de nature écologique et économique liés au développement durable dans la banlieue de Buenos Aires. De son côté, Horacio Covas, chimiste, était à l'origine de la *Red profesional*, un réseau mettant en contact des professionnels et techniciens et des entreprises. La *Red profesional* reposait sur des principes de solidarité et s'adressait notamment aux chômeurs et aux sans-emploi. Les trois hommes se rencontrent en 1994[16] et décident alors de fonder le premier club de troc. Carlos De Sanzo raconte: « J'ai proposé à mes associés d'alors de transformer notre projet *écologique* en un projet *économique*, qui tiendrait compte à la fois de l'environnement et de la situation de paupérisation croissante qui s'installait dans notre pays. Il me vint à l'idée que l'on pouvait mettre à profit les *excédents* des uns en les offrant aux autres, *sans remédier à l'argent comme moyen d'accès aux biens en échange* »[17] (1998 : 11, souligné par l'auteur).

Selon le récit que les fondateurs donnent des débuts de cette entreprise, ils étaient isolés et n'avaient alors pas connaissance des expériences analogues existant ailleurs dans le monde: « Quelle vision poussait cette vingtaine de pionniers dans une entreprise complexe, incertaine, sans disposer de données sur des expériences similaires ? »[18] (ibid : 12).

Dès le début, les fondateurs voulurent donner une dimension multilatérale aux échanges afin de dépasser les limites imposées par un troc réciproque. Une vingtaine de voisin-e-s se réunissaient une fois par semaine dans un garage privé pour y échanger divers biens, principalement de la nourriture (fruits et légumes excédentaires provenant de leurs jardins potagers et aliments préparés), des vêtements et de l'artisanat. Chaque participant-e était muni d'une carte de compte personnelle (*tarjeta de intercambio*) (ibid. : 13). Quand un échange avait lieu, on ajoutait des crédits sur le compte de l'offrant-e et on les enlevait du compte du receveur/euse. Les données étaient ensuite reportées par les organisateurs dans un registre central commun informatisé.

[16] Heloisa Primavera, de la *Red de Intercambio de Saberes y Cibernética Social* se joindra à eux en 1996.

[17] « Les propuse a mis socios de aquel momento reciclar nuestro proyecto *ecológico* en *económico*, haciéndonos cargo a la vez de la preocupación por el medio ambiente y la situación de pauperización creciente que venía instalándose en nuestro país. La idea que se me occurrió fue que se podía aprovechar los *excedentes* de unos y transformarlos en ofertas para otros, *sin que mediara el dinero como forma de acceder a los bienes en intercambio* ».

[18] « ¿Qué clase de visión impulsaba a aquella veintena de pioneros a une empresa compleja, incierta, sin disponer de datos sobre experiencias similares ? ».

Après six mois, le troc comptait 60 participant-e-s. La saisie des données concernant les transactions était devenue une tâche interminable. Le fait qu'un groupe de personnes voulut ouvrir un deuxième club de troc dans la capitale fut l'occasion de procéder au changement de moyen de comptabilisation des échanges. Cette étape déboucha sur la création en 1996 de bons d'échanges (*vales de intercambios*) transférables dont l'usage était restreint aux membres du club. Cette nouvelle monnaie « sociale » fut nommée *crédito,* par allusion à la confiance (*crédito*) qui existait entre les membres du club (Primavera 2003 : 116).

La création d'un deuxième club de troc fut également à l'origine d'un réseau de troc, le système des *créditos* permettant aux participant-e-s de circuler entre les divers clubs, considérés désormais comme les différents *nodos* (nœuds) d'un même réseau, la *Red global de trueque solidario* (Réseau global de troc solidaire), ci-après *RGT*.

Le réseau essaima d'abord dans les diverses « zones » (limitations géographiques conventionnelles) de *Gran Buenos Aires* (*Capital*, *zona Sur*, *zona Oeste* et *zona Norte*) ainsi qu'à Mar-del-Plata, province de Buenos Aires. Il se développa ensuite à travers les autres provinces du pays.

Les fondateurs du troc estiment que la presse et la télévision argentines ont contribué de manière importante à la diffusion du troc, faisant un large écho au phénomène depuis l'instauration des *créditos* (De Sanzo 1998 : 13).

En 1996, un an après l'ouverture du premier club, on recense 17 *nodos* auxquels participent un millier de personnes. Chaque année, les chiffres augmentent: en 1997, on compte 40 *nodos* et 2300 participant-e-s ; en 1998, entre 70-83 *nodos* et environ 5000 participant-e-s ; en 1999, entre 400-500 *nodos* et entre 180-320 000 participant-e-s ; en 2000 entre 400-500 *nodos* également et quelque 320 000 participant-e-s ; en 2001, 1800 *nodos* et entre 1800-6000 000 participant-e-s ; en 2002, entre 5000-8000 *nodos* et plus de 6 millions de participant-e-s (Hintze 2003 : 71-77). Luzzi observe que « début 2002, on a ainsi compté jusqu'à 5000 nouveaux participants chaque jour, contre 20 000 par mois en 2001 » (2005 : 53).

Plusieurs gouvernements provinciaux et municipaux ont rapidement soutenu ce marché parallèle. Le *Secretaría de Promoción Social* de la ville de Buenos Aires a développé en 1997 déjà un programme de soutien au troc. En 2000, par un accord signé avec la *RGT*, le gouvernement national encourageait les entreprises en crise à fonctionner sur les deux marchés à la fois. A la même époque, certaines municipalités acceptent les *créditos* pour le paiement des impôts (Guerra 2003 : 46 ; Luzzi 2005 : 136-137) et mettent à la disposition des clubs de troc des locaux leur appartenant. En 2002, un projet de loi sur la réglementation du troc est présenté à l'Assemblée nationale, dans lequel le troc est déclaré « activité d'intérêt

national » (Hintze 2003 : 59)[19]. Ces diverses forme d'aides gouvernementales ont ainsi légitimisé un système d'échange de biens et services ailleurs qualifié de « marché noir »[20].

Le contexte économique

Pour comprendre le phénomène du troc en Argentine, il faut comprendre le contexte économique dans lequel celui-ci se développe et dont certains moments représentent des points d'inflexion dans son histoire (Luzzi 2005 : 52).

Le troc est considéré par plusieurs de ses observateurs/rices comme l'une des multiples stratégies économiques apparues en réponse à la crise de la dernière décennie du XXe siècle en Argentine (Primavera 2005 : 2, 6) et parmi lesquelles on peut citer le phénomène des *fabricas recuperadas*[21], des *cartoneros*[22], des vendeurs/euses ambulants ou encore des *asambleas populares* (assemblées de quartier).

Blanc explique l'activité des réseaux à l'origine de la naissance du troc en Argentine par « la réaction sociale à la désagrégation de la petite économie et à la montée de la pauvreté et du chômage entraînées par les politiques économique menées dans les années 1990 » (2000 : 270). L'expérience du troc en Argentine serait ainsi « directement liée à la nécessité de faire face au processus violent par lequel l'Etat s'est désengagé du social dans les années 1990 […] laissant se développer pauvreté, chômage et exclusion » (ibid. : 271). De Sanzo, dans sa synthèse d'une « histoire officielle » (*historia oficial*)[23] du troc, explique qu'en mettant sur pied le premier club de troc, le but des fondateurs était de « […] créer un *marché protégé* destiné à ceux qui ne pouvaient se maintenir à flot dans la mer démontée de la globalisation économique »[24] (1998 : 12, souligné par l'auteur). C'est également ainsi que l'analyse Heloisa Primavera[25]: « De l'Etat-providence de l'après-guerre, on est passé à un 'Etat de malaise', puis à un Etat déserteur. C'est alors que l'on voit naître le premier 'club de troc', qui peut être

[19] Ce projet ne verra toutefois jamais le jour. Pour le détail des articles du projet, voir Hintze (2003 : 78-86).

[20] On se souviendra par exemple du procès de trois membres d'un SEL pyrénéen, condamnés en première instance puis relaxés en appel pour avoir procédé à la réfection d'un toit payée en « grains de SEL » et contre lesquels une plainte avait été déposée pour travail clandestin (Servet 1999 : 298-299).

[21] Depuis 2001, les entreprises en faillite sont « récupérées » par les travailleurs/euses qui s'organisent en coopératives et parviennent ainsi à conserver leur emploi (Luzzi 2005 : 25).

[22] Ils sont entre 30 et 100 000 à venir chaque nuit faire les poubelles de la capitale pour y récolter carton, papier et autres matières qu'ils revendent ensuite aux entreprises de recyclage (Almeyra 2004 : 133).

[23] Comme le mentionne le sous-titre de sa contribution.

[24] « […] crear un *mercado protegido* para aquellos que no podían mantenerse a flote en el mar embravecido de la globalización económica ».

[25] Directrice d'un programme de recherche et développement de l'Université de Buenos Aires intitulé « Monnaies complémentaires et économie solidaire ».

compris comme une réponse de la société civile visant à assurer sa survie, dans les conditions de travail les plus dures de la seconde moitié de ce siècle » (2003 : 115).

Il semble d'ailleurs que d'une manière générale, la diffusion des systèmes d'échanges de ce type s'accélère quand la situation économique et sociale se péjore (Servet 1999 : 33).

La crise que connaît l'Argentine à la fin de l'année 2001 et les événements tragiques des 19 et 20 décembre représentent le point culminant d'un long processus de détérioration de la situation économique et sociale qui se met en place lors de la dictature militaire (1976-1983) dont la politique économique a eu pour conséquence d'entamer le processus de désindustrialisation du pays et d'accroître considérablement la dette extérieure (Luzzi 2005 : 25-26). Le programme d'ajustements structurels néo-libéral des années 1990 mené par l'administration péroniste de Carlos Menem – privatisation des entreprises du service public, réduction drastique de l'emploi public – a fait croître les taux de chômage et de sous-emploi dans le même temps que le système de protection sociale reculait (Primavera 2003 : 115 ; Hufty 1996 : 117). Ce programme de réformes repose sur un « Plan de convertibilité » (*Ley de convertibilidad*) conçu par Domingo Cavallo, alors ministre de l'économie, et qui doit mettre fin à l'hyperinflation par le biais de la parité du peso argentin avec le dollar américain. Cette parité prendra fin en 2001, alors que le gouvernement, devant faire face à la pénurie des moyens de paiement, décide en décembre de la même année de réduire la circulation monétaire par un ensemble de mesures connues sous le terme de *corralito* (littéralement petit enclos) et qui prévoient notamment la bancarisation du système financier – obligation d'effectuer les paiements au moyen d'une carte de crédit ou de chèques bancaires –, le gel de l'épargne et des restrictions drastiques aux retraits d'argent déposé sur des comptes bancaires (Almeyra 2004 : 165)[26].

Pour Luzzi, il est évident que de telles mesures ont donné une nouvelle impulsion au troc, « les populations frappées par la hausse du chômage […] trouvant dans les *nodos* des voies alternatives pour compenser la baisse de leurs revenus » (2005 : 52). Au plus fort de la crise, le troc semble ainsi être devenu une nécessité, un véritable palliatif à l'économie monétaire nationale et à la crise des liquidités.

[26] Comme le remarquent Pierre-Yves Jacopin et Nathalie Puex, « […] seuls 40% des Argentins possèdent un compte bancaire ; les 60% restants ne possèdent aucun moyen de paiement financier ni de compte en banque ; ils travaillent pour la plupart dans le secteur informel où le mode de paiement se fait exclusivement en liquide » (2002 : 48).

Le déclin du troc

Au cours de l'année 2002, les trocs affrontent une grave crise interne qui aura pour conséquences de les décimer. A la fin de l'année, on estime que 40% des trocs existants au début de l'année ont disparu (*Clarín*, 17.10.2002). En février 2003, la presse annonce que le nombre d'adhérent-e-s a chuté de 90% depuis l'année précédente (*Clarín*, 10.07.2002).

Différents facteurs sont invoqués pour expliquer ce déclin. D'une part, l'afflux de personnes qui se sont tournées vers le troc devint si massif lorsque les mesures du *corralito* furent promulguées, que les fondateurs ont certainement raison quand ils affirment que le troc a connu une crise de croissance (*crisis de crecimiento*) (*Clarín*, 19.02.2003). En effet, de nouveaux *nodos* se mirent à ouvrir et à proliférer de tous côtés et sans aucun contrôle, et de nombreuses irrégularités y furent commises, contribuant à une perte de confiance des adhérent-e-s dans le système (*El Sol*, 21.11.2003).

D'autre part, la hausse des prix – en *créditos* bien sûr – pratiqués au sein des trocs, en particulier ceux des marchandises de première nécessité, fut telle qu'elle en découragea plus d'un-e. Cette inflation est en partie due aux difficultés de ravitaillement des trocs, imputables à la crise économique dans un cadre plus large, mais à d'autres facteurs également: les fondateurs évoquent la falsification massive des *créditos* dont les contrefaçons ont littéralement inondé le système engendrant une crise de confiance chez les adhérent-e-s qui cessèrent dès lors de se rendre au troc[27]. Primavera estime quant à elle que c'est l'émission excessive et incontrôlée des *créditos* et leur vente par les fondateurs qui est à l'origine de l'inflation (*Clarín*, 24.04.2002).

Le programme d'aide sociale gouvernementale « *Plan jefes y jefas de hogar desocupados* » (Programme chefs et cheffes de famille sans emploi) est également invoqué puisqu'il semble que les bénéficiaires cessèrent de se rendre au troc dès qu'il fut mis en œuvre (*La Nación*, 17.08.2003).

En 2003, la presse affirme que « le troc est mort » (Primavera 2005 : 3). Après avoir contribué à sa diffusion en lui faisant une large publicité, les médias n'en parleront plus. La plupart des *nodos* sont en effet fermés, mais certains continuent de fonctionner ou ont réouvert, sur une échelle plus petite, avec un nombre d'adhérent-e-s plus modeste et par le biais de groupes isolés (Luzzi 2005 : 34).

[27] Les fondateurs estiment que la masse de faux-*créditos* atteignit jusqu'à 90% du total en circulation. Ils soutiennent la thèse d'un complot émanant de certains responsables politiques cherchant à détruire le système dans lequel ils verraient un ennemi de leur politique clientéliste (*Atlántico*, 4.10.2002 ; *Clarín*, 19.02.2003 ; *La Nación*, 17.08.2003).

Les différents réseaux

Comme je l'ai évoqué ci-dessus, la *RGT*, est le premier réseau de troc en Argentine et il connaît rapidement une ampleur nationale. Le réseau s'organise par zones géographiques et par régions mettant elles-mêmes sur pied leurs propres réunions inter-*nodos*, de sorte que la *RGT* devient en somme un « réseau des réseaux » (Luzzi 2005 : 49). Situé à Bernal, le *Progama de Autosuficiencia Regional*, ci après *PAR*, dirigé par le groupe fondateur, s'occupe de l'émission des *créditos* en usage dans les différents *nodos*. Il concentre ainsi *de facto* une partie du pouvoir entre ses mains. Des tensions se font sentir au sein du réseau, de nombreux membres reprochant aux responsables d'émettre une quantité excessive de *créditos* et réclamant une gestion plus transparente du système. Le conflit s'attise et débouche sur la création de deux nouveaux réseaux: En 2000, la *Zona oeste* (Zone ouest) quitte le réseau pour constituer le sien propre, *Club del trueque zona oeste* (Club de troc zone ouest) (Hintze 2003 : 58). Un an plus tard, le *Plenario nacional de redes* (Assemblée nationale plénière des réseaux) crée la *Red de trueque solidario* (Réseau de troc solidaire), *RTS*, une semaine après le retrait du *PAR* sous la pression des réseaux régionaux (Hintze 2003 : 59 ; Luzzi 2005 50).
Tous les réseaux se réclament d'une charte commune, la *Declaración de principios de la Red global de trueque* (Déclaration de principes du Réseau global de troc) (voir annexes).

Le système des *créditos*

Le contexte monétaire argentin

Les *créditos* apparaissent dans un pays dont la population est habituée à faire usage de « monnaies parallèles ». Entendues de façon large, on peut définir les « monnaies parallèles » comme des « instruments de compte et de paiement distincts de la monnaie nationale » (Blanc 2000 : 7).
D'une part, on assiste en Argentine à la dollarisation de l'économie depuis les années 1970. Le dollar, « monnaie parallèle étrangère » (Blanc 2000 : 120), y était non seulement disponible à travers le système bancaire, mais il servait également de moyen de paiement manuel. En janvier 1991, la parité dollar/perso constitue l'aboutissement de ce processus. L'Argentine connaît dès lors une « pluralité monétaire légale » (Blanc 2000 : 130), puisque la parité dollar/peso est inscrite dans sa Constitution (ibid. : 136).

D'autre part, depuis 1986, devant faire face à des difficultés financières, plusieurs provinces du pays vont émettre des bons provinciaux servant au paiement des salaires des employé-e-s du secteur public. Ces bons constituent des monnaies officielles locales à caractère régional (Primavera 2005 et 2003 : 113). On comptera jusqu'à 19 types de ces monnaies parallèles (Primavera 2003 : 113). En 2001, le Ministère de l'économie émettra même un bon fédéral de niveau national, le *Lecop* (Primavera 2005 : 5).

Les différents types de créditos

C'est dans ce contexte monétaire que va se diffuser l'usage des *créditos* imaginés par le groupe fondateur afin de faciliter la comptabilisation des échanges. Les *créditos* constituent une monnaie interne aux trocs et leur usage en est par principe restreint à leurs membres[28].
La *RGT* va émettre des *créditos* pour les différents *nodos* appartenant au réseau, mais avec l'expansion du réseau et le développement de son organisation par régions et par zones, l'émission des *créditos* connaîtra une certaine décentralisation et plusieurs sous-réseaux choisiront d'imprimer leurs propres *créditos* (Luzzi 2005 : 49 ; Hintze 2003 : 184).

Les créditos *utilisés au* Comedero

Lors de mon arrivée, plusieurs modèles successifs de *créditos* étaient utilisés conjointement au *nodo del Comedero*, mais peu à peu les anciens modèles de couleur verte se voyaient remplacés par des nouveaux bons de couleur rouge (voir annexe). Tous ces modèles sont – ont étés – émis par la *RGT* qui délègue à une entreprise spécialisée le soin de les imprimer (Rubén, communication personnelle). Les nouveaux bons de couleur rouge ne s'appellent désormais plus *créditos* mais *trueques*[29] et leur valeur a été dévaluée de 100 par rapport aux anciens *créditos* verts. Un *trueque* vaut ainsi 100 *créditos*. Les deux valeurs, en *trueques* et en *créditos*, figurent sur les bons. On peut ainsi y lire: « *Ticket Trueque – Bono de descuento – Vale 1 Trueque (100 Créditos) – Edición 2006* ». Il existe des bons de ½, 1, 2 et 5 *trueques*.

[28] Exception faite de la période où certaines municipalités acceptèrent que les arriérés d'impôts soient payés en *créditos*.
[29] Cependant, dans le troc, les *prosumidoras* continuent de parler de *créditos* et de donner leur prix selon les unités de ceux-ci. Ainsi, on dira qu'un kilo de sucre vaut 4000 *créditos* et on n'entendra qu'exceptionnellement dire qu'un kilo de sucre vaut 40 *trueques*. Les organisateurs/trices encouragent de temps à autres les *prosumidoras* à changer leur façon de s'exprimer et à « penser » en *trueques*. Quand les *prosumidoras* veulent préciser qu'elles parlent des *trueques*, elles diront plutôt « *los nuevos* » (les nouveaux) ou « *los rojos* » (les rouges).

Ces nouveaux bons répondent au souci des membres fondateurs de parer aux risques d'une nouvelle falsification[30].

S'inspirant par ailleurs de l'idée de la fonte de la monnaie élaborée par Gesell et brièvement énoncée ci-dessus, Rubén Ravera, l'un des fondateurs, prévoit de faire imprimer régulièrement de nouvelles éditions de ces *trueques* – les rouges sont de 2006 –, chaque nouvelle édition devant connaître une *oxidación* (oxydation) de 12 % par rapport à la précédente.

Je ne suis pas parvenue à saisir tous les tenants et aboutissants de ce système d'oxydation qui, si l'on en croit les membres fondateurs, serait doté de divers avantages[31].

Au *nodo* du *Comedero*, les *prosumidoras* reçoivent parmi les documents qui leurs sont remis contre paiement de l'entrée, un *cupón de cambio por oxidación* (coupon de change par oxydation) qui leur permet de changer 500 des anciens *créditos* verts contre 4.50 des nouveaux *trueques* rouges et dont les principes d'utilisation sont compris différemment par les *prosumidoras*, les organisateurs/trices du *nodo* et les membres fondateurs.

Cristina tient la caisse à l'entrée du *Comedero*. Répondant à ma perplexité face à l'usage de ces coupons d'oxydation, elle m'explique qu'ils permettent avant tout un meilleur contrôle sur les *créditos*, créant ainsi une confiance accrue de la part des *prosumidoras.* Anastasio, *administrador* du *nodo* me fournit également des explications, auxquelles je ne comprends malheureusement rien. M'étant adressée ensuite à Victor qui donne régulièrement des coups de main aux organisateurs/trices du *nodo*, tout s'éclaire brièvement, puis je réalise, d'après les compléments d'information fournis par Anastasio, que Victor lui-même a une idée erronée ou du moins distincte de celle d'autres organisateurs/trices. Dans les grandes lignes, voici comment ce système de change des *créditos* semble majoritairment compris: Les bons de 50 et 100 *créditos* sur lesquels figurent une *lechuza* (chouette) s'échangent contre les nouveaux

[30] Rubén souligne que les nouveaux *trueques* rouges sont protégés d'une éventuelle falsification par autant d'éléments de sécurité que le dollar américain (communication personnelle). Comme je l'ai évoqué ci-dessus, la falsification massive de *créditos* a causé beaucoup de tort aux différents réseaux de troc, et aux fondateurs en particulier, responsables de l'émission des bons les plus répandus à travers tout le pays. Les fondateurs se sont notamment retrouvés partie prenante d'un procès encore en cours au moment de mon séjour en Argentine.

[31] Selon les explications de Rubén Ravera, le principe d'oxydation doit permettre d'empêcher l'inflation en dissuadant les détenteurs/trices de *créditos* de chercher à les épargner. Cette volonté de supprimer la fonction de réserve de la monnaie est un des principes de cette « monnaie sociale » qui, selon ceux qui la promeuvent, remplirait toutes les fonctions sociales de la « monnaie originelle », selon leur propre terminologie, mais n'aurait pas les défauts des monnaies nationales actuelles qui ouvrent les portes à l'usure et à la spéculation (Primavera, communication personnelle). Lorsque j'interroge Carlos De Sanzo, un autre membre fondateur du troc, quant à la manière de gérer la masse de *créditos* dans le troc, il me répond qu'actuellement, le nombre de bons en circulation est trop grand. Par le biais du système d'oxydation, la masse devrait peu à peu se réguler, mais selon lui, cela prendra plusieurs années. Il ajoute qu'ensuite, ils devront utiliser des outils inspirés de la macro-économie pour gérer la masse de bons, l'idée étant que chaque nouveau participant-e reçoive une certaine quantité de *créditos* pour commencer.

trueques rouges par le biais du coupon d'oxydation, soit 500 *c* contre 4.50 *t*. Les *créditos* d'une valeur inférieure à 50, sans la *lechuza* et donc encore plus anciens, s'échangent sans bon d'oxydation, directement contre des *trueques*. Ceux-là ne sont donc pas soumis à l'oxydation.

C'est du moins ainsi que le système de change fonctionnait au sein du troc[32] et c'est ainsi que le pratiquaient les *prosumidoras*, jusqu'à ce qu'au cours d'un entretien, Rubén réalise à travers mes propos que cela ne correspondait pas du tout à la fonction qu'il avait mise au point pour le bon d'oxydation. La semaine suivant cet entretien, le système des entrées avait été modifié. Mais au vu des explications reçues alors par les organisateurs/trices, et qui ne correspondaient toujours pas à celles que j'avais reçues de Rubén, le flou régnait toujours.

Les créditos *utilisés à* Chacarita

Le *nodo de Chacarita* faisait partie de la *RGT* dont il s'est désolidarisé en 2002 suite à des divergences de vue quant à la manière dont avait été géré le problème des faux-*créditos* qui avaient submergé les trocs. La *RGT* avait alors déclaré que des séries entières de *créditos* n'étaient pas valables, portant ainsi un lourd préjudice aux nombreuses *prosumidoras* honnêtes en possession de ces bons. Mercedes, *coordinadora* du *nodo de Chacarita*, raconte: « *A nous, ici, ils ne nous avaient pas dit que telle série était fausse et telle autre légale, alors cela a créé une confusion infernale, et les caméras [de la télévision] sont arrivées, les gens, certains, ça allait les tuer, parce que c'était le fruit de tout leur travail, tu vois, et ils ont perdu, écoute-moi, la perte [liée au change contre de nouveaux* créditos *valables] a été très importante, tu remettais 4000 et ils te donnaient la moitié. Et en plus, il y avait tous ces troubles, la situation économique et politique du pays, tu vois* »[33].

Le *nodo de Chacarita* est désormais indépendant et il est du ressort de la *coordinadora* de choisir le système de *créditos* qui y a cours. Bien que la *RGT* émette aujourd'hui de nouveaux

[32] Paula me dit qu'elle n'emploie pas souvent les bons d'oxydation. Elle m'explique qu'ils permettent de changer les anciens *créditos* contre des nouveaux. Elle raconte qu'un jour où une femme a voulu la payer avec des anciens *créditos* verts, Paula a augmenté un peu le prix pour que quand elle irait changer ces *créditos* contre les nouveaux avec le bon d'oxydation, elle retrouve la somme qu'elle voulait initialement. On ne voit pas très bien là en quoi le principe d'oxydation permettrait de juguler l'inflation.

[33] « *A nosotros, acá, no nos habían dicho que la serie tal era falsa, y la otra era legal, entonces se armó un lío infernal, y vinieron las cámaras, la gente, alguna la iban a matar, porque era el fruto de todo su trabajo, viste, y perdieron, escuchame, el desagio fue muy importante, vos entregabas 4000 y te daban la mitad. Y además estaba todo convulsionado, el tema económico y político del país, viste* ».

créditos de couleur rouge, Mercedes préfère les anciens verts, dont plusieurs modèles sont utilisés conjointement dans le *nodo*[34].

Mercedes estime que les nouveaux *créditos* rouges sont source de confusion et elle préfère se débrouiller avec les modèles verts, plus anciens, dont elle a modifié la valeur au stylo: « *Bon, ceux-là [les rouges], je ne les permets pas, c'est clair et net. Parce qu'en bas, ils disent une valeur et en haut une autre. […] J'ai dit non, c'est trop compliqué. Non, non. Nous, on accepte ceux dont on arrange le 5 pour en faire un 50, tu vois que c'était un 5 / 50. C'est plus simple. Les verts, oui, les autres nouveaux, tu vois, les verts* »[35]. Deux valeurs différentes figurent en effet sur les nouveaux *créditos* rouges, comme je viens de l'évoquer: la valeur des anciens modèles, en *créditos,* et celle des nouveaux, en *trueques*, qui a subi une dévaluation de 100. Mercedes trouve ce système trop compliqué et on lui concède volontiers que ces impressions successives de modèles différents de *créditos* puis leur transformation en *trueques* n'est pas des plus simples, mais son système « maison » ne semble pas l'être davantage et me laisse à penser que les motivations profondes de son refus d'utiliser les *créditos* rouges sont probablement à chercher ailleurs et témoignent plutôt du désir de se démarquer de la *RGT* et de gérer le *nodo* de manière indépendante et autonome.

Les *créditos* utilisés à *Chacarita* ont des valeurs imprimées de ½, 1, 2 ou 5 *c*. Les prix ayant beaucoup augmenté – passant d'une situation initiale de *uno a uno* (1 *crédito* équivalant à 1 peso) à la situation actuelle où l'on pratique le *quinientos a uno* (500 *créditos* équivalant à 1 peso) – il est devenu impossible de payer les transactions avec des *papelitos* (bouts de papier) d'une valeur si petite. Mercedes et ses collaboratrices ont donc ajouté manuellement un « zéro » sur les bons et y ont apposé le timbre de la *Mutual* pour leur conférer plus de crédit. Pour être précis, on ne rajoute pas un « zéro » entier au bon. On ferme le « C » majuscule de la mention « *Créditos* » pour en faire un « zéro ». Sur les bons, on peut donc lire « *Vale 5 Oréditos* » alors qu'avant on lisait « *Vale 5 Créditos* » (voir annexe). Suite à ces

[34] Les *créditos* émis par la *RGT* sont dits de l'« *arbolito* » (petit arbre) en raison du dessin d'un ombu sur une de ses faces – ils se distinguent ainsi notamment des *créditos* de la *Zona oeste* connus comme ceux de l'« *ojito* » (petit œil) en raison d'une marque de sécurité qui fait penser à un œil. Les *créditos del arbolito* ont connu plusieurs modèles successifs. Le premier modèle, imprimé en vert sur du papier jaune clair, fut l'objet d'une falsification massive à l'origine de la création d'une nouvelle série de couleur verte également et pourvue de plusieurs marques de sécurités (*Clarín*, 10.07.2002 ; *La Nación*, 23.08.2002). Les *créditos* de ce deuxième modèle sont connus comme ceux de la « *lechuza* » (chouette) dont le dessin figure en regard de l'ombu. Ils portent la mention « *Edición* 2003 ». Ils sont suivi une année plus tard par un troisième modèle, « *Edición* 2004 », également verts et représentant une oxydation de 12% par rapport aux bons du modèle précédent. Ces trois modèles sont suivis par un quatrième, « *Edición* 2006 », les nouveaux *trueques* rouges. L'ensemble des modèles verts sont utilisés conjointement à *Chacarita*, y compris les faux du premier modèle. Pour des exemples de ces différents modèles, voir annexe.

[35] « *Bueno, esos [rojos] yo no los permito, directamente. Por que arriba dicen un valor y abajo otro. […] Yo dije no, eso es muy complicado. No, no. Nosotros aceptamos este que el 5 lo arreglameos y pusimos 50, ves que era un 5 / 50. Es más sencillo. Los verdes, sí, los otros nuevos, viste, verdes* ».

modifications, la valeur des bons s'est trouvée multipliée par dix et les bons affichent des valeurs de 10, 20 et 50 *créditos*[36]. Certains bons n'ont pas subi la modification manuelle leur conférant un « zéro » supplémentaire, mais les *prosumidoras* savent que ces bons valent 10 fois plus. Certaines s'en inquiètent toutefois un peu plus que d'autres et les présentent à la caisse afin qu'ils soient modifiés.

Mercedes souhaiterait toutefois remplacer ce système « maison » et faire imprimer de nouveaux *créditos* pour le *nodo*. Ce serait selon elle l'occasion de repartir sur de nouvelles bases, avec un nouveau système de valeur et des prix plus bas. Elle a pour l'instant préféré y renoncer: « *Au cours de l'année, je me suis renseignée auprès de diverses imprimeries, mais les prix sont exhorbitants, et faire un nouveau* crédito *à ce jour, c'est très cher. De sorte que bon, on continue avec ces* créditos *jusqu'à ce qu'elles [les participantes] se rendent compte de ce qu'elles doivent baisser [les prix]* »[37].

Le maniement des *créditos*

La valeur modique des bons combinée au prix élevé des marchandises au sein du troc impliquent, au *Comedero* tout comme à *Chacarita*, et malgré le rajout d'une décimale sur les bons, que les femmes échangent des quantités importantes de *créditos*. Au *Comedero*, un homme se présente un jour à la table de ma voisine. Il souhaite lui acheter un coffret en bois fabriqué artisanalement par son mari. L'homme tient dans ses mains une épaisse liasse de *créditos* rouges flambants neufs. C'est sans doute la première fois qu'il vient se procurer quelque chose dans un troc[38] et il se fend de quelques commentaires satisfaits au sujet de sa richesse supposée. Il déchante dès qu'il se met à compter la somme nécessaire à l'acquisition du coffret, réalisant alors brusquement que sa liasse de *créditos* le dote d'un pouvoir d'achat somme très modeste.

Au cours d'une journée de troc, les *prosumidoras* consacrent un partie de leur temps au comptage des *créditos* reçus lors des échanges. Assises derrières leur table de vente, on les voit absorbées par leurs calculs, compter les bons et les assembler en petits paquets de 100 ou de 1000 *c* au moyen d'une bande de papier, d'un élastique ou en les glissant à l'intérieur d'un bon plié en deux.

[36] Il circule également un certain nombre de bons de 100 *créditos*, mais en moindre quantité.

[37] « *Durante este año, estuve averiguando distinctas imprentas, pero los precios son carissimos, y hacer un nuevo crédito por ahora, es muy caro. Así que bueno, seguimos con estos créditos hasta que ellas se den cuenta de que tienen que bajar* ».

[38] Je suppose qu'il est venu visiter le troc pour une raison ou une autre et qu'il a reçu des organisateurs/trices un certain nombre de *créditos* à dépenser.

La confiance dans les créditos

Dans un ouvrage collectif intitulé *La monnaie souveraine*, Michel Aglietta et André Orléan se sont penchés sur le phénomène monétaire dans une perspective interdisciplinaire cherchant à comprendre la monnaie dans ses rapports avec la totalité sociale. Selon eux, « [l']acceptation [de la monnaie] ne se réduit pas à un calcul rationnel des coûts et des avantages, mais mobilise des croyances et des valeurs au travers desquelles s'affirme l'appartenance à une communauté » (1998 : 7). Leurs propos concernent le fait monétaire dans son ensemble et s'appliquent ainsi également à un système monétaire comme celui des *créditos*. Les *créditos* ont sans aucun doute une dimension intégratrice des membres au sein du troc puisqu'ils constituent une monnaie réservée à leur usage exclusif. Aglietta et Orléan soulignent « […] l'importance du lien monétaire en tant qu'appartenance de l'individu à la société considérée dans son ensemble » (ibid. : 10), or les personnes qui se tournent vers les trocs sont le plus souvent exclues, de manière plus ou moins radicale, des pratiques de consommation d'une société dans laquelle elles n'ont plus qu'un pouvoir d'achat limité. Elles trouvent dans les *nodos* de nouvelles pratiques de consommation et de sociabilité. C'est ce qui ressort bien des récits de plusieurs personnes sur leurs débuts dans le troc, comme par exemple celui d'Anastasio[39]:

« *Je vais te raconter mon cas en particulier, pourquoi je suis venu au troc. Je suis un industriel, je fabrique du papier hygiénique. Il y a sept ou huit ans, j'ai eu divers problèmes avec des faillites de supermarchés. Tu livres la marchandise et on ne te la paie pas. Tu attends pour voir si tu peux être payé. Quand quelqu'un, comme moi, a vendu deux fois sa production sans être payé, et bien c'est la catastrophe. Je me suis retrouvé à la fabrique sans rien et avec un tas de procès d'employés. Ma femme participait aux trocs. Elle insistait pour que j'y participe aussi. J'étais réfractaire. Après six mois, j'ai commencé à participer, avec le papier hygiénique qui me restait. Bon, pendant une année, j'ai participé sans parler à personne. Je croyais que c'était une société très marginale, une société qui ne correspondait pas… Pour tout cela, pendant ces six mois, j'allais et venais dans les rues de mon quartier en parlant tout seul. Tout le monde, les voisins, disaient que j'étais fou. J'avais perdu 300 000 dollars. Je parlais seul toute la journée, j'errais dans les rues. Je devais réparer ma tête avec les psychologues. Je devais aller trois fois par semaine chez le psychologue. Et la nuit, quand je dormais, je faisais des sauts d'un mètre de haut dans mon lit. C'est dans ces conditions que je suis venu au troc. Par chance, je me suis intégré. Par chance. J'ai commencé à parler, à me mêler aux autres, à communiquer avec eux, à me rendre compte que ce n'était pas une autre classe de société, que c'était la société et que je devais l'accepter comme tel. C'est ainsi que j'ai commencé, avec un troc, avec un autre, et un autre encore. Tous les jours, il y avait un troc*

[39] C'était l'un des *administradores* (administrateurs) du *nodo del Comedero* – je reviendrai plus loin sur les diverses fonctions au sein des *nodos*. Après Noël 2004, Anastasio ne viendra plus au troc. Il décèdera en janvier 2005 des suites d'un cancer foudroyant, à 53 ans.

différent. Cette participation m'occupait une bonne partie du temps et déjà j'oubliais d'aller chez le psychologue. Bon, c'est ainsi que je me suis éloigné du psychologue. Il semble que cela m'a servi de thérapie. Et j'ai continué d'y participer. Cela me faisait du bien économiquement, cela me faisait du bien mentalement et cela faisait du bien à ma santé. Et j'ai continué d'y participer. Après une année, j'ai été en mesure de rouvrir ma fabrique. Je disais que je ne l'ouvrirais plus jamais. Avec un échange de marchandise contre de la main d'œuvre, j'ai ouvert ma fabrique et l'ai mise en marche à 25% de sa capacité de production. Avec du papier contre de la main d'œuvre. Un échange de matière première contre de la main d'œuvre, sans pesos. C'est ainsi que j'ai pu remettre en marche le 25% de ma fabrique, la première année. Restait à voir si je pouvais toucher [les dividendes de] la faillite. Ils ont commencé par payer les banques, et en dernier les industriels… Bon, après une année, la fabrique fonctionnait à 25%, après deux ans, elle était à 100%. Comme en 1999. Alors, en reconnaissance de ce que m'avait apporté le troc, nous autres ici, nous avons fait des investissements. […] Dans mon cas, j'ai investi à perte. Je m'en fichais si je perdais. C'est bizarre que quelqu'un veuille investir à perte. Mais moi, oui, je voulais. Bon, moi, j'avais déjà gagné avant. Parce que j'avais remis ma fabrique en marche et j'étais sorti de cette pagaille, des docteurs qui mettaient ma tête dans un autre monde. J'ai mis cet argent de mon propre gré, mon intention était de pouvoir aider le troc comme il m'avait aidé moi. Je ne voyais pas ça comme une affaire de plus. C'est un autre sujet, mon affaire, je l'ai. Ça, c'est comme un hobby »[40].

Au-delà de la dimension intégratrice de la monnaie et du sentiment d'appartenance qu'elle génère, la monnaie devient une valeur commune en vertu de la confiance que chacun-e met en

[40] « *Yo te voy a contar mi caso en particular, porque yo ingrese en el trueque. Yo soy industrial, fabrico papel higienico. Hace 7 o 8 años, tuve varios problemas con quiebras de supermercados. Vos entregás mercadería, y vos no cobrás tu mercadería. Vas a esperar a ver si podés cobrar. Cuando uno, como yo, vendió 2 veces su produción y no cobró, bueno, es catastrófico. Yo me quede en la fábrica sin nada y con un montón de juicios laborales. Mi señora participaba en los trueques. Insistia que yo iba a participar tambien. Yo era reacio. Después de 6 meses empeze a participar, con papel higienico, con lo que me quedo. Bueno, estuve un año participando sin hablar con nadie. Yo creía que era una sociedad muy marginal, una sociedad que no correspondía… para todo esto, en esos 6 meses, yo iba y venía por las cuadras de mi casa hablando solo. Toda la gente, los vecinos, decían que yo estaba loco. Había perdido 300 mil dólares. Hablaba solo todo el día, caminaba de cuadra a cuadra. Para todo esto yo tenía que arreglar mi cabeza con los psicólogos. Tres veces por semana yo tenía que ir al psicólogo. Y cuando me iba a dormir a la noche, saltaba dormido un metro de la cama. En esas condiciones entré yo en el trueque. Con suerte me fui integrando. Por suerte. Empezé hablar, a complicarme con las otras personas, a interpretar a las otras personas, a darme cuenta que no era otra clase de sociedad, que era la sociedad y que yo lo tenía que aceptar como tal. Asi empezamos, con un trueque, con otro trueque, con otro trueque. Todos los dias había un trueque distinto. Esa participación ya me ocupó cualquier quantidad de tiempo, ya me olvidaba ir al psicólogo. Bueno, y asi fue que me fui alejando del psicólogo. Parece que esto lo usaba yo como una terapia. Y yo seguía participando. Me hacía bien espiritualemente, me hacía bien economicamente, y me hacía bien a la salud. Y seguíamos participando. Al año de lo que yo participé estaba en condiciones de abrir de vuelta mi fábrica. Yo decía que no la abro nunca mas. Con un intercambio de mercadería por mano de obra, abri mi fábrica y la puse a trabajar en un 25% de la capacidad de mi fábrica. Con papel por mano de obra. Un intercambio de materia prima por mano de obra, sin pesos. Asi pude poner en marcha el 25 % de la fábrica, ese el primer año. Ver a ver si se puede cobrar la quiebra. Empezan a cobrar los bancos, y por último los industriales… Bueno al año yo estuve funcionando con la fabrica en un 25 %, a los dos años estaba el 100 %. Como en 1999. Entonces, en agradecimiento de lo que me había brindado el trueque, nosotros aca hicimos inversiones. […] En el caso mío, inverti a perder. No me inPaulaba perder. Que es muy raro que uno quiere invertir a perder. Pero yo si queria invertir a perder. Bueno pero yo ya gane antes. Por que puse en marcha mi fábrica y sali de toda esta maraña, de los doctores que tenían mi cabeza en otro mundo. Yo lo puse por que era mi voluntad y era mi intención de poder ayudar al trueque como me ayudó a mí. Yo no lo vi como un negocio más. Es otro tema, mi negocio lo tengo yo. Esto es lo mismo que un hobby* ».

elle (Aglietta et Orléan 1998 : 24). Les deux auteurs distinguent trois types de confiance dans la monnaie (1998 : 24-29):

La confiance hiérarchique est induite par des mécanismes d'autorité qui instaurent la stabilité et en sont la garantie. « [Elle] s'exprime sous la forme d'une institution qui énonce les règles d'usage de la monnaie et qui émet le moyen de règlement ultime » (ibid. : 25).

La confiance méthodique « […] procède de la répétition des actes de même nature qui mènent les échanges à bonne fin » (ibid. : 25). Elle se situe à un niveau « psychosocial » (ibid. : 25), celui des relations interindividuelles, et s'instaure par le biais de l'expérience empirique et la routine des pratiques d'échange.

Enfin, la confiance éthique postule la pérennité de la nature du pouvoir et se situe à un niveau plus symbolique. Dans nos sociétés, « le point de vue éthique est celui de l'universalité des droits de la personne humaine » et « suppose la supériorité en valeur de la personne humaine sur tout autre élément social » (ibid. : 26).

Reprenons ces trois formes de confiance pour les examiner dans la perspective du système monétaire des *créditos*:

A *Chacarita*, c'est par le biais de la *coordinadora*, Mercedes, que s'instaure la confiance hiérarchique. La *coordinadora* est chargée de veiller à la bonne marche du troc et au respect des règles. Elle incarne la figure maîtresse du troc et en tant que telle, elle occupe une fonction hiérarchiquement supérieure à celle des *prosumidoras*. Parmi les multiples tâches du ressort de Mercedes [41], il lui incombe en particulier de s'occuper de la gestion des *créditos*. Comme nous l'avons vu, c'est elle qui décide des types de bons acceptés, d'en changer la valeur le cas échéant et d'y apposer le timbre de la *Mutual*, y compris sur les faux-*créditos* du premier modèle, considérés dès lors comme des « vrais » au sein du *nodo*. Mercedes incarne ainsi la figure garante de la monnaie. Le type de *papelitos* (bouts de papier) employés, qu'il procède d'un certain bricolage comme à *Chacarita* ou d'une élaboration analogue à celle d'une monnaie nationale officielle comme au *Comedero*, est somme toute parfaitement secondaire, pourvu que les *prosumidoras* ait confiance dans leur valeur d'usage et qu'ils servent comme intermédiaires des échanges.

[41] En 1999, Mercedes, qui fait déjà partie de la *Mutual Sentimiento*, va remplacer au pied levé la *coordinadora* précédente partie sur un coup de tête. Elle commence ainsi à s'occuper du *nodo* qui connaît ces années-là une expansion considérable. Elle suivra le *curso de capacitación* (cours de formation) qui se donnait alors au siège de la *RGT* à Bernal, en compagnie de Rosana et Marcela qui sont ses collaboratrices aujourd'hui encore. Mercedes est la *coordinadora* principale du *nodo*, mais Rosana et Marcela en sont également les *coordinadoras* comme le précise Mercedes. Aux yeux des femmes participant au troc, il semble pourtant qu'il n'y ait qu'une seule *coordinadora*, Mercedes, ce qui témoigne bien du fait que la confiance hiérarchique repose en grande partie sur sa personne uniquement.

Lorsqu'il y a un doute sur la validité de certains *créditos*, c'est à Mercedes de décider et d'instaurer la confiance – hiérarchique –, tout en prenant néanmoins l'avis des *prosumidoras*: « *A un certain moment, sont apparus ces* créditos*, plus clairs. Quelqu'un les a faits, est venu et les a utilisés. […] Alors, eh bien, je leur ai demandé, je leur ai dit, est-ce qu'on les accepte exceptionnellement ? – A qui as-tu demandé ? – Aux gens, en général. Je leur ai dit est-ce qu'on va les accepter ? Pour que… c'est une manière de dépenser plus de créditos. Il a dépensé tout l'argent, mais à titre exceptionnel, parce que sinon, chacun… en plus ce n'est pas bon marché. Ils sont imprimés, pas photocopiés, parce qu'ils portent les numéros de série. […] Celui qui a investi, a investi pour les autres. Il a investi pour lui, il les a mis sur le marché, il a investi pour les autres aussi. Alors, à titre exceptionnel, je les ai autorisés, mais j'ai dit jamais plus* »[42]. Ces *créditos* d'un papier jaune plus clair avaient déjà frappé mon attention précédemment et j'avais alors demandé à Mercedes d'où ils venaient. Elle me répondit qu'ils avaient également attiré son attention, mais que je n'avais pas à m'inquiéter, ils étaient valables et acceptés dans le troc par les autres *prosumidoras*. Mercedes était ainsi bien consciente de son rôle de garante de la confiance dans la monnaie, puisque sa réponse à mes questions visait à me rassurer alors que de mon côté, je cherchais simplement à comprendre d'où venaient ces *créditos*. Devant mon air dubitatif, elle ajouta qu'il s'agissait sans doute de personnes qui avaient ces bons chez elles depuis des années et qui ne seraient plus venus au troc pendant longtemps. Ces *créditos* réapparaîtraient ces jours parce que leurs détentrices auraient recommencé à venir au troc. Cette explication me sembla des plus farfelues – ces *créditos* n'avaient visiblement jamais servi, ils étaient lisses, propres et neufs, formaient un groupe homogène et ne ressemblaient aucunement à une vieille liasse de *créditos* laissés de côté dans un carton pendant des années – et je pensais qu'il s'agissait tout simplement des faux. « Faux », c'est sans doute un mot que Mercedes ne pouvait alors pas prononcer, sans doute parce que notre conversation avait lieu au beau milieu du troc, en pleine situation d'usage de ces bons par les *prosumidoras*. En revanche, quelque temps plus tard, lors d'un entretien en tête-à-tête dans son bureau – dont est extraite la citation ci-dessus – elle peut affirmer sans problème que ce sont des faux, et même des faux de qualité puisqu'ils ont été réalisés à l'aide d'une imprimante.

[42] « *En algún momento aparecieron esos [créditos], más claros. Alguien que los hizo, vino y los usó. […] Entonces, este, yo les pregunté, les digo, ¿ vamos a aceptar los estos por única vez ? - ¿ A quiénes preguntaste ?- A la gente, en general. Les digo ¿ los vamos a aceptar estos ? Para que… es una manera de gastar más créditos. Gastó todo la plata, pero por única vez, por que si no, cada uno… además no es barato. Estan hecho por imprenta, no estan hecho por fotocopia, porque tienen los números corrélativos. […] El que invirtió, invirtió para los demás. Invirtió para él, los metió en el mercado, invirtió para los demás también. Entonces por única vez, lo permiti, pero dije nunca más* ».

Au *nodo del Comedero*, le mode d'organisation hiérarchique est plus complexe. Il n'existe pas une figure forte de *coordinadora* comme l'incarne Mercedes à *Chacarita*. Plusieurs personnes se répartissent la gestion du troc – les diverses fonctions ont des titres distincts, mais les champs de responsabilité respectifs sont souvent flous, j'y reviendrai plus loin – et dépendent d'un niveau hiérarchique supplémentaire représenté par les membres fondateurs responsables de l'émission des *créditos*. Les mécanismes par lesquels ils cherchent à établir la confiance hiérarchique dans le système des *créditos* ne repose pas sur la figure carismatique d'une *coordinadora*, mais plutôt sur les marques de sécurité apposées sur les *créditos* et les coupons de change par oxydation. Les *prosumidoras* ont bien sûr confiance dans les *créditos*, mais elles ressentent parfois l'omniprésence de ces marques de sécurité comme le signe de complications inutiles.

La deuxième forme de confiance évoquée par Aglietta et Orléan, la confiance méthodique, est liée aux situations d'échanges et à la routine des transactions. Cette forme de confiance est également à la base du système des *créditos*, mais il est intéressant d'observer que dans certaines situations, le mécanisme se grippe, en particulier lorsque le prix de certaines marchandises très prisées connaissent une hausse importante. Les *prosumidoras*, se défiant alors des *créditos*, préfèrent dans certains cas conclure leurs échanges par le biais du troc direct (*trueque directo*) et se passer des *créditos* comme instrument de paiement. Je reviendrai plus loin sur les différences de prix des marchandises et sur la manière de se les procurer.

Le troc direct permet aussi de se procurer des marchandises qui coûteraient excessivement cher en *créditos* et pour lesquelles il serait très difficile de réunir la somme nécessaire à leur acquisition – ou qui nécessiterait un remboursement sur plusieurs semaines, ce qui représente un engagement, ou un risque, que l'une ou l'autre des parties de l'échange n'est pas toujours prête à prendre:

A *Chacarita*, Valeria[43] me montre un jour avec satisfaction les médicaments qu'elles vient de se procurer. Elle vient de faire une excellente affaire, me dit-elle. Elle a échangé une veste d'hiver contre cinq boîtes d'un médicament qu'elle doit prendre régulièrement et qui vaut sur le marché formel 9.80 $ la boîte. Ainsi, c'est comme si elle avait vendu la veste 50 $ ou 25 000 *c* – puisque 1 $ équivaut à 500 *c* –, ce qui lui semblait être une somme impossible à demander en *créditos*.

Bien sûr, on ne conclut pas d'aussi bonnes affaires chaque semaine mais cet exemple illustre bien l'importance que le troc direct peut revêtir en certaines occasions. Il montre aussi que la

[43] Les prénoms des *prosumidoras* sont fictifs.

monnaie, que les économistes se plaisent souvent à définir comme un facilitateur des échanges, peut aussi, dans certaines situations, devenir un « complicateur » des échanges et les usagers de préférer alors s'en passer pour leurs transactions.

Les *prosumidoras* n'éprouvent donc pas une confiance méthodique infaillible dans les *créditos* et renoncent pasfois à s'en servir comme moyen de paiement.

La dernière forme de confiance mentionnée par Aglietta et Orléan est la confiance éthique. Elle concerne l'ensemble des valeurs organisant la société, et, quoiqu'en disent certains promoteurs/trices du troc quand ils évoquent leur idéologie et la nature solidaire des échanges dans les trocs, les logiques qui président aux relations et aux échanges au sein d'un troc ne sont pas fondamentalement différentes de celles qui existent dans le marché formel. Il y a là un décalage manifeste entre le discours tenu par les organisateurs/trices et la réalité vécue par les *prosumidoras*.

Au début de l'année 2006, plusieurs *prosumidoras* cesseront de venir au *Comedero* en raison de la hausse des prix des marchandises qui y étaient échangées, en particulier les denrées alimentaires et de première nécessité. C'est bien une crise de la confiance – les trois formes sus-mentionnées envisagées comme un tout – dans les *créditos* que l'on peut voir là. Ils ne permettent plus d'acquérir les biens nécessaires, le troc perd donc son utilité économique – sa dimension sociale ne suffit pas – et certaines femmes cessent d'y venir.

4. Une nécessité économique ?

Une journée de troc

Les échanges avant l'heure

Le début d'une journée de troc est marqué par l'attente. Les *prosumidoras* font la queue sur le trottoir, parfois pendant deux à trois heures avant que ne s'ouvrent les portes du troc[44]. Répondant à mon étonnement de voir les femmes arriver si tôt sur les lieux, Silvana m'explique que cela permet de s'assurer une « bonne place » dans le troc. Puisque l'ordre d'entrée correspond à celui des arrivées dans la file, les premières personnes présentes ont l'avantage de pouvoir choisir librement la table (*mesa*) où elles s'installeront.

[44] C'est ce que j'ai pu observé pour les *nodos* de *Chacarita* et de la *Estrella*. Au *Comedero* en revanche, il n'y a guère de file d'attente pour le troc du matin. Quant à celui de l'après-midi, la file d'attente y est peu importante et ne compte souvent qu'une quinzaine de personnes au plus, sans doute parce que l'espace dévolu au troc est suffisamment grand et ne se remplit jamais totalement.

Debout, parfois assises sur un tabouret pliable, les femmes patientent, leurs sacs de marchandises et leurs caddies déposés à côtés d'elles. Les conversations vont bon train. Le temps de l'attente est l'occasion de commenter les activités du troc, de se plaindre de la malhonnêteté d'autres *prosumidoras* ou des prix trop élevés des marchandises, et de s'informer sur les articles apportés par les autres. Les échanges – ou leur conclusion orale – commencent ainsi souvent dans la file d'attente déjà, bien que cela ne soit en principe pas autorisé. Outre les principes très généraux énumérés dans la *Déclaration de principes du Réseau global de troc* que j'ai déjà mentionnée (voir annexes pour le texte original et sa traduction française), il existe un certain nombre de règles plus spécifiques régissant les activités du troc. Bien qu'explicites – elles sont souvent mentionnées par les organisateurs/trices comme par les *prosumidoras* –, elles n'appartiennent le plus souvent qu'au registre de l'oralité. La règle qui veut que l'on ne procède pas aux échanges – et cela inclut la présentation des marchandises et les promesses d'échanges futurs – avant le début officiel du troc découle de l'idée que toutes les *prosumidoras* doivent bénéficier d'un accès égal aux marchandises offertes dans le troc. En dépit de ce principe, les échanges, sous une forme ou une autre, commencent souvent au cours de l'attente déjà. Les deux parties y trouvent un intérêt: la vendeuse « fait les *créditos* » (*hacer los créditos*) qui lui permettront d'acheter des marchandises dès l'ouverture du troc, et l'acheteuse se procure les marchandises qui l'intéressent avant que quelqu'un d'autre ne la devance dans le troc.

A l'ouverture des portes, la file s'ébranle, les femmes empoignent leurs sacs et se dirigent vers l'entrée où la *coordinadora*, ou l'une de ses collaboratrices, crie dans l'ordre croissant les numéros des tickets vendus dans la file. Les femmes arrivées trop tard pour acheter un ticket dans la file s'acquittent de leur entrée directement à la caisse[45], mais en tous les cas, munies ou non d'un ticket, les participantes respectent scrupuleusement leur ordre d'arrivée au moment de pénétrer dans le troc. Ce fait me semble souligner que la file d'attente constitue une étape importante d'un jour de troc pour des raisons supplémentaires que les questions d'intérêt économique que je viens de mentionner. Venir tôt, c'est aussi signifier que le troc est une activité importante dans la vie de celle qui le pratique, une activité sérieuse, méritoire et qui implique de s'investir. Or quelle est la ressource principale que certaines femmes ont

[45] Le prix de l'entrée est de 1 $ et 50 *créditos* à *Chacarita*. Au *nodo de la Estrella* à Rafael Castillo, il est de 0.20 $ et 2 *créditos* pour les membres (*socios*) et 0.40 $ et 2 *créditos* pour les non-membres. L'entrée au *nodo del Comedero* à Bernal est de 3 $ et 50 *créditos*.

encore à investir[46] ? Le temps justement, le temps libre qu'il faut « tuer » (*matar*) comme me l'a dit un jour Emilia.

Une fois à leur table, les femmes ne sont pas encore autorisées à sortir les marchandises de leurs sacs. Certaines disposent pourtant déjà quelques articles devant elles, les recouvrant partiellement des pans de la nappe dont elles ont recouvert leur table, d'autres ouvrent les fermetures-éclair de leurs sacs, suscitants la curiosité des autres participantes qui viennent y regarder de plus près, s'enquérir des prix et parfois demander qu'on leur mette de côté un article qu'elles viendront chercher quand le troc aura officiellement commencé.

Toutes ces petites tricheries sont le reflet de la tension existant entre le caractère collectif et solidaire du troc et les stratégies individuelles d'obtention des biens mises en œuvre par les *prosumidoras*.

Les échanges, à la bonne heure !

Quand l'heure officielle du troc est enfin là, les échanges peuvent formellement commencer. Le coup d'envoi est plus ou moins marqué selon les *nodos*. Sa solennité semble être proportionnelle au degré de respect de la norme de non-échange avant le troc, qui peut considérablement varier d'un *nodo* à l'autre. A la *Estrella*, la *coordinadora* crie depuis le milieu du troc « *Saquen la cosas !* » (Sortez les affaires !), à *Chacarita*, les échanges commencent quand l'une ou l'autre des *prosumidoras* fait remarquer qu'il est 13h00, au *Comedero* en revanche, le troc débute sans coup d'envoi.

Le début des échanges est toujours marqué par une certaine effervescence. Après avoir dû brider si longtemps leurs velléités de procéder aux échanges, les femmes peuvent enfin y donner libre cours. Mais l'agitation découle surtout des contraintes posées par le double rôle qu'elles doivent parvenir à jouer. Elles veulent acheter, mais pour acheter, il faut avoir des *créditos*, et pour avoir des *créditos*, il faut vendre. Et tout cela sans traîner, au risque sinon de ne plus rien trouver d'intéressant, ce dont se plaint Daniela:

« *Avant, généralement, nous étions deux personnes, nous étions plus amies, c'était plus solidaire, alors s'il te restait des choses et que quelqu'un venait, tu vois, tu me vendais des choses, alors je pouvais me promener… mais aujourd'hui, si je dois vendre, je ne peux pas me promener. Alors, je passe la journée à essayer de me faire des* créditos. *Si ce que je veux, c'est me procurer des choses, ça ne me sert à rien. Je vois que beaucoup,*

[46] Il ne s'agit pas là de considérer que ces femmes ne disposent plus de ressources économiques et humaines, mais de prendre en compte le fait que leur situation s'est énormément péjorée au fil des années précédantes et que ces ressources se sont considérablement réduites. Je reviendrai plus loin sur ce point.

habilement, font ça: elles vendent, je ne dis pas tout, quatre ou cinq choses importantes [dans la file d'attente], elles font le plein de créditos *et ensuite, quand elles entrent, elle achètent ceci, elles achètent cela. C'est clair, quand ensuite je vais pour acheter, je ne trouve jamais rien. Qu'est-ce que je vais trouver, si j'ai mis une ou deux heures pour faire des* créditos *?* »[47].

Comme je l'ai déjà évoqué, le terme de *prosumidora* est une contraction de *productora* (productrice) et de *consumidora* (consommatrice). Il me semble toutefois un peu excessif de parler de *productora* dans la mesure où la majorité des participantes offrent au troc des marchandises dont elles ne sont pas elles-mêmes productrices. C'est pourquoi je préfère parler de vendeuse et d'acheteuse[48].

Chaque femme remplit donc le double rôle de vendeuse et d'acheteuse. En raison de la courte temporalité du troc – trois à quatre heures seulement –, il est primordial de parvenir à remplir les deux rôles de manière presque simultanée. Pour y parvenir, certaines femmes viennent à deux – deux sœurs ou mère et fille – et se partagent ainsi les rôles:

Silvana, une jeune trentenaire, raconte qu'elle participe à plusieurs *nodos* différents pendant la semaine. Elle s'y rend souvent avec sa mère afin de se partager les rôles au sein du troc, l'une restant à la table pour vendre, l'autre parcourant le troc pour acheter. Silvana précise que leurs achats sont destinés à leur consommation personnelle et familiale. J'ai observé qu'il s'agissait avant tout de denrées de première nécessité – nourriture, produits de nettoyage, objets d'utilité quotidienne – qui sont très prisées et pour l'acquisition desquelles il faut être le plus rapide. Silvana ajoute que le fait de se rendre deux fois par semaines à l'un des *nodos* lui permet d'y consacrer un jour exclusivement à la vente et de réserver l'autre à l'achat. Les *créditos* n'étant pas les mêmes dans les différents *nodos* où elle se rend, ils ne lui permettent pas d'acheter dans un troc avec les *créditos* reçus dans l'autre.

Quand elles viennent seules, les *prosumidoras* ont pour habitude de se surveiller mutuellement les tables entre voisines de confiance, vendant parfois une marchandise pour l'autre si elles en connaissent le prix. Si tel n'est pas le cas, la femme chargée de surveiller la table appelle à travers le troc celle qui s'est absentée et lui crie ou lui signifie par geste qu'une

[47] « *Antes, generalement, estabamos dos personas, eramos más compañeras, más solidario, entonces cosas a lo mejor te quedaban y venía uno y me vendías, viste, cosas, entonces yo podía andar… pero ahora, si tengo que vender, no puedo andar. Entonces, estoy todo el día en un lugar para que [?]me créditos. Si yo lo que quiero es traerme cosas, no me sirve. Entonces, veo que muchas, habílmente hacen eso: venden, no te digo todo, cuatro, cinco cosas importantes, se llenan de créditos, y después cuando entran, viste, [?47 :49] compran este, compran el otro. Claro, cuando yo voy a comprar, nunca encuentro nada. ¿ Qué voy a encontrar si estuve una o dos horas para hacer los créditos ?* ».

[48] D'ailleurs, les participantes elles-mêmes emploient les termes du marché formel et parlent d'« acheter » (*comprar*) et de « vendre » (*vender*), qu'il s'agisse d'un échange en *créditos* ou en troc direct. Ainsi, il n'est pas rare d'entendre une femme dire « *Lo compré en créditos* » (Je l'ai acheté en *créditos*) ou « *Lo compré en trueque directo* » (Je l'ai acheté en troc direct).

cliente potentielle s'intéresse à sa marchandise. La « surveillante » peut aussi décrire ou montrer du doigt la vendeuse absente à l'acheteuse potentielle qui peut alors aller la trouver entre les rangées de tables.

Les femmes ne se connaissent que peu par leur prénom. Elles connaissent bien sûr les prénoms de leurs voisines les plus proches et de leurs clientes habituelles, mais elles dénomment très souvent les autres *prosumidoras* en fonction de ce qu'elles vendent, « *la chica de la repostería* » (la fille de la pâtisserie), « *el señor de los relojes* » (l'homme des montres), « *la que vende esas cosas de 'Avon'* » (celle qui vend des produits de chez 'Avon'), ou par d'autres caractéristiques les marquant « *la Peruana* » (la Péruvienne), « *el hombre del quiosco* » (l'homme du kiosque).

Quand une femme ne parvient pas à faire les *créditos* nécessaires, il s'offre à elle plusieurs possibilités: elle peut proposer de faire du troc direct, demander qu'on lui fasse crédit ou encore demander qu'on lui mette un article de côté et venir le chercher plus tard, lorsqu'elle aura « fait » les *créditos*.

Une femme me demande un jour de lui mettre de côté une boîte de tomates en conserve et 1 kg de sucre. J'accepte, mais elle semble très inquiète que je ne tienne pas parole et les vende à une tierce personne. Elle revient régulièrement vers moi, insistant à chaque fois pour que je continue de lui réserver le sucre et les tomates. Pourquoi doute-elle tant de ma manière d'agir ? Plusieurs éléments peuvent contribuer à expliquer cela: d'abord, on ne se connaît pas, je la vois pour la première fois et c'est sans doute réciproque, nous ne sommes donc pas dans une relation marquée par la confiance. Ensuite, ce sont des denrées de première nécessité, qui suscitent toujours un très vif intérêt dans le troc, confinant parfois chez certaines *prosumidoras* à l'angoisse de manquer ce type d'achat. En outre, le prix que je demande est modeste, et il est tout à fait possible que la femme craigne que, m'en apercevant, je ne décide de les vendre plus cher à quelqu'un d'autre. Et finalement, et c'est sans doute le paramètre le plus important, tout ce temps où je lui réserve les articles sans recevoir les *créditos*, est un temps où je ne peux pas dépenser moi-même les *créditos* en allant acheter aux autres tables, risquant ainsi d'être devancée par les autres *prosumidoras* en train de faire leurs achats, comme le jour où j'avais devancé moi-même « *la Peruana* » (la Péruvienne) qui, me voyant tenir entre les mains une petite boîte en métal de couleur que je venais d'acquérir, s'exclama: « Ah, c'est toi qui l'a achetée ! Je la voulais mais je n'avais pas les *créditos*. J'aurais dû la faire mettre de côté ».

Les femmes, désireuses de vendre et de faire les *créditos* nécessaires à leurs achats, exercent souvent une certaine pression sur les autres *prosumidoras*. Il arrive ainsi qu'une femme demande à une autre « pourquoi ne m'as-tu pas acheté le porte-savon ? » et l'autre doit alors justifier son non-achat ou conclure l'achat, à un nouveau prix proposé par la vendeuse.

En fin d'après-midi, les femmes se mettent à ranger leurs tables. Elles refont leurs sacs, tirent les fermetures-éclairs, sanglent les chariots et se disent au revoir.
Chacune repart généralement aussi lourdement chargée qu'elle est arrivée: soit qu'elle n'a que peu vendu et rentre à la maison avec ses propres marchandises, soit qu'elle a beaucoup vendu et s'est procuré de nombreuses choses dans le troc avec les *créditos* qu'elle a faits. L'idée est de ne pas repartir chez soi avec trop de *créditos* en poche. Une bonne journée de troc est plutôt marquée par un retour à la maison avec des sacs pleins à craquer de marchandises diverses et variées. On m'a ainsi conseillé à plusieurs reprises de dépenser tout se suite les *créditos* gagnés. Quitte à thésauriser, on préfère visiblement thésauriser des marchandises plutôt que des *papelitos* (bouts de papier):

Mariana fait du troc depuis 1999. « Faire du troc, cela implique de penser d'une manière différente, dit-elle, on n'achète pas les choses parce qu'on en a besoin, mais parce qu'on prévoit qu'elles nous seront utiles un jour ». Elle-même adore s'occuper de sa maison et achète du tissu et d'autres choses à cet effet. Ses armoires regorgent de matériel, dit-elle, mais un jour ou l'autre elle finit toujours par employer ce qu'elle a acheté. « Il faut penser différemment, répète-elle, pas comme on a appris »[49].

Espace et temporalité du troc

L'espace concerné est non seulement géographique – le troc a lieu dans un endroit physiquement défini –, mais également social – il est l'activité des *prosumidoras* qui y remplissent le double rôle de vendeuses et d'acheteuses – et temporel – il existe avant tout en tant que « moment », journée ou demi-journée, hebdomadaire ou bi-hebdomadaire, pendant lequel il est organisé, dans des lieux qui le reste du temps sont souvent dévolus à d'autres activités: terrains de football couverts, anciennes usines, salles municipales ou appartenant à des organismes non gouvernementaux.

Les lieux physiques du troc

Le *nodo* de *Chacarita* est situé dans le quartier du même nom, à côté de la gare ferroviaire Federico Lacroze, c'est pourquoi il est aussi connu sous le nom de *nodo de la Estación* (gare). Le troc est organisé par les membres de la *Mutual Sentimiento*, une coopérative créée par

[49] Il faut « réapprendre », apprendre à penser le marché d'une manière différente, c'est le grand leitmotiv de certains promoteurs/trices du troc. Avant, il y avait pour cela les fameux *cursos de capacitación* (cours de formation) qui ne se donnent plus depuis quelques années et qui permettaient de sensibiliser les *prosumidoras* à la dimension solidaire et plus humaine mise en avant par les promoteurs/trices.

d'anciens détenus politiques et exilés internes et externes victimes de la dictature militaire. La *Mutual* s'investit dans divers projets à buts sociaux dont le troc ne représente qu'une des activités parmi d'autres.

En 1999, la ville a cédé à la *Mutual* un bâtiment dont celle-ci a fait son siège. Le premier étage se partage entre les bureaux de l'administration de la *Mutual* et une salle de spectacles dans laquelle se tient le troc deux fois par semaine. La salle principale mesure quelque dix mètres sur quinze et comprend de surcroît une scène et un bar. Elle est attenante à une salle plus petite également utilisée pour le troc et à des toilettes qui font office de cabine d'essayage pour les *prosumidoras*.

Le *nodo del Comedero* se trouve à Bernal, une localité de la banlieue sud à environ une heure de bus de la capitale. *Comedero* signifie littéralement « mangeoire » mais, comme me l'a suggéré une *prosumidora*, le *nodo* porte vraisemblablement ce nom parce qu'il a servi un temps de *comedor popular* (cantine populaire). Le *nodo* du *Comedero* est également dénommé la *Aceitera* par certaines *prosumidoras*. Le troc se tient en effet dans un hangar – une grande halle rectangulaire, haute de plafond et soutenue par des structures métalliques – occupé précédemment par une huilerie (*aceitera*) qui a fait faillite depuis lors et auquel se sont intéressés les membres fondateurs de la *RGT* pour y mettre sur pied le *nodo*.

L'organisation spatiale

L'organisation de l'espace des différents *nodos* partage plusieurs points communs: un espace relativement vaste et couvert, un guichet de caisse à l'entrée et des tables généralement disposées en rangées continues traversant l'espace de part en part. Chaque *nodo* possède cependant ses particularités propres, découlant bien sûr du type de locaux à disposition mais surtout de la manière dont les organisateurs/trices ont aménagé les lieux pour le troc.

L'observation de l'oganisation spatiale des *nodos* de *Chacarita* et du *Comedero* témoigne de la nature différente de leur organisation sociale.

A *Chacarita*, l'entrée principale du bâtiment ne mentionne pas l'existence du troc mais uniquement le nom de la *Mutual*, « *Cooperativa Sentimiento* ». A l'intérieur, les locaux ne comportent aucune inscription relative au troc. La salle de spectacle est utilisée à d'autres fins pendant le reste de la semaine – cours de danse, bals, ateliers de poésie, théâtre – et doit donc être préparée spécialement pour le troc chaque fois qu'il a lieu. Faisant office de guichet de caisse, un vieux bureau de fonctionnaire et quelques chaises sont placés à gauche de la porte. Dans l'espace destiné au troc, les tables – des planches sur des tréteaux – sont disposées en

rangées par un membre de la *Mutual* et Clara, une *prosumidora* assidue du *nodo*, s'occupe de l'installation des chaises.

Le *Comedero* offre une image toute différente. A l'extérieur, deux pancartes fixées au-dessus de la porte d'entrée principale fourmillent d'informations sur le *nodo* (voir photo en annexe). A l'intérieur, les organisateurs/trices ont construit un cabanon abritant les diverses caisses d'entrée s'ouvrant sur des guichets. L'espace du troc à proprement parler occupe le reste du hangar dont les murs ont été agrémentés par les organisateurs/trices d'illustrations et d'inscriptions en rapport avec le troc: le portrait de Silvio Gesell, la reproduction d'un *crédito*, l'interdiction de vendre des médicaments (voir photo en annexe).

Plusieurs remarques peuvent être faites à partir de ces descriptions. Tout d'abord, au *Comedero*, la caisse d'entrée est un local fermé qui ne communique avec l'extérieur que par des guichets pourvus de fenêtres. C'est un premier élément qui formalise de manière très nette la différence de statut entre organisateurs/trices et *prosumidoras*. La caisse est investie d'un caractère officiel et donne une image institutionnalisée du troc, très éloignée de l'image que renvoie le guichet de caisse improvisé à *Chacarita*: un vieux bureau de fonctionnaire derrière lequel les *prosumidoras* viennent tenir compagnie et offrir un *mate*[50] à la caissière qu'elles remplacent au pied-levé quand celle-ci s'absente.

Ensuite, les indications fournies par la pancarte à l'entrée du *Comedero* cherchent signifier formellement que le *nodo* est contrôlé et géré avec sérieux. Il en va de même pour la mention « *nodo* réactivé », pour le logo de la *RGT* et celui de l'*arbolito* qui font office de labels de qualité. Cette multiplication de signes extérieurs et formels témoignent de la volonté des organisateurs/trices de montrer que le *nodo* est digne de la confiance des *prosumidoras*. Le nodo de *Chacarita* en revanche ne témoigne pas d'un tel formalisme et les locaux ne font aucune référence au troc.

Le degré de formalisation de l'espace beaucoup plus marqué au *Comedero* qu'à *Chacarita* peut également s'interpréter comme le reflet de modes d'organisation sociale propres à chacun des *nodos*:

Le *Comedero* fait partie de la *RGT*, réseau des membres fondateurs qui exercent une influence importante sur les décisions concernant le *nodo*. La gestion courante est assurée par un groupe d'organisateurs/trices qui se partagent les tâches selon plusieurs fonctions: deux *administradores* (administrateurs), une *coordinadora*, deux *bromatólogos/as* (diététicien-ne-s), deux caissiers/ères et de temps à autre une personne supplémentaire du *PAR* aidant au

[50] Infusion des feuilles d'une plante dénommée *mate* que l'on boit avec une paille métallique. La consommation de *mate* est répandue en Amérique du sud, en particulier en Argentine.

contrôle des entrées. La distinction entre ces diverses fonctions n'est pas toujours aisée à établir:

Cacho et Anastasio sont les deux *administradores* du *nodo*. Devant mon incompréhension de ce qui distingue leur travail d'*administradores* de celui d'une *coordinadora*, Anastasio m'explique: « *La* coordinadora *coordonne le* nodo, *coordonne les gens. Je suis plus de la partie administrative: la question des publications*[51], *le journal, disons. Je suis plus dans ce secteur. Ma fonction est de contrôler que personne ne passe sans sa publication, c'est ça que je fais. C'est ce que nous faisons Cacho et moi. En plus de la tâche du contrôle des publications, j'ai l'autre tâche de changer les anciens* créditos *contre les nouveaux. Les nouveaux, je les reçois de l'organisation [PAR]* »[52].

Adriana est la *coordinadora* du *Comedero*. Elle explique qu'être *coordinadora* d'un *nodo*, c'est devoir coordonner des centaines de personnes, s'occuper de leurs problèmes et de leurs conflits, mais elle laisse planer le flou sur les tâches dont elle a la responsabilité en tant que *coordinadora*. Mes propres observations ne m'ont pas permis de savoir exactement ce qu'elle faisait. Il m'a semblé que souvent les deux *administradores* accomplissent les tâches qui dans d'autres *nodos* sont typiquement celles de la *coordinadora*. Plusieurs participantes m'ont notamment affirmé que lorsqu'elles avaient des requêtes ou des plaintes à communiquer, elles préféraient s'adresser à Cacho ou Anastasio plutôt qu'à la *coordinadora*[53].

Les deux *bromatólogos/as* sont responsables du respect des normes d'hygiènes dans le troc et du contrôle, quoique superficiel, de la qualité de la *comida elaborada* (nourriture cuisinée à la maison). La première fois que je participe au troc du *Comedero*, j'installe sur ma table de la *comida elaborada* (plats cuisinés). Un homme vêtu d'une blouse de travail blanche et portant un casque de chantier blanc également se poste devant moi et me présente sa carte. Il est *bromatólogo*, dit-il, ajoutant qu'il est chargé du contrôle de l'hygiène au *Comedero*. Il me demande quand j'ai préparé la nourriture que j'ai apportée et me précise que je dois inscrire la date d'élaboration sur ma marchandise et couvrir les *panqueques* (crêpes) d'un papier transparent. Puis, faisant la moue, il montre le plafond de l'index et signale que celui-ci est vieux et perd des morceaux. L'idéal serait donc, ajoute-t-il, que j'aie un réfrigérateur portable pour bien conserver ma marchandise. Mais d'après les observations que j'ai pu faire par la suite, les conseils que j'ai reçus ce jour-là me semblent être peu mis en pratique par les autres participantes du *nodo*.

[51] La publication consiste en une photocopie recto-verso de format A4 pliée en deux et sur laquelle est collé un autocollant-sécurité du *PAR*. Le texte, rédigé par Rubén – un des membres fondateurs – évoque en général un aspect de développement économique écologique et régional (voire annexes). La publication tient lieu de ticket d'entrée. Elle est remise à la caisse et doit ensuite être présentée à l'un des *administradores* pour accéder à l'espace destiné au troc.

[52]« *La coordinadora coordina el nodo, coordina a la gente. Yo estoy más de la parte administrativa: el tema de las publicaciones, el periódico digamos. Yo estoy más en este sector. Mi función es controlar que nadie pase sin su publicación, eso es lo que yo hago. Eso lo hacemos Cacho y yo. A parte de la tarea de control de las publicaciones, tengo la otra tarea que es cambiar los créditos viejos por los nuevos. Los nuevos, los recibo yo de la organisación* ».

[53] A partir de la fin du mois de novembre, Adriana ne vient plus au troc. Elle a de graves problèmes de santé et doit subir plusieurs interventions chirurgicales.

Ainsi, au *Comedero*, les divers organisateurs/trices se partagent les tâches qui dans d'autres *nodos* sont assumées indifféremment par la *coordinadora*, assistée parfois par des collaboratrices, mais sans qu'il y ait création de fonctions différentes.

Si au *Comedero*, les distinctions entres les diverses fonctions des organisateurs/trices ne sont pas toujours aisées à établir, il existe en revanche une frontière très nette entre leur groupe et celui des *prosumidoras*. Celles-ci ne les assistent jamais dans leurs tâches de gestion, alors que c'est souvent le cas à *Chacarita* où plusieurs *prosumidoras* aident Mercedes dans des tâches particulières:

Camila, par exemple, s'occupe de la vente des tickets d'entrée aux personnes qui font la queue avant l'ouverture du troc. Mercedes précise: « *Camila m'aide pour les numéros [les tickets d'entrée]. […] Elle a été* coordinadora *durant plusieurs années, aussi d'un grand troc, alors elle me dit si tu veux, je t'aide. D'accord. Elle vient à 10h15 et donne les numéros. […] Elle m'appelle quand il pleut, parce que comme j'habite loin, je lui dis, si tu vois qu'il pleut, fais-les passer, qu'elles attendent là, et bon, qu'elles entrent, et qu'elles ne commencent pas à troquer, pour une question de respect, jusqu'à l'horaire habituel, qu'elles attendent, mais tu vois, c'est une lutte, parce qu'elles commencent à troquer de toute manière, par derrière, par en-dessous, par le côté, c'est ainsi* »[54].

Clara, s'occupe quant à elle de l'installation des chaises. Clara a dépassé la septantaine. Elle est veuve et à la retraite, et cette responsabilité des chaises au sein du *nodo* semble représenter quelque chose de très important pour elle, comme le souligne Mercedes: « *Au-delà des gens de ma génération, il vient aussi des personnes plus âgées, des retraités ou des gens qui reçoivent une pension, qui sont seuls et tristes chez eux, et ils viennent, tu vois, comme Clara… Clara se charge des chaises. […] Bon, elle, si tu vas lui dire un jour qu'elle ne peut pas placer les chaises, eh bien… comme le jour où Marcela a dit non, […] mais tu n'imagine pas, elle s'est mise à pleurer, pour elle c'est un drame. Son travail, c'est venir et installer les chaises* »[55].

A *Chacarita*, certaines *prosumidoras* participent ainsi aux activités de la *coordinadora* qui à son tour participe à celles des *prosumidoras*. Mercedes fait en effet elle-même du troc et dispose d'un bout de table où elle vend ses marchandises. Il est vrai qu'elle est rarement présente à sa table, trop absorbée par ses activités de *coordinadora*, et que ce sont ses voisines de tables qui s'occupent de la vente de ses articles. Mais par cette activité, Mercedes se place au même niveau que les *prosumidoras*, ce qui n'est pas le cas des organisateurs/trices du

[54] « *Camila me ayuda con el tema de los números. […] Ella fue coordinadora durante muchos años también de un trueque grande, entonces me dice si querés yo te ayudo. Bueno. Ella viene, dies y cuarto, va y da los números. […] Me llama cuando llueve, porque como yo vivo tan lejos, le digo si vos ves que llueve hacelas pasar, que se quedan acá, y bueno que entren, y que no empiezen a trocar por una cuestión de repecto hasta el horario que corresponde, que esperen, pero viste es una lucha, porque empiezan a trocar de cualquier manera, por atras, por abajo, por el costado, es así* ».

[55] « *Más allá de la gente de mi generación, también viene gente mayor, jubilados o pensionados, que están solos y tristes en su casas, y vienen y viste, como Clara… Clara se encarga de las sillas. […] Bueno, ella si vos le ibas a decir un día que ella no puede poner las sillas, este… como el día cuando Marcela dijo no, […] pero no sabes, ella se puso a llorar, para ella es un drama. Su trabajo es llegar y colocar las sillas* ».

Comedero dont aucun ne participe au troc en tant que *prosumidor*, à l'exception de Cacho et de sa femme qui tient l'une des caisses. Ils installent leurs produits sur une table située tout au bord de l'espace destiné au troc et accessible depuis l'extérieur car comme l'explique Cacho, il ne pénètre jamais dans l'espace du troc. Devant mon étonnement, il précise qu'il estime que c'est un espace réservé aux *prosumidoras* et qu'en tant qu'*administrador*, il n'a pas à y pénétrer, ce qui souligne bien la distinction nettement formalisée entre le groupe des organisateurs/trices et celui des *prosumidoras* au *Comedero*, renvoyant à la formalisation de l'espace physique où se tient le troc. Cette frontière semble beaucoup plus perméable et labile à *Chacarita* où, bien que personne ne nierait qu'elle existe bel et bien, on semble attribuer beaucoup moins d'importance à l'étiquette.

L'appropriation de l'espace par les prosumidoras

Les *prosumidoras* choisissent où elles s'installent dans la mesure des places disponibles. La plupart cherchent à se placer au même endroit d'une fois à l'autre et tiennent également compte des habitudes des autres femmes, réservant l'espace de leurs voisines si celles-ci ne sont pas encore arrivées:

Un jour, je pose mes affaires sur une table à côté de celle de Lidia. Elle s'agite un peu et me dit que c'est Luciana qui vient à côté d'elle. Je me déplace alors à côté de Daniela qui me dit de ne pas occuper trop d'espace parce qu'une autre femme se met là habituellement et que cela risque de faire des histoires *(bronca*).

Une fois l'emplacement choisi, les femmes disposent une nappe ou un carré de tissu sur leur bout de table. Chaque femme n'a en principe droit qu'à un mètre de table. Cette règle – il s'agit là encore d'une norme explicite, mais dont je n'ai trouvé aucune trace écrite – n'est respectée strictement que si l'affluence est telle que la place commence à manquer. Un jour de grosse affluence, Mercedes a dû sortir un ruban métrique de sa poche afin de mesurer l'espace occupé par deux participantes en litige.
A *Chacarita*, dans la petite salle attenante à salle principale, l'*hombre del quiosco* (homme du kiosque)[56] dispose de largement plus d'un mètre de table et personne, pas même la *coordinadora*, ne semble lui en faire le reproche. Je n'ai pas réussi à savoir la raison de ce privilège, mais on peut raisonnablement faire l'hypothèse que c'est parce qu'il apporte au

[56] Les *prosumidoras* le nomment souvent ainsi car il installe ses marchandises à la façon d'un kiosque, c'est à dire sur des présentoirs en escalier.

nodo une quantité importante de marchandises neuves – des rouleaux de papier collant, de la colle, des ciseaux, des stylos, des sparadraps, des cutips, des mouchoirs en papier, des briquets, des cure-dents, etc. – et présentées dans leur emballage commercial, alors que les trocs connaissent parfois des problèmes de ravitaillement en marchandises de qualité.
Au *Comedero*, l'espace à disposition est beaucoup plus vaste et ne se remplit que partiellement. Les femmes peuvent ainsi occuper une place plus importante et certaines prennent la liberté de déplacer les tables initialement disposées en rangées pour se créer un espace de vente personnalisé, ce qui ne se fait pas toujours sans heurts entre les *prosumidoras*:

Un jour, Carolina bâtit avec plusieurs tables un espace en « U » au centre duquel elle peut se tenir, au milieu de ses marchandises disposées tout autour. Son installation, créant un décalage avec l'alignement des autres tables, provoque l'ire d'une voisine qui se met intempestivement à déplacer ma propre table placée tout près de celle de Carolina, pour en ajouter une autre qu'elle va chercher dans une rangée voisine afin d'agrandir son propre espace. La voyant agir ainsi, Carolina se met en colère. L'autre lui répond que c'est elle qui a « foutu le bordel » en rompant les alignements de tables. La tension monte. Pourtant, l'espace ne manque pas dans le hangar, les trois quarts des lieux sont encore vides.

Les femmes prennent plus ou moins de soin à présenter leurs marchandises. Certaines *prosumidoras* élaborent elles-mêmes des produits artisanaux qu'elles vendent – ou vendaient auparavant – également sur le marché formel. Habituées sans doute à pratiquer un certain « marketing », elles apportent un soin particulier à la présentation de leurs produits:

Dolores fait elle-même le *limoncello* (liqueur de citron) qu'elle apporte au troc. Elle le vend dans des bouteilles neuves qu'elle a pris le soin de stériliser à l'eau bouillante et qu'elle referme avec des bouchons, neufs également, précise-t-elle. Elle y colle ensuite une étiquette imprimée indiquant le nom du produit et sa provenance. Dolores apporte également de l'artisanat en bois confectionné par son mari – voiliers miniatures, boîtes, porte-serviettes, cache-pots. Ses marchandises sont plus les produits d'une artisane que d'une *prosumidora*, si on les compare avec des produits équivalents proposés par d'autres femmes dans le troc, par exemple du *limoncello* « maison » vendu dans des bouteilles en PET récupérées.
De fait, Dolores a pendant plusieurs années vendu ses produits aux commerçant-e-s de la *feria de artesanía* (foire artisanale) et des boutiques du delta du Tigre, haut lieu de promenade et de détente des touristes et des *Porteños/as* (Portègnes)[57].

Dans un style qui ne relève pas de l'artisanat, mais qui donne aussi l'image d'un certain professionnalisme, l'homme du kiosque organise sa table avec beaucoup de méticulosité. Il

[57] On dénomme ainsi les habitant-e-s de Buenos Aires.

installe des présentoirs en paliers sur lesquels il dispose ses marchandises qui portent toutes une étiquette affichant le prix [58]. Sa table ressemble ainsi à un petit commerce professionnel, d'autant plus qu'il vend des produits neufs encore dans leur emballage commercial.
D'autres *prosumidoras* en revanche déposent en vrac sur leur table des marchandises parfois en mauvais état – chaussures déformées, câbles électriques dont il manque une prise, paquet de mastic déjà entamé –, certaines ne disposant pas de nappe sur leur table.
Ces cas de figures représentent des cas extrêmes entre lesquels les manières d'organiser les tables varient d'une *prosumidora* à l'autre.

L'espace social

Le troc est un espace social clairement délimité. Avant la crise du troc en 2002, il fallait suivre un cours de formation (*curso de capacitación*) et devenir membre du *nodo* avant de pouvoir participer au troc. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les cours de formation ne se donnent plus – ce que regrettent souvent les *prosumidoras* les plus méticuleuses – et il n'est plus nécessaire de devenir membre pour participer au troc. On peut ainsi librement venir faire du troc sans devoir remplir de conditions préalables. Cela ne signifie pas pour autant que le troc soit assimilable à n'importe quel autre marché ou foire. Pour y participer, il faut impérativement remplir le double rôle d'acheteuse et de vendeuse décrit plus haut. Il n'est pas possible de venir s'y promener et d'y acquérir des marchandises si l'on n'y offre pas soi-même quelque chose. C'est là une condition *sine qua non*.
En dehors de l'espace – physique et temporel – du *nodo*, il arrive que certaines femmes entretiennent des relations avec d'autres *prosumidoras*, mais pour autant que je sache, il s'agit en général de contacts téléphoniques. Les femmes habitant souvent dans des régions éloignées les unes des autres, il est coûteux et parfois difficile de se rendre visite. Ainsi, la dimension sociale de l'espace du troc recoupe les limites des espaces physique et temporel.

[58] Il est assez fréquent, bien que cela ne concerne pas la majorité, que les *prosumidoras* inscrivent le prix sur leurs marchandises.

Qui vient au troc et pourquoi ?

Profils de prosumidoras

Il y a les habituées, dont certaines ont commencé à fréquenter les trocs il y a plusieurs années et n'ont jamais cessé d'y participer depuis. Certaines ont été *coordinadora* de leur propre *nodo* à l'époque où les trocs étaient plus nombreux. Elles se retrouvent aujourd'hui dans le rôle plus modeste de *prosumidora*. Mais il y a aussi régulièrement de nouvelles arrivantes, des femmes qui n'ont jamais fait de troc ou qui y reviennent après s'en être détournées pendant un temps.

La plupart des *prosumidoras* participent à un *nodo* de manière régulière, au moins une fois par semaine, mais certaines se rendent au troc plusieurs fois par semaine, au même *nodo* ou à des *nodos* différents. Plutôt que de multiplier les participations à différents trocs, certaines femmes préfèrent combiner l'activité du troc avec celle de la vente dans des foires (*ferias*), dont il existe différents types, dans la capitale et dans la banlieue: les *ferias de artesanía* (foires d'artisanat), les *ferias de antigüedades* (foires d'antiquités et de brocante), les *ferias de libros* (foires de bouquinistes - livres neufs, d'occasion ou livres anciens), les *ferias americanas* (foires d'articles de seconde main le plus souvent très usés, parfois même délabrés) et enfin, les *ferias de barrio* (foires de quartier, marchés locaux où l'on trouve également des vendeurs/euses au statut plus ou moins légal offrant des vêtements, des lunettes de soleil, des produits de toilettes et de beauté, etc.).

Sonia, malgré ses 72 ans, ne reçoit pas de retraite et doit donc se débrouiller par elle-même. Elle vient régulièrement au *nodo de Chacarita* et participe également à la foire dominicale de San Telmo, une foire d'antiquité « haut-de-gamme » dont la clientèle se compose pour l'essentiel de touristes. Elle y loue pour 30 $ la journée un petit espace sur le *puesto* (stand) d'une antiquaire. Sonia explique qu'elle se procure au troc et dans des œuvres caritatives comme Emmaüs des objets qu'elle revend ensuite à la foire: des articles de maroquinerie ou des vêtements, en particulier des manteaux de fourrure qu'elle retravaille elle-même pour en faire des gilets, des étoles ou des manchons. « Avec un manteau, je parviens à fabriquer deux, souvent même trois pièces différentes. Et avec les restes de fourrure, je retape des sacs à main » raconte-t-elle. Sonia se procure également des bijoux. Elle affirme avoir l'œil pour reconnaître les bijoux qui ont quelque valeur et qu'elle achète souvent pour une bouchée de pain, car « les femmes qui les vendent ne savent pas ce qu'elles ont entre les mains ». Elle les revend ensuite à San Telmo, soit directement aux touristes, soit à des antiquaires de la foire lorsqu'il s'agit d'un bijou de valeur.

Daniela combine également ses activités de troc avec la vente dans des foires. Pendant plusieurs années, elle a participé à la foire du *Parque Centenario*, une des grandes foires d'artisanat de la capitale. Une place y coûte 4 $, mais Daniela précise que c'est gratuit si on s'installe à même le sol, sur une nappe ou un carré de tissu. Elle se procurait alors au troc quantité de choses qu'elle revendait à la foire. Une pièce entière de son appartement était destinée à l'entreposage des marchandises. Son mari se chargeait de lui fournir des objets relatifs à l'électricité, et Daniela souligne que de la sorte, elle n'avait pas à débourser un *peso* pour constituer son stock de vente.
Aujoud'hui, elle ne participe plus à la foire du *Parque Centenario.* En revanche, elle va vendre des marchandises tous les mardis à la foire de son quartier. Il ne lui en coûte rien, car elle s'installe à même le sol. Parfois, elle fait dix *pesos*, parfois vingt ou trente, parfois elle ne vend rien du tout. Elle offre des bagues, des sacs à main, des vêtements, une paire de baskets. A part ces chaussures, tout ce qu'elle amène vient du troc, dit-elle. Selon elle, « aller au troc, si ce n'est pas pour revendre ensuite des choses dans les foires, ça ne sert à rien ». Elle a par exemple acheté toutes les bagues à une femme du troc, « mais pas toutes en même temps, précise-t-elle, pour ne pas lui mettre la puce à l'oreille », sauf une qu'elle a trouvée un jour sur le rebord d'un lavabo dans les toilettes d'un restaurant.

La majorité des *prosumidoras* sont des femmes. Il n'existe pas à ma connaissance de statistiques précises à ce sujet. Inés González Bombal, dans son étude sur le troc pour laquelle elle réalisa le terrain en 2000, estime que les femmes représentent 64% des participantes (2003 : 285). D'après les comptages que j'ai moi-même effectués aux *nodos* de *Chacarita* et du *Comedero*, il apparaît que 70-85% des participantes sont des femmes[59]. Ces estimations correspondent à ce que j'ai vu dans les autres trocs où je me suis rendue de manière ponctuelle. La proportion de femmes aurait donc légèrement augmenté au cours des dernières années.
Comment expliquer la tendance générale d'une proportion plus élevée de femmes ? Rubén et Carlos, deux des membres fondateurs, estiment que le troc est « un mouvement où la femme devient un protagoniste fondamental car les hommes ont perdu leur travail et se sont engouffrés dans l'angoisse de ne plus retrouver d'emploi. La femme a pris les choses en main, avec des produits artisanaux, des pratiques économiques différentes, en mettant en œuvre ses propres savoirs-faire afin de surmonter les maladresses de la situation » (Ravera et De Sanzo 2003 : 325). Les propos d'Anastasio, *administrador* au *Comedero*, vont dans le même sens: « *Ici, il y toutes sortes de personnes. Mais la grande majorité sont des femmes, comme tu*

[59] Les personnes se déplaçant constamment à l'intérieur du troc, il m'était impossible de faire un recensement exact du nombre de participantes, de leur genre, etc. Mais les comptages que j'ai effectués donnent tout de même une bonne idée de la situation. Quand au nombre total des personnes présentes, il me suffisait à *Chacarita* de demander le décompte des tickets d'entrée à la personne qui tenait la caisse.
Au *Comedero*, vers 13h00-13h30, j'ai compté à plusieurs reprises une dizaine de personnes dans la file d'attente, dont un seul homme. A l'intérieur du troc, il y avait au même moment environ 70 personnes, dont une dizaine d'hommes, plus quelques enfants. Pour les chiffres de l'après-midi, Rubén m'a informée qu'il y avait en général environ 200 personnes. La proportion d'hommes était identique.

peux le voir. Elles veulent se rendre utiles et aider leur mari, ramenant quelque chose à la maison, ou pour améliorer leur situation économique […]. Elles peuvent négocier telle chose… sur le marché formel, elles ne pourraient pas le faire. […] Les femmes ont toujours été majoritaires. Avec un petit pourcentage d'hommes. Mais il y a aussi eu des moments avec des pics d'hommes. C'est que les hommes sont plus réfractaires. Les femmes sont plus prêtes aux changements que les hommes. C'est mon interprétation. C'est ce que j'ai pu remarquer »[60].

La question n'est pas ici de savoir si, comme l'affirment les propos tenus ci-dessus, les femmes sont effectivement plus aptes à s'adapter à certaines situations ou difficultés économiques. En revanche, ces propos reflètent bien la conception traditionnelle de la division sexuelle du travail qui, comme le remarque Lorena Parini, « est à la fois source et conséquence de ces représentations qui placent femmes et hommes dans des sphères sociales distinctes » (2006 : 54). La sphère de production, axée sur le marché du travail, étant assignée aux hommes et celle de reproduction, axée sur le travail domestique, assignée aux femmes, il est fort possible que cette ségrégation sexuelle du travail explique en grande partie que les femmes se tournent plus que les hommes vers le troc, ceux-ci cherchant et réussissant sans doute à se maintenir plus longtemps dans l'économie formelle. L'existence d'une division sexuelle du travail ressort d'ailleurs également du récit des *prosumidoras*:

Daniela a une cinquantaine d'années. Elle vit avec son mari et a un fils qui a quitté le nid familial. Elle est actuellement sans emploi. Elle a travaillé longtemps comme secrétaire de direction, puis comme représentante pour une compagnie immobilière. C'était le bon temps, dit-elle, le temps où elle gagnait 4500 US$ par mois[61]. Son mari, électricien, avait sa propre entreprise, mais il fit faillite. Il a aujourd'hui retrouvé du travail comme employé dans une entreprise d'électricité. Son salaire, 1000 $ par mois, suffit juste à couvrir leurs frais fixes, dit Daniela. Elle n'a quant à elle pas retrouvé d'emploi et se tient donc à l'affût de toutes sortes de petites combines, dont le troc fait partie, lui permettant de faire un peu d'argent et de se procurer de quoi cuisiner le soir.

[60] « *Acá hay todos tipos de personas. Pero la gran mayoría, que son mujeres, como podes ver. Ellas quieren ser útil para llevar o para ayudar en su casa a su esposo, o para poder paliar su situación económica […]. Pueden negociar tal cosa… en el mercado formal, no lo podrian hacer. […] La mayoría siempre fue mujeres. Con poco porcentaje de hombres. Pero también llegó momentos de pico de hombres también. Por que los hombres son más reacios. Las mujeres están más preparadas para los cambios que los hombres. Es mi interpretación. Eso es lo que yo pude notar* ».

[61] Depuis 1991 et jusqu'en 2001, le peso argentin était à parité égale avec le dollar américain. Lorsqu'ils évoquent leur situation financière durant cette époque, les Argentin-e-s sont nombreux à parler en termes de dollars plutôt que de pesos, bien que cela revienne au même puisque 1 peso valait alors 1 dollar et que l'on trouvait indifféremment les deux monnaies sur le marché. Au moment de mon séjour, 1 dollar valait environ 3 pesos.

Cette conception d'une structure ségréguée du marché du travail est aussi perceptible chez Mercedes, *coordinadora* du *nodo de Chacarita*, quand elle aborde la question de la présence majoritaire des femmes au sein des trocs: « *Il y a peu d'hommes. […] Les hommes qui viennent sont ceux qui n'ont pas de travail. Et ils sont peu nombreux* »[62]. Je lui fais remarquer que dans les foires, la proportion de femmes n'est pas aussi élevée. Elle réplique: « *Non, dans les foires, non. La foire, c'est un travail. On vend bien dans certaines foires* »[63]. La foire, qui rapporte de l'argent, est un travail, et le troc, une activité annexe au salaire principal du mari. Ce type de différenciation dans la nature des revenus au sein du couple n'est certainement pas particulière à la situation économique argentine et au système du troc. Zelizer a observé que dans les Etats-Unis des années 1920-1930, « même en ces années où le taux d'activité des femmes augmenta fortement, les gains des femmes mariées, indépendamment des sommes impliquées étaient toujours […] catégorisés comme un revenu supplémentaire » (2005 : 113).

La majorité des participantes sont donc des femmes, et la plupart ont dépassé la cinquantaine. González Bombal a recueilli les chiffres suivants au cours de son enquête: 56% des participantes ont entre 40 et 60 ans, 22% ont entre 30 et 40 ans et 20% ont plus de 60 ans (2003 : 284-285).

Les femmes viennent parfois accompagnées de leurs enfants. A *Chacarita*, j'ai vu peu d'enfants. Leur nombre augmente légèrement pendant les périodes de vacances, comme ce fut le cas notamment lors des vacances d'été en janvier. La proportion d'enfants au *nodo* du *Comedero* est un peu plus élevée. Il faut préciser que je m'y rendais le samedi, jour où il n'y a pas école, alors que j'allais à *Chacarita* le mercredi. Cela explique sans doute en partie cette différence de présence des enfants entre les deux *nodos*, du moins en ce qui concerne les enfants en âge de scolarité.

Plusieurs observateurs/trices du troc en Argentine et plusieurs des organisateurs/trices que j'ai eu l'occasion de rencontrer estiment que les personnes venant au troc sont pour la plupart issues de la « classe moyenne appauvrie ». Mercedes, *coordinadora* du *nodo* de *Chacarita* s'exprime en ces termes: « *Il s'agit de gens de la classe moyenne. […] Ce ne sont pas des indigents. Il y a une femme ou l'autre, dont je sais qu'elle a beaucoup d'enfants et qu'ils reçoivent de la caisse du 'Programme Vie'*[64]*, mais c'est une minorité. En réalité, c'est comme une classe moyenne qui a perdu son travail, des gens d'âge moyen, de quarante ans et plus… Je dis, bon, ils le prennent comme un travail, ils retrouvent un peu le rythme d'un travail,*

[62] « *Hay pocos hombres. […] Los hombres que vienen son los hombres que no tienen trabajo. Y son pocos* ».
[63] « *No, en las ferias, no. La feria es un laburo. Se vende bien en algunas ferias* ».
[64] Il s'agit d'un programme de distribution alimentaire du gouvernement de la Province de Buenos Aires.

deux fois par semaine, le mercredi et le samedi, ils se distraient, s'ils peuvent, s'ils ne peuvent pas venir au troc… figure-toi que les jours de pluie, il vient cent personnes… même s'il pleut, c'est pareil, ils ne veulent pas louper »[65]. Anastasio évoque également la détérioration de la situation des personnes participant au troc: « *Les gens, quand ils se trouvent une… à être très marginalisés, ils se trouvent dans une situation psychologique très détériorée, ils ont de gros soucis… alors ils cherchent un refuge et n'en trouvent pas, et ils le trouvent dans le troc. C'est comme une sorte de thérapie* »[66].

L'étude des classes sociales dans les sociétés modernes s'est souvent inspirée des analyses marxiennes et weberiennes de la « théorie des classes » (Schmitz 1992 : 676). Dans leur ouvrage sur la stratification sociale en Suisse, René Levy et ses collègues font référence à trois catégories de modèles théoriques : les théories des classes, les théories du pouvoir et les théories des « inégalités méritées » (Levy et al. 1997 : 17-19). Ils définissent la stratification sociale comme « la forme institutionnalisée, donc historiquement située, que prennent les inégalités centrales dans une société.[…] Pour rendre compte de cette forme, nous entendons moins les représentations imagées […] que l'ensemble des éléments analytiques qui peuvent la décrire » (ibid. : 55). On peut mentionner trois dimensions analytiques devenues désormais classiques: la formation, l'activité professionnelle et le revenu, auxquelles on peut ajouter des critères supplémentaires: les conditions d'habitat, la santé, l'intégration ou l'exclusion sociale, etc. (ibid. : 57-58).

Il m'est impossible de prétendre donner ici une définition claire et univoque de la notion de « classe moyenne ». Fréquemment utilisée, galvaudée pourrait-on même dire, la notion est floue dans le sens commun, mais également dans les travaux de nombreux chercheur-e-s qui évitent souvent de soulever l'épineux problème de sa définition, préférant laisser la notion dans le domaine confortable de l'implicite.

Gabriel Kessler observe que la classe moyenne argentine a connu au cours des deux dernières décennies un appauvrissement massif dont les causes remonteraient aux années 1970. Selon lui « l'Argentine était une société relativement bien intégrée – tout au moins si on la compare aux autres pays d'Amérique latine – caractérisée par une vaste classe moyenne, résultat d'un

---

[65] « *[La gente] siempre se manejó como una clase media. […] No son indigentes. Hay una, que otra señora, que yo se que tiene muchos chiquitos y que bueno, que reciben en la caja del « Plán vida », pero son las menos. En realidad, es como una clase media que ha perdido su trabajo, gente viste de media edad,, de cuarenta y pico para arriba, que te digo, bueno lo toman como un trabajo, recuperan un poco la linea de trabajo dos veces por semana, los miércoles y los sábados, entretienen, si se pueden, si no pueden venir al trueque… vos fijate que los días de lluvia vienen cien personas… aunque llueve igual ellas no quieren faltar* ».

[66] « *La gente, cuando entra en una… a ser muy marginada, entra en una situación psicológica muy deteriorada, muy embromada… entonces de pronto busca refugio y no lo encuentra, y lo encuentra en el trueque. Hace como una especia de terapia* ».

processus de mobilité sociale ascendante dont la continuité n'avait jamais été remise en cause » (Kessler 1999 : 71). Il observe l'apparition d'une nouvelle catégorie sociale au cours des dernières décennies, les « nouveaux pauvres », formant une « strate hybride » et qu'il définit comme « proches des classes moyennes si l'on considère les aspects économico-culturels agissant sur le long terme comme l'éducation et la composition familiale et, en même temps, ils se rapprochent des 'pauvres structurels' par leur niveau de revenu, le sous-emploi et l'absence de couverture sociale, autant de variables de court terme qui résultent plus directement de la crise » (ibid. 72).

Comment apporter des délimitations claires aux notions de « classe moyenne » ou de « classe moyenne appauvrie » ? Je ne dispose pas d'éléments *emic*[67] qui me permettraient de tenter de définir cette notion du point de vue des femmes participant au troc. Les *prosumidoras* qui m'ont entretenue de leur situation socio-économique n'ont elles-mêmes jamais fait référence à la notion de « classe moyenne » – ni à une autre classe non plus – pour définir leur situation. De mon côté, je ne leur ai pas demandé à quelle classe sociale elles pensaient appartenir. Cependant leurs récits témoignent toujours d'une situation économique difficile, résultat d'une précarisation qui eut lieu au cours des années 1990 et qui les a contraint d'opérer des changements parfois radicaux dans leurs habitudes de consommation, ainsi que le reflètent les portraits de *prosumidoras* ci-dessous:

Dolores a la septantaine. Elle habite avec son mari une localité près du delta du Tigre, dans la banlieue résidentielle au nord de Buenos Aires. Elle était radiologue mais à la naissance de son fils, elle a cessé son activité professionnelle et s'est consacrée à sa famille. Son mari possédait son propre négoce de charcuterie (*fiambre*). Ils vendaient à des détaillants, explique-t-elle, ils avaient des employés. C'était le bon temps. Elle ajoute qu'elle était alors toujours vêtue avec élégance, portait des bijoux et même des lunettes en or. Dolores a vu sa situation économique se détériorer au cours des années 1990. Son mari tomba gravement malade et le couple fut contraint de vendre le négoce. « Nous l'avons mal vendu, déplore-t-elle, nous avons perdu beaucoup d'argent ». Aujourd'hui, elle n'a plus les moyens de partir en vacances. Son mari et elle iront fêter Noël dans la maison du Tigre qui appartient désormais à un neveu à qui ils ont vendu leur part en raison de leur mauvaise situation économique. Dolores doit se priver quotidiennement de beaucoup de choses. N'ayant plus assez d'argent pour s'offrir les services d'un charpentier professionnel, c'est leur fils qui doit monter sur le toit de la maison et se charger des réparations. Et il n'est plus question non plus pour elle de se rendre chez le coiffeur, « les cheveux, je me les coupe toute seule, me dit-elle un jour, parce que les 10 $ pour le coiffeur, je ne peux pas les mettre ». Pendant la semaine, nous gardons parfois un contact téléphonique. Pour m'épargner des dépenses

[67] J'entends par là ce que Jean-Pierre Olivier de Sardan a défini comme le « noyau dur du registre *emic* » (1998 : 159), soit les discours et représentations des acteurs/trices qui permettent de rendre compte de leur point de vue et appartiennent aux registres de l'exprimé ou de l'exprimable.

inutiles, Dolores me précise les heures où je peux l'atteindre, afin de ne pas gaspiller 25 *centavos* si son mari décroche alors qu'elle est absente.

Carla a entre 60 et 70 ans. Elle vit séparée de son mari et a cinq enfants aujourd'hui adultes. Elle habite à Olivos, une localité « chic » de la banlieue nord-est de Buenos Aires, à quelques pâtés de maisons de la demeure présidentielle, dit-elle en rigolant, ajoutant aussitôt qu'elle n'a pourtant elle-même pas un « rond » (*mango*). Elle a la charge d'une fillette de 12 ans, mais elle ne reçoit pas d'allocation familiale puisqu'elle n'en est pas officiellement la mère adoptive. Toutes deux habitent un appartement dont Carla est propriétaire et qu'elle cherche à vendre. Avec l'argent de la vente de l'appartement d'Olivos, elle espère pouvoir rembourser ses dettes et acheter une petite maison dans une localité de la province, à quelques 400 km au nord de la capitale.
Ses relations avec ses enfants semblent extrêmement tendues, mais sa situation financière est tellement limite qu'elle est régulièrement contrainte de leur demander de l'argent. Ils lui donnent les 60 $ nécessaires chaque mois pour se rendre au troc[68]. Le troc permet à Carla de « manger durant la semaine », dit-elle. Et quand il n'y a pas assez, elle nourrit Noelia et se contente d'un thé. Elle n'a actuellement pas d'emploi. Elle travaillait autrefois chez 'Avon' une entreprise de vente directe spécialisée dans les soins cosmétiques. Depuis, elle a vendu au troc les tailleurs et pantalons qu'elle portait pour son travail et dont elle n'avait plus usage.

Paula a 53 ans. Elle est mariée et maman d'une fille de 9 ans. Elle habite un appartement dont elle est propriétaire dans un quartier populaire proche du centre la capitale et dont elle loue une des chambres à un locataire. Paula travaillait autrefois comme secrétaire. Actuellement, elle s'occupe d'une dame âgée pendant une partie de la semaine. Elle participe au troc depuis un an et demi et dit s'y rendre par nécessité. Un jour où je rentre du troc avec elle et sa fille, nous montons dans un *colectivo trucho* (littéralement faux bus). Ces bus ont l'avantage de coûter moins cher que les bus réguliers et permettent donc de faire des économies[69]. Sa situation économique s'est beaucoup détériorée au cours des années 1990 et encore davantage avec la crise de 2001-2002. Elle a dû pendant un temps renoncer à envoyer sa fille dans l'école privée qu'elle lui avait choisie. Son principal souci actuellement est de résoudre le problème de son endettement concernant son appartement. Un jour, ouvrant ses albums de photos, Paula me montre, fière et un brin nostalgique, la voiture de sport rouge qui était la leur « avant ». Ils possédaient alors également une grande maison et Paula s'occupait de plusieurs locataires. Ils partaient en vacances à Mar-del-Plata[70], mais depuis quelques années, elle n'a plus les moyens de partir en vacances. Elle ajoute que son mari, sa fille et elle n'ont pas d'assurance maladie (*obra social*) parce qu'ils n'ont pas de quoi la payer.

Daniela a la cinquantaine. Elle habite avec son mari un quartier résidentiel de Buenos Aires, dans un appartement spacieux dont ils sont propriétaires mais qu'ils cherchent à vendre, leur situation économique ne leur permettant plus de payer les frais (*expensos*) qu'il occasionne. Avec l'argent de la vente, ils souhaitent

[68] Cette somme comprend le coût des entrées au troc et celui des trajets aller-retour pour elle et Noelia qui l'aide au transport des sacs de marchandises.
[69] Ces bus sont nombreux dans la banlieue. Ils ne portent pas de numéros. D'après ce que m'ont expliqué plusieurs *prosumidoras*, il s'agit d'anciens bus de ligne déclarés hors-service qui sont récupérés et remis en fonctionnement par des indépendants.
[70] Ville balnéaire située au sud de Buenos Aires et atteignable en quatre ou cinq heures de bus.

acquérir un appartement plus petit et pouvoir disposer librement du reste de l'argent ainsi récupéré. Daniela a travaillé comme secrétaire de direction pendant plusieurs années puis a occupé un emploi dans la vente immobilière. Elle est actuellement sans emploi. Son mari est électricien. Il possédait sa propre entreprise qui fit faillite il y a plusieurs années. Il a aujourd'hui retrouvé du travail comme employé dans une entreprise d'électricité. Son salaire suffit tout juste à couvrir leurs frais fixes. Au cours de la période où je l'ai côtoyée, Daniela était donc à l'affût de toutes sortes de petites combines et ne perdait pas une occasion d'essayer de vendre quelque chose pour se faire quelques pesos. Elle raconte qu'un jour elle s'est rendue chez une femme pour lui demander des renseignements et qu'elle en a profité pour lui vendre quelques affaires qu'elle avait apportées. « Pour quatre ou cinq *pesos* », dit Daniela, ajoutant qu'elle n'a pas fait là une bonne affaire parce que cela en valait peut-être vingt, « mais cela m'a au moins permis d'acheter de quoi faire à manger pour mon mari à son retour du travail ». Il fut un temps où ils se rendaient chaque été en vacances au Brésil, en avion, souligne-t-elle. Cette année, Daniela a fait des pieds et des mains pour trouver une offre bon-marché pour aller passer une semaine au bord de la mer à Mar-del-Plata. Elle reviendra de ses vacances enchantée. Elle raconte qu'elle a payé 300 $ pour la semaine, voyage compris, en demi-pension dans un hôtel modeste avec une chambre sans téléviseur et sans air conditionné, mais pourvue d'un ventilateur. A midi, ils s'achetaient quelque chose à manger sur la plage et le soir, ils mangeaient à l'hôtel. Ils sont allés une fois au cinéma car ils avaient reçu des bons pour une réduction et ont assisté une fois à un concert sans en payer l'entrée, parce que la femme de la caisse les a laissés passer gratuitement. Elle aurait beaucoup voulu s'acheter des espadrilles décorées de perles et de brillants, mais elles coûtaient trop cher. A son retour de vacances, elle s'en est trouvée une paire au troc qu'elle a décorées elle-même. Lorsqu'elle en avait les moyens, Daniela a eu recours à des opérations de chirurgie esthétique. « Aujourd'hui, je voudrais bien encore, mais je n'ai pas l'argent » déplore-t-elle. Daniela me propose un jour de l'accompagner dans un *nodo* de la banlieue dont elle a entendu le plus grand bien. Ce projet sera repoussé à plusieurs reprises en raison du coût des transports pour s'y rendre.

Ces portraits témoignent de la situation difficile vécue par de nombreuses personnes participant au troc. On peut constater que ces femmes ont dû modifier leurs habitudes et renoncer à plusieurs objets de consommation non négligeables – retirer un enfant de l'école privée, renoncer à des sorties, à des loisirs, aux vacances, résilier des contrats d'assurance, vendre la voiture – et limiter même parfois drastiquement les dépenses liées aux transports publics et au téléphone.

Elles sont souvent propriétaires de leur logement et disposent d'une formation professionnelle supérieure. Elles ont souvent occupé des emplois dans le secteur tertiaire. Aujourd'hui, certaines sont à la retraite, parfois sans indemnités, d'autres n'ont pas retrouvé d'emploi, ou occupent un emploi à temps partiel relevant de l'économie informelle, comme femme de ménage ou de compagnie notamment.

Certaines femmes m'ont affirmé qu'il venait au troc des « gens des *villas*[71] ». C'est un fait que je n'ai pas pu vérifier et que met en doute la *coordinadora* du *nodo* à qui j'ai relaté ces propos. Il s'agit selon elle de rumeurs, même si elle n'en exclut pas la possibilité. La catégorie « gens de *villas* » n'est pas claire. J'ai eu l'occasion de me rendre à Villa 20, une *villa* de taille importante située au sud de la capitale qui regroupe quelque 30 000 habitant-e-s. Les maisons de certains quartiers sont construites en dur et ne ressemblent en rien à l'image que l'on se fait traditionnellement des bidonvilles, alors que plus loin, les maisons sont faites de tôles ondulées, de planches et de cartons. En outre, d'une *villa* à l'autre, il existe des différences importantes et leurs habitant-e-s sont plus ou moins intégrés dans les secteurs formels ou informels de l'économie. Il est très possible que l'allusion faite par ces *prosumidoras* aux « gens de *villas* » soit une manière pour elles de signifier leur appartenance à une catégorie sociale différente. Il s'agirait pour elles de se distinguer d'une pauvreté que Kessler qualifie de « structurelle », par opposition à la « nouvelle pauvreté » des classes moyennes (1999 : 78-79).

Un double motif économique et social

L'appauvrissement économique a non seulement des conséquences sur les pratiques de consommation mais également sur la vie sociale, comme le constate González Bombal: « Ces personnes en viennent à perdre contact avec les relations, les amis qu'elles fréquentaient auparavant. Leur sociabilité se transforme à mesure qu'elles descendent dans l'échelle sociale. Ce n'est pas tant qu'elles se sentent repoussées par certaines de leurs anciennes relations, mais plutôt qu'elles ne se sentent plus les sujets d'une consommation qui semble nécessaire pour les maintenir. C'est comme si elles disaient: conserver ses amis représente un coût financier que l'on ne peut plus se permettre »[72] (2003 : 288).

Les *prosumidoras* qui m'ont fait part de leur parcours de vie n'ont jamais explicitement affirmé que leur cercle de relations sociales s'était amenuisé suite à la dégradation de leur situation économique. Mais une grande majorité des femmes ont insisté sur le fait qu'elles ne

[71] Les *villas miserias*, ou *villas de emergencia*, communément dénommées *villas* sont l'équivalent des bidonvilles en Argentine. « Du point de vue purement empirique une *villa* est un quartier autoconstruit, pauvre et illégal, au territoire bien délimité et dont les habitants constituent une sorte de communauté. […] Les *villas* représentent une sorte d'occupation de terrain sauvage » (Jacopin et Puex 2002 : 27-28).

[72] « Estas personas van perdiendo contacto con otros compañeros, amigos, relaciones sociales que frecuentaban en el pasado. Su sociabilidad va mutando a medida que descienden en la escala sociale. No se sientan objeto de rechazo por parte de sus antiguas relaciones, es que no se sienten sujetos de un consumo que parece ser neRomeoio parar manterlos. Es como si dijeran: mantener los amigos de antes es un costo que ya no se puede financiar. Las amistades generan gastos y obligan a reciprocidades que no se está en condiciones de mantener ».

venaient pas seulement au troc pour s'y procurer des biens, mais aussi pour y passer le temps et y faire des rencontres:

Emilia doit avoir une septantaine d'années. Elle apporte au troc les habits de ses petits-enfants qui leur sont devenus trop petits. Elle explique qu'elle ne vient pas tant au troc parce qu'elle en a besoin économiquement, que parce que ça lui permet de tuer le temps. « Cela fait passer l'après-midi », dit-elle. Un jour de très grosse chaleur, Emilia raconte que son mari ne voulait pas la laisser venir au troc, parce qu'elle allait y mourir de chaud, disait-il. Elle ajoute: « Mais je préfère venir, sinon, je m'ennuie à la maison, surtout le samedi après-midi où il n'y a rien de bien à la télévision ».

Entre les lignes, on peut déduire de ce genre de récit que ces personnes connaissent souvent un certain isolement social, qui n'est sans doute pas sans lien avec le fait que leur situation économique les oblige à renoncer à plusieurs dépenses et activités de loisirs devenues trop coûteuses pour elles. Les femmes évoquent d'ailleurs souvent le fait qu'un-e parent-e plus ou moins proche voit d'un mauvais œil qu'elles participent au troc. « Le troc, ce n'est pas assez bien pour elle », me dit Gilberto au sujet de sa belle-fille. Et Dolores me présente un jour à son neveu comme « une étudiante suisse que j'ai rencontrée à la foire ». Elle se garde bien de prononcer le terme de troc, lui préférant celui de foire moins sujet à réprobation.

Anastasio mentionne lui aussi l'importance de la dimension sociale du troc: « *Ici, en général, au-delà de la nécessité des gens, je pense que le troc remplit un rôle… comme une réunion de beaucoup de personnes où, en plus de les aider économiquement, il les aide psychologiquement et mentalement. […] Pour beaucoup, le troc est un soutien émotionnel et psychologique qui n'a pas de prix* »[73].

La plupart des personnes avec lesquelles je me suis entretenue disent recourir au troc pour ce double motif économique et social. Exclues en partie du marché formel, elles se sont tournées vers le troc afin de se procurer des biens qu'elles n'ont pas la possibilité d'acquérir ailleurs. Elles n'y viendraient sans doute pas si elles n'en n'avaient pas un besoin d'ordre économique, mais elles y trouvent aussi une sociabilité qu'elles ont peut-être perdue en dehors du troc et qui leur permet de rompre un certain isolement. De fait, quand les prix pratiqués au troc connaissent une hausse trop importante empêchant les femmes de s'y procurer ce qu'elles cherchent, elles cessent de venir. « Cela ne me sert plus, j'arrête », m'ont dit plusieurs femmes du *Comedero* lors de l'inflation des prix que celui-ci a connu à la fin de l'année 2005.

[73] « *Acá, normalmente, más de la necesidad de la gente, yo creo que cumple un rol, el trueque… como un encuentro de muchas personas en donde a parte de ayudarles económicamente les ayuda psychológicamente y mentalmente. […] Muchas de las personas, la ayuda que le da emocionalmente y psicologicamente es impagable* ».

Et en effet, plusieurs femmes n'y sont plus venues, cherchant pour certaines un autre *nodo* ou d'autres débouchés dans des foires de quartier. Dans ce sens, la sociabilité que l'on peut trouver dans les trocs est, comme l'a observé Luzzi « une conséquence secondaire de la fin principalement recherchée, c'est-à-dire l'accès aux ressources offertes dans les clubs » (Luzzi 2005 : 98).

Mais bien que sa dimension économique semble d'importance pour beaucoup de femmes[74], elles sont nombreuses à insister également sur sa dimension sociale. Le troc est aussi une activité permettant de passer le temps et de rencontrer d'autres personnes avec lesquelles discuter et boire un *mate*. Lorsqu'elles évoquent les raisons qui les ont amenées à participer au troc, les femmes mentionnent ainsi quasi systématiquement le double motif. Leur insistance sur la dimension sociale du troc est sans doute aussi une manière pour elle de se distinguer des personnes « réellement » dans le besoin, signifiant implicitement par-là que tel n'est pas leur cas, ou alors de manière ponctuelle seulement.

Pour certaines femmes cependant, c'est clairement la dimension sociale qui prime et qui constitue la raison de leur participation au troc:

Clara, par exemple, est retraitée et veuve depuis quelques années. Elle participe au troc et se rend également à la foire de son quartier. Elle vend à la foire de son quartier des objets qu'elle a confectionnés elle-même au crochet: tabliers de cuisine, essuie-mains, brassières pour bébés, etc. Elle ne vend jamais à la foire des objets venant du troc. « Je ne suis pas comme ça », dit-elle, soulignant qu'elle a pour habitude de ne pas mélanger les deux activités. Ce qu'elle amène à la foire, elle ne l'amène pas au troc et inversement. Dans son quartier, elle travaille avant tout sur commande, dit-elle, et les gens viennent chercher la marchandise à la foire. Quand ils ne viennent pas, ils vont la chercher directement chez elle. Elle est connue dans le quartier, précise-t-elle, elle y vit depuis plus de trente ans. A *Chacarita*, elle s'occupe de placer les chaises avant l'ouverture et pendant le troc elle vend des sandwichs. Elle ajoute que le troc est pour elle une sorte de thérapie (*terapia*) avant tout. Avec les *créditos* qu'elle y acquiert, elle s'achète parfois des légumes, mais jamais de *comida elaborada* (aliments cuisinés à la maison) parce que cela ne lui inspire pas confiance et qu'elle cuisine volontiers elle-même. Parfois, elle s'achète aussi des produits de nettoyage ou des crèmes pour le visage, mais elle n'est pas intéressée par les vêtements. Elle s'est acheté dernièrement un sac-à-main, mais c'est tout à fait exceptionnel, parce qu'il lui plaisait particulièrement.

Pour d'autres, le troc est avant tout perçu comme le prolongement de la vie professionnelle:

[74] Le fait que les marchandises qui se vendent le plus rapidement et qui suscitent le plus d'attroupement autour des tables soient les denrées alimentaires témoigne à mon sens de cette importance d'ordre économique pour une grande partie des participantes.

Josefina est couturière et travaille à son compte dans son propre atelier pour lequel elle emploie deux apprentis. Elle fabrique des slips et des caleçons qu'elle va vendre dans diverses foires et marchés de la banlieue pendant la semaine. Le samedi, elle écoule au *nodo* du *Comedero* les modèles qui ont un petit défaut et ne conviennent pas aux clients des foires.

Romeo est menuiser-ébeniste. Il possède son propre atelier de menuiserie dans une localité voisine de Bernal où il vit avec ses trois enfants. Romeo explique que le troc lui est très utile car c'est pour lui un moyen de faire des contacts et d'élargir sa clientèle. Le troc lui permet de contracter des commandes pour des meubles ou des petits boulots à exécuter chez des particuliers, pour lesquels il est payé en *créditos*, mais parfois aussi en *pesos*.

Dans quelques rares cas, les gens ne fréquentent les trocs ni par nécessité économique ni en quête de relations sociales, mais s'y rendent par solidarité ou reconnaissance et considèrent cette activité comme un « hobby »:

Enriquez explique que le troc est aujourd'hui pour lui un « hobby » mais au plus fort de la crise, en 2001-2002, le troc l'a sauvé. Il possède une fabrique d'oreillers qu'il vend à des grossistes à travers tout le pays. Quand la crise a éclaté, il a perdu beaucoup de clients. Comme il n'y avait plus moyen de faire des affaires avec la monnaie officielle, il s'est tourné vers les trocs où il a pu écouler sa marchandise et se procurer en échange des denrées dont il avait besoin. Aujourd'hui, sa situation s'est rétablie, mais par reconnaissance pour le troc qui l'a sauvé dans le passé, il continue d'en faire, une semaine sur deux, par « hobby ».

J'ai insisté sur l'importance de la dimension économique parmi les raisons motivant les *prosumidoras* à participer au troc. Il ne faudrait toutefois pas en déduire que l'apport économique du troc leur permet d'améliorer substantiellement leur niveau de vie. On ne peut guère parler d'une augmentation des revenus du ménage. Il s'agit sans doute plutôt, comme le mentionne Servet dans le cas des SEL français, « d'un petit complément de ressources à travers l'acquisition de services ou de biens dont ces personnes n'auraient pas pu bénéficier autrement » (1999 : 214).
Il m'est toutefois impossible d'étayer ces propos par des chiffres. Les femmes auxquelles j'ai posé la question ne savent elles-mêmes pas combien le troc leur rapporte. Elles soulignent souvent le fait que le prix du trajet aller-retour et celui de l'entrée au troc représente pour elles une dépense en *pesos* qu'elles doivent d'une certaine manière parvenir à rentabiliser en faisant de bonnes affaires au troc. Mais elles ne sauraient quantifier, par un montant en *créditos* ou en *pesos*, la somme de ces bonnes affaires. La plupart des femmes ne tiennent pas de registres de compte, estimant qu'une telle pratique est trop compliquée et fastidieuse. Elles préfèrent faire leurs comptes de mémoire quand on ne les paie pas tout de suite. Celles qui choisissent de

tenir de tels registres le font sous la forme de cahiers, parfois d'une feuille volante, dans lesquels elles inscrivent les noms de leurs créancières et de leurs débitrices, la date et le montant des sommes dues. Mais ces registres ne servent qu'à y inscrire les dettes et les créances. Je n'ai jamais entendu ni vu qu'une femme tienne une comptabilité de l'ensemble des échanges réalisés et de ses coûts d'investissement concernant les marchandises qu'elle apporte au troc, lui permettant ensuite d'estimer son bénéfice.
La rentabilité du troc se situe pour les femmes à un niveau plus diffus. Elles ont l'impression, le sentiment, que le troc leur est économiquement utile. Quand il apparaît clairement que ce n'est plus le cas, le plus souvent, elles cessent d'y venir:

Depuis plusieurs semaines, Dolores se plaint que ses affaires ne marchent plus aussi bien qu'avant. « Je ne vends rien ou alors à crédit », regrette-t-elle. Elle ouvre son cahier de comptes et me montre qu'on lui doit au total plus de 50 000 *créditos*. Elle court ainsi sans cesse après ses débitrices et se plaint régulièrement qu'une telle ne soit pas là ce jour-là, qu'elle n'a revu telle autre depuis deux semaines ou que telle autre encore lui avait dit qu'elle serait là mais n'est pas venue. Dolores continue pourtant de vendre à crédit, comme prise dans un cycle dont elle ne peut sortir. Au fil des semaines, la situation ne s'améliore pas. Ses débitrices ne la remboursent pas, les prix des denrées alimentaires – qui constituent l'essentiel des biens que Dolores se procure au troc – deviennent exorbitants. A la fin de l'année, Dolores prend finalement la mort dans l'âme la décision de cesser de venir au troc. Elle viendra encore deux fois, sans rien y apporter, cherchant juste à se faire rembourser et à dépenser les quelques *créditos* qu'elle parvient à récupérer. Puis, elle quittera définitivement le *nodo* des larmes plein les yeux.

Les larmes de Dolores témoignent du fait que dimension sociale et dimension économique sont inextricablement liées. Son émotion vient du fait qu'elle quitte un groupe social qui lui tient à cœur et non du fait qu'elle abandonne une activité strictement économique qui ne s'avère plus rentable. Le troc est une activité sociale qu'elle peut se permettre aussi longtemps qu'il lui rapporte un complément économique, aussi petit soit-il.

5. Les objets des échanges

Les biens

On peut se procurer toutes sortes de biens dans les trocs, dans des états les plus variables, du flambant neuf au piteusement décati, et pour des usages les plus variés, du consommable au thésaurisable ou revendable. Lors de mon terrain, l'offre de services s'était fortement réduite alors qu'elle représentait une part importante des échanges en 2002 encore (Mercedes,

communication personnelle). Les services ont pour ainsi dire disparu des trocs à l'heure actuelle. Dans les *nodos* auxquels j'ai participé, il n'y a guère plus que deux cartomanciennes, un aiguiseur de couteaux et une coiffeuse, fournissant tous leurs prestations sur place. Il ne semble plus possible de se procurer par le biais du troc les services d'un plombier ou d'un maçon pour des réfections à domicile[75]. Si l'on en croit Mariana, cela peut encore se faire à l'occasion. Mais pour cela, précise-t-elle, il faut « beaucoup parler » (*hablar mucho*).
La diversité des biens offerts au troc n'a en revanche pas diminué et l'analyse des différents types de biens permet de mettre à jour les rapports inégalitaires existants entre les *prosumidoras*.

Les biens,générateurs d'inégalités

Des inégalités se créent entre les *prosumidoras* en fonction des marchandises qu'elles offrent au troc. Idéalement, comme le laisse entendre le terme de *productora* contenu dans celui de *prosumidora*, chaque participante devrait produire – confectionner, élaborer, fabriquer – elle-même ce qu'elle apporte au troc. C'est ce qui était initialement requis et entendu par les membres fondateurs du troc à ses débuts. Avant de devenir *prosumidora*, il fallait suivre une courte formation au cours de laquelle les futures participantes étaient sensibilisées à la dimension solidaire de l'économie du troc et aux principes régissant l'activité. De nombreuses *prosumidoras* pratiquant le troc depuis plusieurs années déplorent aujourd'hui la perte de certaines valeurs qui existaient « avant »: « *Parfois, ma clientèle n'est pas à mon goût. […] A mon goût dans le sens où je sais que ce ne sont pas de bonnes personnes. […] Avant, nous étions plus amies, plus solidaires* »[76] raconte Daniela, extrêmement déçue par le comportement d'autres *prosumidoras* avec lesquelles elle est en conflit. Mercedes, la *coordinadora* de *Chacarita*, fait également état d'un changement avec les années précédentes: « *Avant, c'était différent. Celui qui venait pour la première fois, on lui expliquait, on lui faisait prendre conscience de la question des créditos, de l'élaboration, qu'il fallait faire attention à la péremption des choses, ça je le répète toujours aux personnes qui fabriquent, tu*

[75] Pour les services, on payait en principe la main d'œuvre en *créditos* et la matière première en *pesos*, ainsi que me l'ont expliqué plusieurs personnes participant au troc.
[76] « *A veces, mi clientela no es del gusto mío. […] Del gusto mío en el sentido que yo sé que no es buena gente. […] Antes, eramos más compañeras, más solidarias* ».

vois, qui confectionnent, de tenir compte de ce point, parce que la responsable, s'il arrive quelque chose, c'est moi »[77].

Il apparaît ainsi une distinction entre les « anciennes » *prosumidoras* qui ont été formées aux principes de solidarité du troc et les « nouvelles » qui apprennent sur le tas puisque les cours de formation ne se donnent plus. Il s'agit cependant d'une distinction appartenant au registre discursif, témoignant plutôt me semble-t-il d'une nostalgie à l'égard du passé que d'une réalité des pratiques. Les observations que j'ai pu faire ne confirment pas du tout le fait que les femmes participant au troc depuis longtemps fassent preuve d'une conscience solidaire plus développée et apportent des marchandises de meilleure qualité que les *prosumidoras* arrivées plus récemment.

L'observation du troc permet bel et bien de mettre à jour une distinction, mais qui découle de l'inégalité des ressources dont disposent les femmes en dehors du troc et non pas de leur ancienneté. Comme l'a remarqué González Bombal, « on dirait qu'à mesure que la nécessité augmente, le troc perd sa dimension programmatique de style de vie alternatif et gagne en pragmatisme, s'assimilant à un travail ou à un moyen de subsistance »[78] (2003 : 292). La revendication des dimensions éthiques et solidaires du troc est beaucoup plus marquée chez les personnes qui affirment participer au troc par « hobby » que chez celles qui disent y avoir recours par nécessité économique. Etre une *prosumidora* modèle, mettant en œuvre la dimension productrice de son rôle, implique de pouvoir consentir un double investissement, à la fois économique et humain. D'une part, il faut être en mesure de fournir un investissement financier, même modeste, afin de se procurer, le plus souvent en dehors du troc et donc en *pesos*, les matières premières nécessaires à la fabrication des produits. D'autre part, l'élaboration des produits nécessite un investissement humain en savoir-faire, en initiative personnelle et en mobilisation de réseaux sociaux personnels.

Le troc n'est pas un système économique autarcique – il n'a d'ailleurs jamais été pensé comme tel par ses fondateurs – et il dépend dans une large mesure du marché formel. Comme le remarque Luzzi à juste titre, « du moins au niveau restreint des échanges, le troc ne fait que reproduire les inégalités présentes dans la sphère du marché, où si tous les individus participent aux échanges au même titre […], tous ne le font pas dans les mêmes conditions »

[77] « *Antes, era distincto. El que venía por primera vez se le explicaba, se le hacía tomar conciencia de como era el tema de los créditos, de la elaboración, de tener cuidado en cuanto al vencimiento de las cosas, eso yo se lo recalco siempre a la gente que fabrica, viste, que elabora, de que tenga cuidado con ese tema, por que la responsable soy yo si pasa algo* ».

[78] « Pareciera que toda vez que aumenta la necesidad, el trueque va perdiendo su dimensión programática de estilo de vida alternativo, y se acerca a una más pragmática, a un símil con el trabajo, o se lo asocia directamente como un mecanismo de subsistencia ».

(2005 : 148). Les participantes qui tirent le mieux leur épingle du jeu à l'intérieur du troc semblent en effet être celles qui disposent, en dehors de celui-ci, de certains avantages en termes de capital économique et humain. Je n'ai pas de données suffisantes sur les pratiques et relations des participantes en dehors du troc ni sur la rentabilité économique de l'activité et sa part au sein des revenus globaux de leur ménage pour analyser de manière plus détaillée cette hypothèse, mais c'est ce qui se dégage de mes observations à l'intérieur et, dans une mesure moindre, à l'extérieur du troc.

Certaines femmes disposent donc d'un pouvoir économique et symbolique plus important que d'autres au sein du troc. A l'origine de ces inégalités entre *prosumidoras*, on trouve la hiérarchie existant entre les divers types de produits offerts dont certains sont des catégories *emic* fréquemment mobilisées.

La mercaderia

Les produits les plus ardemment recherchés par la majorité des *prosumidoras* relèvent de la *mercadería* (littéralement marchandise). *Mercaderia* est le terme par lequel les femmes dénomment les denrées comestibles de fabrication industrielle: sucre, farine, huile, conserves, riz, pâtes, lentilles, biscuits, lait, *yerba mate* (herbes pour *mate*), etc. Pour certaines femmes, le terme englobe également les marchandises industrielles non comestibles que l'on peut trouver dans une épicerie (*almacén*): papier de toilette, éponges de cuisine, savon, produits de nettoyage, etc. Dans ses deux acceptions, le champ sémantique de la notion de *mercadería* est restreint et n'englobe en aucun cas l'ensemble des articles qui peuvent faire l'objet d'un échange au sein du troc – comme c'est le cas du terme « marchandise » en français. *Mercadería* se rapproche plutôt de la notion de « denrées alimentaires industrielles», ou alors de celle de « marchandises d'épicerie ». Ce sont des marchandises de première nécessité et d'utilité quotidienne et dans la mesure où les femmes participent au troc parce qu'il leur permet d'accéder à des biens de consommation, l'utilité et le caractère indispensable des produits relevant de la *mercaderia* leur confèrent évidemment un caractère hiérarchique prédominant.

Apporter au troc de la *mercadería* requiert un investissement économique que seules une minorité des *prosumidoras* peuvent consentir. Plusieurs femmes pour lesquelles il est impensable de se procurer en *pesos* des marchandises sur le marché formel m'ont dit ne pas comprendre pourquoi des personnes qui disposent visiblement d'assez d'argent pour se fournir dans le commerce viennent faire du troc.

Les vendeuses de *mercadería* exercent au sein du troc une certaine pression sur les autres femmes – par le biais des prix notamment – générant des inégalités entre les *prosumidoras*. La *mercadería* est chère comparativement à d'autres marchandises vendues dans le troc et les femmes qui en apportent « font » manifestement plus de *créditos*, et plus rapidement, que celles qui vendent des vêtements de seconde main par exemple.

La comida

La *comida* (nourriture) comprend d'une part la *comida elaborada* (littéralement nourriture élaborée, soit la nourriture préparée à la maison): pâtisseries salées et sucrées, confitures, compotes et autres conserves « fait maison » ; d'autre part les produits maraîchers: fruits, légumes et plantes aromatiques ; et encore les denrées comestibles de nature industrielle. Cette troisième sous-catégorie correspond donc à la catégorie de la *mercadería* définie ci-dessus et entendue dans son sens le plus étroit.
Quand on apporte de la *comida*, on est sûr de tout vendre et de bien vendre, mais pour la *comida elaborada*, encore faut-il s'être fait une réputation:

Fernanda vient à ma table, examine ce que j'ai apporté et constate que je n'ai pas préparé de *comida elaborada* comme la fois précédente. Je lui explique que je comptais laisser tomber l'idée parce que cela n'avait pas bien marché. Elle me réplique que je dois persévérer jusqu'à ce que les gens me connaissent. « Si Anastasio, par exemple, a aimé tes *panqueques* samedi passé, il va vouloir t'en acheter de nouveau et cette fois il n'y en a pas. Il faut que les gens sachent ce que tu fais et qu'ils en prennent l'habitude », me dit-elle. Et puis, il faut offrir aux gens la possibilité de goûter. C'est ce qu'elle a fait elle-même au début, quand elle a commencé à amener de la *dulce de leche* (confiture de lait) de son crû. « Je faisais goûter aux gens, dit-elle, sur un petit morceau de pain ». Elle ajoute, « une femme du troc, quand elle arrive avec son pain, tout le monde se précipite vers elle, car tout le monde la connaît et connaît son pain ! »

Les cosmétiques

Les produits cosmétiques et de soin corporel sont également très demandés, mêmes s'il font l'objet de moins d'attroupement devant les tables que la *mercaderia*. Les *prosumidoras* n'utilisent pas la catégorie « cosmétiques » en tant que telle. En général, elles s'expriment en termes de marque: « *las cosas de 'Avon'* » (les produits 'Avon'), « *las cosas de 'Amodil'* » (les produits 'Amodil'), qui sont les deux marques les plus présentes au sein du troc et qui fonctionnent selon le système de la vente directe.

Les femmes qui offrent au troc des produits 'Avon' ou 'Amodil' sont revendeuses (*revendedoras*) auprès de ces entreprises. Elles touchent certes un pourcentage sur le produit de leurs ventes mais sont tenues de payer les produits qu'elles ont commandés, y compris ceux qu'elles ne seraient pas parvenues à revendre. Etre revendeuse représente un engagement et un investissement que tout le monde ne veut ou ne peut pas se permettre. Celles qui offrent ces produits au troc font de très bonnes ventes. En plus de jouir d'un pouvoir économique important, elles exercent un pouvoir de l'ordre du prestige et de la contrainte à l'égard de leurs acheteuses, parfois ressenti avec humiliation comme l'illustrent les propos de Daniela: « *Prends Luciana, par exemple. Luciana a un rapport très spécial avec les gens. […] C'est-à-dire que les gens lui font confiance à tel point qu'une pastille de menthe qui coûte 40* centavos*, on la lui paye 400-500* créditos*. […] Un chocolat qui vaut 1* peso*, ils le lui paient 2000-3000* créditos*. Ils lui font une confiance totale. […] Je ne veux pas dire du mal, je te dis, à moi par exemple Luciana a été la seule à me faire crédit à une occasion, mais elle a retenu la marchandise. Elle ne me l'a pas donnée jusqu'à ce que je lui aie payé le dernier crédito. Moi, j'avais le visage qui tombait en lambeaux. J'avais besoin d'une crème et je ne pouvais pas me la payer. […] Rends-toi compte que la crème, elle me la faisait payer 25 000* créditos »[79].

Lo nuevo y lo usado

Une autre catégorie *emic* importante est la *ropa* (vêtements). On distingue la *ropa nueva* (vêtements neufs) de la *ropa usada* (vêtements de seconde main). La première a plus de valeur que la seconde et se vend donc plus cher et plus rapidement. Il est fréquent d'entendre une femme préciser à l'intention d'une acheteuse potentielle: « *Es ropa nueva* » (c'est un vêtement neuf) pour bien le distinguer des habits de seconde main qu'il est plus difficile de vendre ou pour en justifier le prix élevé.

Toutes sortes d'autres biens sont également offert dans les troc: CD d'occasion ou copies piratées, films en DVD, bijoux de seconde main ou de confection artisanale, ustensiles de cuisine, cadres photos, fleurs en plastique et autres bibelots décoratifs, piles, montres,

[79] « *Por ejemplo, toma Luciana. Luciana tiene un ente muy especial con la gente. […] Es decir como que la gente le tiene una confianza a tal punto que una pastilla de menta que cuesta 40 centavos, se la paga 400-500 créditos. […] Un chocolate que vale 1 peso, se lo pagan 2000-3000 créditos. Le tienen total. […] No siguo para hacer mala, yo te digo, a mí, por ejemplo Luciana fue la única que me dio crédito en su oportunidad, pero me retuvo la mercadería. Hasta que no le pagué el último crédito, no me la dio. Y yo tenía la cara que se me caiga pedazo. Necesitaba una crema y no me podía comprar. […] Date cuenta que la crema me la cobraba 25 000 créditos* ».

câbles électriques, pinces à cheveux, calepins, crayons, ventilateurs, rideaux, nappes, chaises-longues, étagères. Toutes ces marchandises sont le plus souvent de seconde main et dans un état parfois très usagé. Pour tous ces objets, comme pour la *ropa* mentionnée ci-dessus, le critère de distinction transversal essentiel est celui qui distingue les objets neufs des objets usagés.

Les femmes qui n'apportent au troc que des objets usagés ou des vêtements de seconde main, se trouvent dans une situation particulièrement inextricable. C'est elles justement qui auraient sans doute le plus besoin de pouvoir accéder aux marchandises de première nécessité – elles ne disposent visiblement que de ressources très limitées en dehors du troc puisqu'elles ne peuvent consentir aucune forme d'investissement pour les marchandises qu'elles y apportent – mais leur pouvoir d'achat en *créditos* est extrêment limité du fait qu'elle offrent au troc des marchandises peu prisées qui se vendent mal et dont les prix sont très bas comparativement aux autres catégories de produits:

Carla se fait du souci. Depuis plusieurs semaines, les prix de la *mercadería*, des fruits et légumes et de la *comida elaborada* ne cessent d'augmenter au *Comedero*. Or elle vient justement au troc pour se procurer de la nourriture. Elle apporte des brassières pour bébés qu'elle tricote elle-même et des habits de seconde main. « Je ne peux pas en augmenter le prix, déplore-t-elle, parce que sinon je ne vends plus rien. Déjà à bas prix, je vends mal ».

Pour contourner l'inflation des prix de la *mercadería* et retrouver un pouvoir de négociation plus équilibré lors de la conclusion des échanges, les femmes tentent parfois de faire du troc direct:

Un samedi, Emilia a disposé sur sa table deux bikinis neufs que sa fille avait reçus. Au milieu des vêtements usagés de ses petits-enfants, ces bikinis représentent pour Emilia un marchandise de premier choix. Une femme se présente à sa table et lui demande combien de *créditos* elle en veut. Emilia répond qu'ils sont à vendre en troc direct contre de la *mercadería*. La femme ne disposant pas de quoi conclure l'échange repart bredouille. Emilia m'explique ensuite qu'elle agit de la sorte parce que la *mercadería* est devenue tellement chère que c'est le seul moyen pour elle de parvenir à s'en procurer.

Comme on peut s'en rendre compte dans cet exemple, proposer de faire du troc direct nécessite tout de même de disposer de marchandises particulières – en l'occurrence des bikinis neufs – susceptibles d'intéresser quelqu'un qui disposerait de *mercadería*.

Las cosas del Plan

Les denrées alimentaires du « *Plan más vida* » (littéralement « Programme plus de vie ») forment une catégorie au statut particulier dont la vente n'est en principe pas autorisées dans les trocs, comme le mentionnent les *Règles minimales de cohabitation et d'ordre* (voir annexe). Ces denrées, dont l'emballage stipule qu'elles sont interdites à la vente, sont remises gratuitement dans le cadre d'un programme de distribution alimentaire du gouvernement de la Province de Buenos Aires. Dans la mesure où certaines personnes ne trouvent que difficilement des marchandises à venir échanger au troc, Mercedes a adopté une attitude pragmatique et décidé d'en autoriser la vente à *Chacarita*: « *Il y a beaucoup de gens qui amènent des choses de la caisse. Tu as vu qu'ici, ils donnent une caisse d'aliments ? – Les choses du 'Plan más vida' ? – C'est ça, bon, je t'explique. Tu as vu que cela dit 'interdit à la vente' ou quelque chose du genre. Mais par exemple, ici, quand j'ai commencé à l'interdire, une femme m'a dit, tu sais ce qui se passe, dit-elle, j'ai un tas de kilos de farine, un tas de kilos de lait [en poudre], mais par contre, je n'ai pas de souliers, ni de t-shirts, ni rien à mettre à mes enfants, alors je les échange. Alors, il m'a semblé que la réponse que me donnait cette femme était cohérente. La farine qu'elle a en trop est utile à quelqu'un d'autre, et à elle, il lui est utile d'avoir des souliers pour ses enfants. C'est pour ça que je l'ai permis. Tout a… c'est la méthode des essais et erreurs, tu sais… tu fais face aux choses, tu t'en occupes, et bon…* »[80].

Les aliments du « *Plan más vida* » sont des denrées alimentaires d'élaboration industrielle et seraient ainsi, de par leur nature, assimilables à la *mercadería*. On pourrait donc s'attendre à ce que les femmes qui les apportent se voient occuper une position économique en vue au sein du *nodo*. Cependant, les *prosumidoras* distinguent clairement un kilo de riz du « *Plan* » et un kilo de riz d'une marque vendue dans le commerce, préférant dans la mesure du possible se procurer le riz commercial plutôt que celui « distribué aux pauvres », dont elles semblent penser qu'il est de moindre qualité.

[80] « *Hay mucha gente que trae cosas de la caja. ¿ Viste que acá le dan una caja de alimentos ? – ¿ Las cosas del Plan más vida ? - Eso, bueno, te explico. Vos ves que dice 'prohibida su venta' y que sé yo. Pero por ejemplo, acá, yo cuando empezé a prohibirlo, una señora me dijo sabes que pasa, dice, que yo tengo un montón de kilos de harina, un montón de kilos de leche, por ahí no tengo zapatillas, ni remeras, ni nada para ponerlo a los chicos, entonces los voy cambiando. Entonces me pareció coherente la repuesta que me daba la señora. A otro le sirve la harina que a ella le sobra y a ella le sirve las zapatillas para el hijo. Por eso fue que lo permití. Todo tiene… es ensayo y error, viste... vos lo vas viendo y lo vas manejando, y bueno…* ».

Los remedios

Les *remedios* (remèdes) ou *medicamentos* (médicaments) représentent également une catégorie de marchandises au statut particulier dans la mesure où leur vente est en principe strictement réservée à des personnes relevant d'une profession médicale.Au *Comedero,* une inscription murale à l'intérieur du troc stipule qu'il est absolument interdit d'échanger des médicaments si l'on ne dispose pas d'un titre médical (voir photo en annexe). Les *Règles minimales de cohabitation et d'ordre* font également état cette interdiction (voir annexe). *De facto,* il me semble que ce principe est appliqué avec souplesse et que les personnes qui fournissent des médicaments dans les troc ne relèvent pas toujours du domaine médical. Elles proposent le plus souvent les médicaments sous la forme d'échantillons (*muestras médicas*) distribués gratuitement par les firmes pharmaceutiques et interdits à la vente, certains contenant parfois des médicaments vendus sur prescription médicale uniquement. Dans la mesure où la demande en médicaments est importante au sein du troc, Mercedes a décidé d'en autoriser partiellement la vente à *Chacarita*: « *En réalité, les médicaments, je t'explique, ceux que je leur interdis de vendre, ce sont les psychotropes, les médicaments vendus sur ordonnance, tu vois, parce qu'elles ne savent pas à qui elles ont à faire, imagine-toi que je prenne une boîte de, que sais-je, de Valium ou de Clonasepan… Alors je leur dis que ça, je ne veux pas que cela se vende. Le reste des médicaments, les personnes qui vendent des médicaments sont deux personnes très sérieuses sur le sujet, alors elles savent plus ou moins à qui elles les vendent et la personne qui leur commande quelque chose, par exemple pour le cholestérol ou le diabète, qui sont des médicaments très chers, qu'elles se procurent par le biais d'un échantillon gratuit… mais bon, je le permets parce que c'est utile aux gens, ils ne les paient pas en argent, ils les paient en créditos. C'est utile à celle qui les apporte, qui se les procure, et à celle qui les lui achète, qui ne le paie pas en argent* »[81].

[81] « *En realidad, los remedios, te cuento, yo los que les prohibo que vengan son los psicotrópicos, los remedios que son recetados, viste, por que ellas no saben con quien se encuentran, suponete que seguiré tomar una caja de, que sé yo, de Valium o de Clonasepan… Entonces les digo que eso no quiero que se venda. El resto de los medicamentos, la gente que vende medicamentos son dos personas que son muy serias en el tema, entonces ellas, más o menos, saben a quien le venden y la persona que le encarga, que se yo, para el colesterol, para la diabete, que son medicamentos muy caros, que ellos los consiguen a través de muestras gratis… pero bueno, lo permito por que a la gente le sirve, no lo paga con dinero, lo paga en créditos. Le sirve al la que lo trae, que lo consigue y a la que lo compra, que no lo paga en dinero* »

Le cycle des biens

Comme je viens de l'évoquer, le troc dépend étroitement du marché formel dans lequel il s'insère. Il faut souligner que cette dépendance s'effectue à un double titre: Le ravitaillement d'une part, puisque les objets offerts au troc dépendent de ce que les participantes ont pu se procurer « *afuera* » (dehors): plus les femmes ont des ressources sur le marché formel, plus le troc sera fourni en produits de qualité. Les « débouchés » d'autre part, dans la mesure où les marchandises acquises au troc ne sont pas toutes consommées directement, mais que certaines sont revendues dans le cadre de foires et de marchés.

La provenance

Les *prosumidoras* ont souvent montré peu d'empressement, en comparaison avec d'autres thèmes que j'ai eu l'occasion d'aborder avec elles, à donner des informations sur les provenances de leurs marchandises. Elles laissaient planer un certain flou et ne m'indiquaient la provenance que de l'une ou l'autre des marchandises disposées sur leur table. Je n'avais alors pas réalisé l'importance de la nature des objets apportés en tant que critère de distinction à l'intérieur du troc, et je n'ai donc que peu encouragé les femmes à m'en divulguer davantage, me sentant moi-même gênée de leur demander de creuser un sujet face auquel elles se montraient réticentes. Les données dont je dispose sont ainsi très partielles et passées au crible de l'autocensure des *prosumidoras* dont certaines m'ont parfois renseignée sur la provenance de marchandises vendues par d'autres femmes, provenance jugée sans doute trop peu honorable pour être reconnue ouvertement. Voici quelques exemples de la provenance des marchandises offertes au troc:

Sonia apporte essentiellement des vêtements de seconde main, mais encore en très bon état. Elle explique qu'une de ses filles a déménagé récemment, profitant de l'occasion pour opérer un tri dans ses affaires. Sonia a ainsi récupéré ce que sa fille ne voulait plus garder et l'apporte peu à peu au troc pour l'échanger. Sonia m'apprend aussi que les fruits et légumes que l'on trouve au troc viennent souvent des rebuts du *Mercado central* (Marché central) situé à la sortie d'Ezeiza, une localité de la banlieue au sud de la capitale. Le Marché central est ouvert tous les jours, explique-t-elle, et c'est là que viennent se fournir les marchand-e-s de produits maraîchers de la capitale. Les fruits et légumes jugés impropres à la vente sont laissés devant le marché à l'intention de ceux voudront bien venir les ramasser. C'est ainsi que certaines personnes les apportent au troc.

Carla apporte au troc des vêtements de seconde main et quelques objets d'occasion. Elle apporte aussi des brassières pour bébés, des chaussons, des écharpes, etc. qu'elle tricote elle-même avec de la laine que lui fournit

une amie qui travaille dans un magasin où elle vole du matériel pour se venger du patron qui ne lui offre pas de bonnes conditions de travail. Carla dit tricoter entre 14 et 16 heures par jour et ne pas même trouver le temps de sortir se promener.

Dolores vend des objets artisanaux en bois confectionnés par son mari – voiliers miniatures, cache-pots, boîtes et boutons – mais aussi des vêtements de seconde main et des produits de sa fabrication personnelle, en particulier du limoncello. Elle se procure les matières premières dans le commerce, auprès de différents fournisseurs dont elle connaît les meilleurs marchés.

Paula vend notamment des sous-vêtements féminins qu'elle se procure à la *Salada*[82], une *feria* apparemment illégale mais visiblement tolérée par les autorités et qui se tient à Lomas de Zamora, une localité de la banlieue sud de Buenos Aires. Paula raconte que l'on peut s'y procurer une quantité de choses à des prix défiant toute concurrence. Les ventes à la *Salada* commencent vers 2h00 du matin. Paula ne s'y rend jamais seule et trouve toujours quelqu'un pour l'y accompagner car l'endroit est réputé dangereux. Elle vend aussi des éponges pour la vaisselle, des teintures pour les cheveux et d'autres marchandises qu'elle achète en *pesos* dans des supermarchés. D'après mes observations, elle achète des « multipacks » contenant plusieurs pièces qu'elle revend au détail.

Romina est revendeuse de produits cosmétiques 'Avon' qu'elle vend à ses connaissances en *pesos*, mais également au troc en *créditos.* Elle suit des cours dans une école du soir où elle apprend toutes sortes de techniques artisanales de création d'objets. Elle confectionne des accessoires et des vêtements au crochet ou au tricot ou les décore de perles et de paillettes et fabrique également des bijoux, des cartes de vœux et des calendriers. Le troc est ainsi pour elle un lieu où écouler ses créations artisanales qu'elle vend également dans des foires touristiques de la capitale.

Daniela apporte des objets d'occasion, parfois dans un état d'usure avancé. Elle semble avoir passablement de difficultés à se procurer des objets à vendre au troc. Parfois, elle ne vient pas du tout, expliquant la fois suivante que ça ne valait pas la peine, que c'était trop de souci de courir à droite à gauche pour trouver quelque chose à y apporter. Un jour, Daniela me fait signe de la suivre pour aller regarder les montres vendues par un des hommes du troc. Elle inspecte la marchandise, secoue la tête et me dit qu'il n'y a rien d'intéressant pour elle. Ne comprenant pas où elle veut en venir, je la questionne sur ses intentions. Elle répond qu'elle compte acheter des montres pour les revendre plus cher. Je lui demande où elle compte les revendre. « Ici, dit-elle. Je mets la montre dans un étui pour que ça présente mieux et je la revends plus cher ». Je lui fais remarquer que s'il s'en aperçoit, le vendeur de montres risque bien de lui faire des histoires. « Pas du tout, cela se fait couramment » enchaîne-t-elle, ajoutant que cela lui est déjà arrivé de voir quelqu'un revendre dans le troc quelque chose qu'il lui avait acheté précédemment.

[82] La *Salada* a fort mauvaise réputation et beaucoup de femmes m'ont dit qu'elles ne s'y rendaient pas parce que c'était trop dangereux ou que leur mari ne les y autorisait pas. Les femmes invoquent le fait que la *Salada* se tient toujours de nuit, qu'il y a beaucoup de vols, que c'est tout près de *villas*. Une partie des marchandises proviennent parfois de camions volés (*piratas del asfalto*). Pendant un temps, la *Salada* a d'ailleurs été interdite, mais il semble qu'elle soit à nouveau tolérée. (Sur la *Salada*, voir notamment les articles de presse parus dans *Clarín* (20.07.2003 et 27.06.2004) et *Página/12* (02.05.2004) donnés en annexe).

La plupart des *prosumidoras* ne se spécialisent pas dans les types de marchandises qu'elles apportent. Ainsi, on peut trouver côte à côte sur une même table des marchandises très hétéroclites: des bougies, du papier collant, des sandwiches de *milanesa* (viande panée), du vernis à ongle, des vieilles sandales, une montre, des élastiques à cheveux, un paquet de lentille, une spatule de cuisine, une vieille bouilloire, quelques t-shirts. La raison tient probablement au hasard des opportunités permettant aux femmes de se ravitailler. On apporte au troc ce que l'on a pu se procurer ou confectionner au cours des jours précédents.

Les usages

Certaines *prosumidoras* se rendent au troc essentiellement pour se fournir en denrées alimentaires. C'est le cas de Carla par exemple qui insiste sur le fait que le troc lui permet de manger pendant la semaine. La nourriture que ces femmes se procurent au troc est donc destinée à leur consommation personnelle et familiale. Elles achètent de la *mercadería*, des légumes et des fruits, du pain et de la *comida elaborada*. Concernant cette dernière catégorie, elles ont en général leurs fournisseuses habituelles. Les femmes insistent souvent sur le fait qu'elles n'achètent pas de la *comida elaborada* à « n'importe qui ». « On ne sait jamais comment ça a été préparé », soulignent-elles.

Silvana par exemple se fournit exclusivement auprès de Gustava, une femme qui travaillait auparavant dans une boulangerie-pâtisserie. Son expérience professionnelle est un gage de qualité aux yeux de Silvana. Les deux femmes se sont connues au troc il y a quelques années et se sont liées d'amitié. Elles s'installent en principe toujours l'une à côté de l'autre et se surveillent mutuellement les tables pendant le troc. D'une semaine à l'autre, Silvana passe à Gustava sa commande de gâteaux et autres produits que Gustava lui livre la semaine suivante. Lorsque l'une d'entre elles est absente, Silvana passe sa commande par téléphone plutôt que de se fournir ailleurs.

La plupart des femmes ne se limitent pas à acheter de la nourriture et se procurent au troc divers produits pour leur consommation personnelle mais aussi pour en faire cadeau à des tiers:

Paula parvient à faire beaucoup de *créditos* et se procure beaucoup de choses au troc. Elle a commandé une armoire de pharmacie pour sa salle-de-bain à l'un des menuisiers venant au troc. Cet achat représente une grosse somme de *créditos* qu'elle épargne peu à peu au fil des semaines. Elle parvient à faire suffisamment de *créditos* pour acheter encore d'autres marchandises: de la *mercadería*, des produits cosmétiques et des produits de nettoyage pour son usage familial. Elle se procure aussi souvent des marchandises qu'elle distribue ensuite aux

membres de sa famille. Paula a plusieurs sœurs auxquelles elle offre régulièrement des habits, des sacs-à-main, des nappes, des ustensiles de cuisine venant du troc. L'un de ses beaux-frères possède une voiture et il passe parfois au troc en cours d'après-midi pour emporter une partie des marchandises que Paula s'est procurées ce jour-là. Elle lui remplit un gros sac de sport de bouteilles d'huile, biscuits, légumes, riz, nappes, t-shirts et autres choses. Paula et sa fille ont l'habitude de passer le dimanche chez une de ses sœurs et elle contribue ainsi aux frais de leur repas dominical. Quand elle a l'occasion de retourner à Santiago del Estero dont elle est originaire, Paula emporte également beaucoup de choses qu'elle redistribue aux membres de sa famille.

Les femmes participant à d'autres *nodos* ou à des foires se fournissent au troc en marchandises qu'elles revendent plus loin, comme je l'ai évoqué plus haut à travers les exemples de Sonia qui participe à la foire d'antiquités de San Telmo et de Daniela qui revend à la foire de son quartier des objets acquis au troc. Ainsi, au gré des occasions, elles acquièrent des marchandises destinées à leur consommation personnelle ou à la revente.
Mariana pour sa part acquiert des objets destinés à sa consommation propre mais en prévision du long terme :

Mariana fait du troc depuis 1999. Elle explique que faire du troc implique une autre manière de penser: « Il faut penser autrement, dit-elle, pas comme on a appris. On n'achète pas les choses parce qu'on en a besoin, mais parce qu'on prévoit qu'elles nous seront utiles un jour ». Elle dit adorer s'occuper de sa maison et achète du tissu et d'autres choses à cet effet. Ses armoires regorgent de matériel, dit-elle, mais un jour ou l'autre elle finit toujours par employer ce qu'elle a acheté.

A partir de cet ensemble d'exemples, on peut tirer le constat que les marchandises acquises au troc sont destinées à des usages différenciés et ne concernent pas uniquement une consommation personnelle et immédiate. Servet et son équipe de recherche ont observé que les échanges pratiqués dans de cadre des SEL en France permettent surtout de « compenser en partie une frustration issue d'un accès limité à la 'société de consommation'» (1999 : 215). Et j'ajouterais qu'il ne s'agit pas d'une consommation destinée uniquement à des besoins individuels, mais qui répond aussi au désir d'offrir et de partager avec des parent-e-s ou ami-e-s en dehors du cadre du troc.

<u>Le mécanisme des prix</u>

La première fois que je participe au *nodo* de *Chacarita*, c'est Mercedes, la *coordinadora*, qui fixe le prix de mes marchandises. Naïvement, je demande à ma voisine Luciana si Mercedes agit de la sorte avec tout le monde. Luciana secoue négativement la tête. Elle fixe ses prix

elle-même, dit-elle et ajoute que Mercedes voulait simplement m'aider. Les fois suivantes, Mercedes ne s'occupera plus de moi et ce seront mes voisines de table qui me dispenseront leurs conseils avisés. Lidia s'exclame un jour: « Heureusement que je suis là pour t'aider à mettre tes prix sinon tu offrirais tout ! ». Il ne me semble pas que sa remarque était une critique dans le sens où je faisais une concurrence déloyale aux autres *prosumidoras*, mais plutôt une manière de me « protéger » afin que je ne me fasse pas « avoir » en pratiquant des prix trop bas. Je ne pense pas avoir été traitée comme un cas particulier par Mercedes lors de mon premier jour de troc. J'ai pu voir qu'elle agissait de même avec les autres femmes faisant leurs débuts dans le troc. Au *Comedero*, où la *coordinadora* n'aide pas les nouvelles participantes à estimer le prix de leurs marchandises, ce sont les *prosumidoras* qui s'en chargent:

Elvira participe au troc pour la première fois. Elle est venue seule et n'y connaît encore personne. Nous avons fait connaissance dans la file d'attente avant l'ouverture. Elle s'installe à une table en face de celle de Dolores. Elvira a rempli la poussette de son bébé de divers objets dont elle compte se défaire pour se procurer des produits alimentaires. Elle pose sur la table un fer à repasser, des vêtements d'enfants, des sandales et d'autres articles d'occasion et demande à Dolores combien elle peut les vendre. Dolores appelle alors quelques femmes qui se réunissent autour de la table d'Elvira, prennent les objets entre leurs mains, les jaugent, les commentent, se les passent et finissent par s'accorder sur les prix qu'Elvira peut demander. La jeune femme établit une liste manuscrite des objets qu'elle a apportés en regard desquels elle inscrit les prix suggérés par les *prosumidoras*.

Les *prosumidoras* aident donc volontiers les nouvelles venues à fixer leurs prix et leur donnent spontanément des conseils sur la manière de faire. Même entre *prosumidoras* avisées, on les entend souvent s'enquérir des prix des marchandises de leurs voisines, non pas qu'elles soient intéressées à acheter l'un ou l'autre article, mais juste pour « savoir » et se fendre de quelques commentaires.

Le contrôle des prix

Suivant les *nodos*, les organisateurs/trices ou les *coordinadoras* exercent un contrôle plus ou moins sévère sur les prix. Au *Comedero*, les prix sont fixés librement par les *prosumidoras*. Les organisateurs/trices insistent sur la responsabilité individuelle de chacune et jugent qu'il n'est pas de leur ressort d'intervenir à ce propos. Les *prosumidoras* dans leur ensemble

semblent désapprouver cette attitude[83], estimant que les organisateurs/trices ne font pas leur travail et se montrent indifférents aux problèmes qu'elles peuvent avoir alors que les prix ne cessent d'augmenter[84].

A la *Estrella* en revanche, les prix de la *mercadería* sont fixes, selon une liste établie par la *coordinadora*, comme me l'explique Silvana que j'accompagne ce jour-là[85]. Elle ajoute que les *prosumidoras* ne sont pas autorisées à vendre la *mercadería* plus cher au risque de se voir exclues du *nodo*. En outre, ainsi que j'ai pu l'observer moi-même, la *coordinadora* fait le tour des tables au début du troc et indique aux participantes les fourchettes de prix auxquels elle peuvent vendre les autres marchandises. Plusieurs femmes m'ont cependant affirmé qu'il était possible de revoir ces prix un peu à la hausse, arguant que la *coordinadora* passe aux tables très rapidement et mésestime parfois la valeur de certaines marchandises. Ainsi, si un article est en particulièrement bon état ou s'il a coûté plus cher sur le marché formel que le prix en *créditos* indiqué par la *coordinadora*, on peut se permettre de le vendre un peu plus cher.

A *Chacarita*, Mercedes exerce aussi un contrôle sur les prix de vente, mais fait preuve d'un interventionnisme plus modéré que la *coordinadora* de la *Estrella*. Tout au long du troc, on peut voir Mercedes passer entre les tables et vérifier que les prix pratiqués ne sont pas exagérément élevés. De temps à autre, les *prosumidoras* viennent se plaindre à elle des prix demandés par d'autres:

> Une après-midi de novembre, Mercedes se fâche contre une femme qui a vendu 1 kg de riz à une autre pour 1000 *c*. Mercedes lui dit que le kilo de riz vaut 700 *c* au maximum et qu'elle ne veut plus voir de riz à 1000 *c*. Elle ajoute à l'intention de l'acheteuse que c'est également de sa faute, qu'à ce prix, elle ne devrait pas acheter le riz.

Il n'est pas rare, explique Mercedes, qu'une *prosumidora* vienne se plaindre après avoir acheté la marchandise. Il semble que cela soit surtout le cas quand il s'agit de *mercadería*. Je pense que c'est parce que la demande est très forte pour ce type de marchandises. Les *prosumidoras* préfèrent ainsi sans doute acheter un article de *mercadería* très (trop ?) cher plutôt que de courir le risque qu'une autre femme l'achète à leur place. Les propos résignés d'une *prosumidora* entendus un jour dans la file d'attente au *Comedero* témoignent de cet état

[83] C'était le cas à la fin de l'année 2005, alors que les prix de certaines marchandises augmentaient de semaine en semaine au *Comedero*, rendant leur acquisition très problématique pour de nombreuses *prosumidoras*.

[84] Carla a beaucoup de ressentiment face à l'attitude des organisateurs/trices. « Ils s'en fichent. Tout ce qui les intéresse, c'est les 3 pesos d'entrée, le troc, ils s'en fichent » me dit-elle un jour.

[85] Je ne me suis rendue que deux fois à ce *nodo*, la première en compagnie de Silvana que j'ai rencontrée à *Chacarita* et qui m'a proposé de l'y accompagner. Amalia, la *coordinadora* y fait un gros travail pour que le niveau des prix de vente n'augmente pas, ce que Silvana voit d'un œil très favorable.

de fait: « L'huile, de toute façon, moi j'en ai besoin. Même à 8000 *c*, je continuerai d'en acheter ».

Il est arrivé également – une seule fois au cours de mon terrain – que Mercedes interdise à une femme de remettre les pieds au troc tant elle avait exagéré les prix qu'elle demandait pour de la *mercadería*. Cette décision fit visiblement sensation parmi les *prosumidoras* qui en parlaient encore la semaine suivante, ce qui laisse à penser qu'une telle situation est exceptionnelle.

En cours et en fin d'après-midi, Mercedes a pour habitude de monter sur la scène qui domine la salle de spectacle dans laquelle se tient le troc. Elle s'époumone à exhorter les participantes à pratiquer des prix raisonnables. « *Chicas, bajen los precios !* » (Les filles, baissez les prix !)[86] clame-t-elle à plusieurs reprises.

La fixation des prix

Selon la position idéologique adoptée et défendue globalement par les organisateurs/trices et les intellectuel-le-s qui promeuvent le développement du troc, celui-ci représente un « changement de paradigme » (*cambio de paradigma*), une « forme d'économie solidaire [où] *tous collaborent afin d'être producteurs et consommateurs* »[87] (Redlases 2001 : 3, souligné par les auteur-e-s), le « germe qui nous permettra d'établir les règles d'un nouvel ordre mondial qui nous inclue tous » (PAR [2005] : 4)[88]. Bien sûr, les références idéologiques et théoriques des différents organisateurs/trices ne forment pas un ensemble homogène clairement défini et partagé par tous mais proviennent de sources et de traditions différentes. Prétendre donner un aperçu d'une position idéologique partagée par l'ensemble des organisateurs/trices nécessite des raccourcis que je me permets de faire parce que mon propos n'est pas ici de décrire la complexité de leur pensée mais uniquement de donner une idée du cadre idéologique général.

Bien que le troc soit considéré comme un marché économique particulier et qu'il faudrait y « penser » les échanges différemment et indépendamment du marché formel[89], on attribue à la monnaie interne qui y a cours, le *crédito*, une équivalence avec la monnaie nationale, le *peso*.

[86] On peut relever ici l'usage de la forme féminine, alors qu'il y a tout de même une minorités d'hommes dans le troc.

[87] « […] forma de economía solidaria [en la que] *todos colaboran entre sí al ser productores y consumidores* ».

[88] « […] germen que nos permitirá establecer las reglas de un nuevo orden mundial que nos incluya a todos ».

[89] Betty, comme d'autres *prosumidoras*, semble avoir intégré cette manière de penser différemment les deux marchés, celui du troc et le marché formel, et me précise un jour où nous parlons des prix pratiqués au sein du *nodo* que « les *créditos* ne sont que des *papelitos* » et que la valeur théorique d'équivalence avec le pesos ne lui semble pas être quelque chose de très important.

Du fait de l'inconvertibilité par principe du *crédito* – il est expressément mentionné au verso de chaque bon qu'il est interdit d'échanger des *créditos* contre de l'argent (voir annexe) – il s'agit donc d'une équivalence toute théorique, comme le soulignent les membres fondateurs: « L'utilisation d'un étalon externe ou d'une référence à une monnaie particulière a pour seul objectif d'avoir un indicateur qui serve de guide pour assurer l'équité dans les échanges »[90] (Primavera, Covas et De Sanzo 1998 : 10). Cette équivalence permet de se référer à l'unité de compte du modèle économique dominant pratiquée quotidiennement par les *prosumidoras* et s'apparente ainsi avec la monnaie utilisée dans les SEL, qui, bien que scripturale, renvoie également à la monnaie de cours légal. Comme l'ont remarqué Jean-Michel Servet et son équipe de recherche dans leur étude sur les SEL en France, « la monnaie interne d'un SEL est, on le sait, autonome de la monnaie nationale […]. Elle n'en est pas moins dépendante, dans la mesure où, dans les faits, les SEL constituent une fraction d'une totalité plus vaste et sont dès lors traversés par les conventions sociales présentes hors des SEL, notamment en matière monétaire » (Servet 1999 : 160). Dans les trocs que j'ai pu observer à Buenos Aires, il faut souligner que cette équivalence connaît des variations importantes, tant synchroniques, d'un *nodo* à l'autre, que diachroniques, puisque les prix ayant tendance à augmenter au fil du temps, le *crédito* est périodiquement « dévalué » par rapport au *peso*. Lors des débuts du troc en 1995, 1 *c* équivalait à 1 $[91] et cela valait pour l'ensemble des *nodos*. Aujourd'hui, dans le système de bons adopté à *Chacarita*, 500 *c* valent 1 $, au *Comedero* 1000 *c* valent 1 $ et à la *Estrella* 30 *c* valent 1 $. Dans le jargon du troc, on parle ainsi de « 500 à 1 », « 1000 à 1 » et de « 30 à 1 »[92].

Ainsi, lorsqu'elles établissent les prix de leurs marchandises ou qu'elles évaluent les prix des marchandises offertes, les *prosumidoras* se réfèrent fréquemment aux prix pratiqués dans l'économie formelle. Cela n'empêche pas la tendance des prix à la hausse dans les trocs, notamment pour les articles relevant de la *mercadería*. Les articles de *mercadería* ont ceci de particulier que celle qui les vend a nécessairement dû se les procurer contre de l'argent dans le commerce formel. C'est pourquoi Mercedes tolère que les prix de la *mercadería* dans le troc

[90] « El uso de un patrón externo o referencia a algún tipo de moneda se hace con el único propósito de contar con algún indicador que sirva de guía para asegurar la equidad en los intercambios ».

[91] A cette époque, 1 $ équivalait à un US$ comme c'était le cas depuis l'entrée en vigueur du « Plan de convertibilité » en 1991. L'équivalence était donc triple: 1 *c* = 1$ = 1US$.

[92] Ces expressions ne relèvent pas uniquement du jargon du troc. Du fait de la dollarisation de l'économie argentine, la population fait très souvent référence à l'équivalence $ / US$. On entend ainsi souvent des énoncés du type « *cuando era el uno a uno* » (Quand c'était le un à un) – faisant allusion à la décennie pendant laquelle le « Plan de convertibilité » était en vigueur et où 1$ valait 1 US$ – ou encore « *hoy, es el tres a uno* » (aujourd'hui, c'est le trois à un) – au moment de mon terrain, 3 $ valaient 1US$. Ainsi, la manière d'exprimer les équivalences au sein du troc semble reprendre tel quel des énoncés utilisés couramment dans le système économique dominant.

soient un peu plus élevés que sur le marché formel, permettant ainsi à la femme qui les apporte de retirer un petit bénéfice de l'investissement qu'elle a dû consentir. Elle explique: « *Tu sais quel est le problème avec la* mercadería*, les gens investissent de l'argent. L'autre qui amène des vêtements de seconde main n'investit pas. Tu comprends ? Je leur permets de vendre plus cher, mais je te le dis, en réalité, il faudrait interdire les gens qui investissent. Parce qu'ils sortent de l'argent de leurs poches* »[93] et elle ajoute: « *J'ai fait en sorte que l'on utilise une valeur de 500 à 1. J'ai dit bon, on va dire que 500* créditos *équivalent à 1* peso*, un petit peu plus. Que sais-je, imagine-toi, un kilo de sucre vaut 1000 [*créditos*]. J'essaie de faire en sorte qu'il soit 1000, ce qui fait 2* pesos*, plus ou moins, tu vois […]. Dehors, il coûte 1.30 - 1.40 $. Et sinon, qu'elle fassent du troc direct, tu vois, je veux 2 kg de sucre, je prends cette jupe* »[94].

Cependant la référence aux prix pratiqués sur le marché formel semble être utilisée essentiellement pour la *mercadería* et ne constitue pas le seul critère de fixation des prix au sein du troc. Les conseils que m'ont prodigués les *prosumidoras* à ce sujet mettent en évidence d'autres paramètres:

C'est ma deuxième semaine de troc au *Comedero*. Dans la rangée d'en face, Fernanda prend sa chaise et vient s'asseoir à mes côtés. Elle m'annonce qu'elle vient m'expliquer comment je dois fixer les prix de mes produits. Elle souligne d'abord que je dois prendre mon temps. « Va voir aux autres tables combien coûtent les choses, car les prix changent d'une semaine à l'autre et changent même entre le troc du matin et celui de l'après-midi. Les carottes, par exemple, sont beaucoup plus chères cette semaine que la semaine passée et si tu veux pouvoir bien acheter les carottes, tu dois vendre plus cher également ». Fernanda ajoute que quelques instants plus tôt, elle m'a vue vendre 1kg de sucre à Dolores pour seulement 1200 *c*. « Ce n'est pas un bon prix, insiste-t-elle, aujourd'hui, si tu vas voir, les autres le font à 1500 ou 1800 *c* ». Parmi les marchandises se trouvant sur ma table, il y a un paquet d'élastiques à cheveux. Fernanda me dit « ce qui te convient le mieux, c'est de les vendre à la pièce, chacun 200 *c* ». Puis elle se lève et va chercher à sa table un stylo et des étiquettes autocollantes sur lesquelles elle inscrit les prix de mes marchandises.

Deux critères quant à la manière de fixer les prix ressortent de cet exemple : D'une part, il est important de fixer ses prix en fonction de celui des marchandises que l'on souhaite acquérir ensuite avec les *créditos* reçus. D'autre part, il faut ajuster les prix à celui des marchandises

[93] « *Sabés cual es el tema con respecto a la mercadería, la gente invierte plata. La otra que trae ropa usada no invierte. ¿ Me entendés ? Yo igual, lo permito que se venda más caro, pero te digo, en realidad hay que tener prohibida a la gente que invierte. Por que está sacando dinero de su bolsillo* ».

[94] « *Yo trataba de que eso se manejara en un valor de 500 a 1. Yo dije bueno le vamos a dar 500 créditos / 1 peso, un poquito más. Que se yo, suponete, un azúcar sale 1000. Yo trato de que esté 1000, que serían 2 pesos, más o menos, viste […]. Fuera está a 1.30, 1.40. Y si no, que hagan trueque directo, mira, yo quiero 2 kg de azúcar, me llevo esta pollera* ».

identiques vendues par les autres *prosumidoras* dans le troc. En outre, le travail n'est pas fait une fois pour toute, et il faut suivre l'évolution des prix au sein du troc d'une fois à l'autre et même en cours de journée. L'importance d'un rapport cohérent entre le prix des marchandises vendues et celui des marchandises que l'on désire se procurer m'a été souligné à d'autres reprises, notamment par Liliana:

Un jour où j'ai amené une série d'assiettes. Liliana, installée dans la rangée parallèle, me demande combien je les vends, non qu'elle soit intéressée à les acheter, mais juste pour savoir et pour voir si je me débrouille bien. Je réponds que je pensais demander 1000 *c* par pièce. Elle secoue la tête: « C'est trop bon marché, dit-elle, il faut que tu en demandes au moins 1500 *c* ». Un peu plus tard, après avoir visiblement demandé son avis à sa sœur, Liliana revient vers moi: « Il faut que tu demandes 5000 *c* pour deux assiettes, quitte à baisser un peu après, si c'est nécessaire ». Elle enchaîne et me demande ce que je veux acheter avec les *créditos* que j'aurai reçus pour les assiettes. Je lui réponds que j'achèterai probablement des fruits et des légumes. « Justement, me dit-elle, les fruits et légumes sont chers dans le troc. Si tu veux en acheter, tu dois vendre tes assiettes de façon à pouvoir ensuite te les procurer ».

Les femmes qui apportent au troc des produits de leur fabrication ne semblent pas prendre en compte le coût de la main-d'œuvre dans le prix de vente. Ainsi, Dolores énumère un jour le détail des coûts de fabrication qu'elle doit consentir pour faire le limoncello qu'elle apporte au troc et qu'elle doit couvrir par le prix de sa vente en *créditos*. Elle procède de manière exhaustive: le prix des citrons, celui du sucre, de l'alcool de ménage, celui des bouteilles, des bouchons et des étiquettes. Elle ajoute en insistant qu'il faut encore compter le prix du gaz de la cuisinière requis pour faire le sirop de base. Mais Dolores ne fait aucune allusion au temps ni au savoir-faire qui ont été nécessaires à la confection de son produit.

Luzzi a fait la même observation: « Il est assez frappant qu'aucun des interviewés ne fasse référence au coût de sa main-d'œuvre comme faisant partie du prix final du produit offert » (2005 : 106). Lors de mon terrain, j'ai omis de m'intéresser de manière plus systématique à la manière dont les participantes envisagent le coût de leur main-d'œuvre et je manque de données sur ce point, mais je pense néanmoins qu'il faut apporter quelques nuances à l'absence généralisée de prise en compte du travail dans le prix de vente final évoquée par Luzzi.

Il me semble en effet que la situation est quelque peu différente lorsque les objets fabriqués sont le résultat du travail d'une personne dont c'est la profession. Je n'ai malheureusement pas demandé au menuiser présent au *Comedero* selon quels paramètres il établissait ses prix de vente, mais au vu des prix des meubles qu'il a fabriqués sur commande pour Paula, je me

risque à affirmer qu'ils ne se limitent visiblement pas à l'addition des coûts des matériaux intervenant dans la fabrication mais incluent un surplus dont on peut raisonnablement supposer qu'il s'agit du coût de la main-d'œuvre. Il ne s'agit que d'une hypothèse, mais si elle est fondée, elle témoigne du fait que les femmes apportant au troc des produits qu'elles ont l'habitude de confectionner pour leur usage domestique, auraient tendance à sous-estimer la valeur de leur travail.

La pratique du marchandage n'est de loin pas systématique, mais elle existe, à l'exception de la *mercadería* dont je n'ai jamais vu ni entendu dire[95] que l'on puisse en négocier le prix. La demande est tellement importante pour ces denrées – c'est ce que j'ai pu observer au cours de mon terrain, mais si l'on en croit les témoignages des *prosumidoras* et des oragnisateurs/trices, c'est le cas depuis plusieurs années – que la vendeuse, par ailleurs soucieuse de rentabiliser l'investissement qu'elle a consenti en *pesos* pour se la procurer, trouve toujours une acheteuse acceptant de payer le prix qu'elle demande. Mais pour d'autres marchandises, bien que la pratique du marchandage ne fasse pas l'objet de discussions serrées entre les parties et ne soit en aucun cas une étape obligée de la transaction comme c'est le cas dans d'autres types de marchés[96], il arrive fréquemment que l'on paie finalement moins que le prix demandé initialement:

A *Chacarita*, les miroirs placés au-dessus de la rangée de lavabos qui font face aux cabines de toilettes permettent, si on se met debout sur la lunette des WC, de se voir partiellement et de juger de l'essayage. Un jour, j'essaie une jupe, alors que dans la toilette d'à côté, Debora enfile une blouse. Les commentaires vont bon train. Debora veut savoir quel prix on me demande pour la jupe. Je lui réponds que la femme en veut 5000 *c*. Debora me suggère de faire baisser le prix. Pour une jupe de seconde main, c'est trop cher, dit-elle. De retour vers la vendeuse, j'entreprends donc de négocier le prix. J'explique à la femme que la jupe m'intéresse, mais que 5000 *c*, c'est trop cher, cela représente tout de même 10 $. Elle me répond que l'on ne peut pas calculer de cette manière et me propose de venir voir à ma table si quelque chose l'intéresse pour faire du troc direct. Ce n'est pas le cas. Elle me propose alors de me céder la jupe pour 4000 *c*. Je dis 3000 *c*. Elle refuse et ajoute que si elle ne vend pas la jupe, on en rediscutera plus tard. Elle repart, fait quelques mètres puis revient. Elle est d'accord pour 3000 *c*.

[95] Je n'ai moi-même jamais essayé d'acquérir de la *mercadería* et n'ai donc jamais tenté d'en discuter le prix. J'estimais que ma situation économique et mon pouvoir d'achat sur le marché formel ne m'autorisait pas à me procurer au troc des marchandises qui représentaient une nécessité pour d'autres femmes. Je me suis donc contentée à ce sujet d'observer sans participer.

[96] Je pense ici notamment à la pratique du marchandage telle qu'on la rencontre au Souk de Sefrou et que Clifford Geertz envisage comme « un mode particulier de recherche d'information » (2003 : 185).

La détermination du prix des marchandises en *créditos* est donc un exercice qui mobilise et combine plusieurs paramètres comme le montrent les exemples précédents. Il suppose de faire le calcul de la conversion des *créditos* en *pesos*, de comparer les prix des marchandises sur le marché formel avec ceux qui ont cours dans le troc, de comparer les prix des marchandises au sein du *nodo* et de tenir compte des achats que l'on compte effectuer avec les *créditos* acquis. Un bon exemple de la difficulté d'établir un prix en termes d'unités monétaires sans que les pratiques sociales qui en forment le contexte situationnel ne soient encore établies est fourni par un épisode que j'ai pu observer dans un nouveau *nodo* où les participantes n'avaient pas ou plus pratiqué le troc depuis longtemps:

Un samedi, au *nodo* du *Comedero*, une femme distribue des tracts annonçant l'ouverture d'un nouveau *nodo* dans le quartier de La Boca à Buenos Aires Je ne peux pas assister à la journée d'ouverture, mais me rends une semaine plus tard à la deuxième journée, munie de quelques objets à échanger. Devant la taille modeste du troc – seule une dizaine de personnes sont présentes, y compris la *coordinadora* et une femme qui semble l'assister – je décide de me contenter d'observer afin de ne pas influencer la (non-)marche des échanges: les femmes se tiennent debout derrière les tables sur lesquelles elles ont disposé leurs marchandises. Leur trouble quant à la manière d'attribuer des prix à leurs marchandises est total et il ne se fait strictement aucun échange. Les *prosumidoras* attendent de la *coordinadora* qu'elle fixe les prix pour elles et celle-ci leur explique que ce n'est pas à elle de le faire. Arrive alors une femme qui sort de son sac des produits cosmétiques 'Avon' et les dispose devant elle sur une des tables. Les autres femmes s'enquièrent du prix de ses produits. La femme répond qu'elle ne veut pas de ces *papelitos* (bouts de papier) et qu'elle désire faire du troc direct. La *coordinadora* ne semble pas particulièrement enchantée par cette déclaration mais n'y trouve rien à redire et les échanges commencent à se faire avec une grande rapidité, tout le monde semblant avoir une idée de la valeur des marchandises et savoir ce que l'on peut donner et recevoir en échange en troc direct.

Cet épisode illustre bien les conclusions auxquelles est parvenue Jean Lave (1996) lorsqu'elle s'est intéressée aux conceptions de la rationalité par le biais de l'observation des pratiques mathématiques quotidiennes. Devant le double constat que nous sommes appelés dans nos activités quotidiennes à résoudre des problèmes de « rapports de mesure » (*quantitative relations*) et que nous les résolvons selon d'autres logiques que celle des mathématiques scolaires, Lave suggère « […] that even mathematical problem solving is situationally specific activity » (1996 : 90). Mais ce qu'il est surtout intéressant de souligner ici, c'est le fait que les pratiques mathématiques quotidiennes nous permettent de résoudre correctement les problèmes qui se posent: « In the supermarket and kitchen, shoppers and cooks have more than sufficient resources of mathematical knowledge to meet the mathematical exigencies of their activities. They almost never arrive at wrong answers because they stay clear about the

meaning of the quantitative relations they are trying to interrelate and what a ballpark solution should look like » (1996 : 93). Il en va exactement de même dans la situation de troc décrite ci-dessus. Les pratiques relatives aux *créditos* ne font pas encore partie du contexte situationnel dans lequel évoluent ces femmes, mais elles ont pourtant visiblement une idée claire et précise de la valeur des choses et de leur équivalence. La conclusion des échanges trouve ainsi sa solution dans la pratique du troc direct. « It appears that the problem was defined by the answer at the same time an answer was developped during the problem » (Lave 1996 : 90).

6. Echanges et relations

Servet souligne que dans les SEL tout comme sur une place de marché, « il est [..] exclu de faire ses achats privés discrètement ; chaque achat y est un spectacle pour la file d'attente et les passants. […] La transaction privée est transformée en scène publique. » (Servet 1999 : 129). Il en va de même dans le système de troc argentin où il est en effet difficile de faire des échanges de manière discrète. J'ai été plus d'une fois surprise par les commentaires dont venaient me faire part des *prosumidoras* à propos d'échanges dont j'avais été partie prenante: « Tout à l'heure, je t'ai vu vendre 1 kg de sucre à Dolores pour seulement 1200 *créditos*, ce n'est pas un bon prix », me dit un jour Fernanda dont je n'avais même pas réalisé qu'elle avait été témoin de la scène. Les échanges et les comportements des autres sont ainsi l'objet d'une attention constante de la part des *prosumidoras* qui observent, écoutent, commentent, désapprouvent, questionnent… Cette attention portée aux fait et gestes des autres rend le travail de terrain d'autant plus facile à l'ethnologue que son attitude est parfaitement conforme à celle des personnes observées.

Les normes des échanges

Comme l'ai évoqué précédemment, les *prosumidoras* ne participent pas au troc uniquement dans le but de s'y procurer certains biens, mais sont également à la recherche de relations sociales et désireuses de passer le temps à discuter en compagnie. De plus, j'ai souligné ailleurs que les *prosumidoras* établissent parfois entre elles des relations de confiance et sans doute d'amitié, même s'il semble qu'elles n'ont que rarement l'occasion de se rencontrer en dehors du troc. Il ne faudrait cependant pas en déduire que dans les *nodos* « tout le monde est ami de tout le monde », loin s'en faut. Le troc est également le lieu de beaucoup de méfiance

et de suspicion à l'égard d'autrui et tout au long de mon terrain, on m'a continuellement mise en garde contre les profiteurs/ses en tout genre que l'on peut y rencontrer. Ces avertissements avaient parfois une portée générale, n'incriminant personne en particulier et donc en quelque sorte tout le monde à la fois: « Recompte bien les *créditos* que tu reçois et vérifie que le compte y soit », « Méfie-toi, il y en a qui glissent des *créditos* de petite valeur dans des paquets de *créditos* de grande valeur », « Assure-toi que le paquet ne contient pas de *truchos* (contrefaçons) ». Parfois, ils concernaient une personne déterminée: « Méfie-toi de lui, tu fais tes confitures trop bon marché ! Quand il s'en apercevra, il va t'acheter tout le stock d'un coup pour le revendre ensuite. Tu dois faire tes confitures plus cher ».

Un jour, après que Dolores m'a acheté deux pots de confiture, je m'aperçois qu'elle s'est trompée en me payant. Elle a confondu dans ses *créditos* des bons de montants divers et m'a remis une somme nettement inférieure à celle qu'elle me devait. Alors que je lui fais remarquer son erreur, Dolores s'en trouve toute bouleversée. Elle éprouve une honte terrible, dit-elle, elle qui n'a cessé au cours de la journée de me mettre en garde contre les pratiques malhonnêtes des autres. « Et voilà que c'est moi qui te trompe, c'est affreux ! », continue-t-elle, mettant tout en œuvre pour tenter de réparer son erreur, clamant auprès de ses voisines qu'elle est une étourdie et qu'elle a failli me voler par mégarde, leur demandant de lui prêter les *créditos* manquants pour me les remettre. De mon côté, gênée que ma remarque ait provoqué un tel émoi, je tente vainement d'expliquer à Dolores que ce n'est pas grave et que je ne suis absolument pas pressée d'être payée.

Manifester tant d'agitation et d'une manière si théâtrale pour s'être trompée en comptant des *créditos* relève sans doute en partie de la personnalité extravertie et démonstrative de Dolores mais témoigne aussi à mon sens de l'importance de démontrer son honnêteté et de se dissocier ainsi de tous les « profiteurs/ses sévissant dans le troc ».

De la même manière que le fait remarquer Jennifer Patico dans son analyse des pratiques de don dans la Russie post-soviétique, les *prosumidoras* ne poursuivent pas uniquement des intérêts sociaux et économiques, mais leurs pratiques d'échange répondent aussi à des intérêts moraux: « [M]y ultimate goal is […] to account for gift practice as part of an ever-evolving socioeconomic 'cosmology' of sorts, through which post-Soviet actors envision society and pursue interests at once moral, social, and economic » (2002 : 348).

Les sentiments de suspicion et les accusations portées à l'encontre des « autres » ont souvent paru infondés aux yeux de l'observatrice externe que j'étais, et dans un premier temps il m'ont semblé relever avant tout du ressentiment, de la jalousie ou de la « parano », au sens commun du terme. Mais observant que la réprobation de certains comportements semblait aller de soi pour mes interlocutrices, il apparaissait plutôt que les accusations relevaient d'une

logique dont les tenants et aboutissants m'échappaient. Il me fallait donc chercher à comprendre selon quels critères on jugeait de la malhonnêteté d'autrui au sein du troc.
L'analyse des propos de mes interlocutrices, en particulier les jugements de valeur entendus quotidiennement dans les trocs, et des situations que j'ai pu observer, considérés dans la perspective de l'acceptabilité – ou de l'inacceptabilité – morale déterminant les relations d'échange permet de mettre en évidence plusieurs normes. Elles sont à considérer sous deux aspects: il y a d'une part les normes relatives à la quantité de marchandises échangées et à l'usage auquel elles sont destinées et d'autre part les normes relatives au prix à payer pour réaliser l'échange.

Acheter pour sa consommation et consommer son achat

Un jour, Dolores me met en garde contre un *prosumidor* qui vient de passer devant nous. Elle me dit que c'est un profiteur sans vergogne. Lors d'un précédent samedi, raconte-elle, il a abusé de la naïveté d'un femme qui vendait des bobines de fil à 5000 *créditos.* Il s'agissait de grosses bobines pour machines industrielles, précise-t-elle, et le prix honnête aurait été selon elle de 8000 ou 9000 *créditos*. « Et bien cet homme lui a acheté tout le stock d'un coup au prix de 5000 *créditos* la bobine. « S'il avait été honnête, insiste Dolores, il lui aurait dit que 5000 c'était trop peu ».

L'accusation de malhonnêteté que Dolores porte contre cet homme trouve sa justification dans la transgression de deux normes. L'homme a d'une part acquis les bobines de fil « trop bon marché » et ne s'acquitte pas du « juste prix », notion sur laquelle je reviendrai ci-dessous. D'autre part, il emporte l'intégralité du stock offert par la vendeuse et transgresse ainsi une autre norme dont l'énoncé explicite pourrait être le suivant: « on ne doit pas acquérir au troc une quantité de marchandises supérieure à ce que permet la consommation personnelle et familiale » . Un tel comportement va à l'encontre des valeurs de partage et de solidarité qui sous-tendent la norme. En acquérant la totalité du lot de marchandises, l'acheteur agit de manière égoïste puisqu'il prive les autres *prosumidoras* de la possibilité de s'en procurer également.
Dans son analyse de la société paysanne, George M. Foster (1965) affirme que les comportements normatifs des membres d'un groupe relèvent de leur « orientation cognitive » (*cognitive orientation*) (Foster 1965 : 294). L'« image du bien limité » (*image of the limited good*) est selon lui le modèle d'orientation cognitive qui rend le mieux compte du comportement paysan. Malgré toutes les critiques que l'on peut faire à Foster au sujet de son article, et sur lesquelles je ne m'étendrai pas, cette « image du bien limité » est intéressante et

peut contribuer à la réflexion menée ici sur les comportements normatifs rencontrés dans les trocs. Foster suggère que: «Peasants view their social, economic, and natural universes – their total environment – as one in which all of the desired things in life such as land, wealth, health, friendship and love, manliness and honor, respect and status, power and influence, security and safety, *exist in finite quantity* and *are always in short supply* » (Foster 1965: 296, souligné par l'auteur). Une des critiques faites à Foster par David Kaplan et Benson Saler repose sur le fait qu'il ne s'agit pas là d'une vision du monde propre à la société paysanne: « [W]e find it difficult to conceive of a society in which such human qualities or attributes as the aforementioned are viewed as unlimited and indefinitely expandable. Are there such societies ? » (Kaplan et Saler 1966 : 203). Dans ce cas, le problème pour Foster est que l'« image du bien limité » ne peut lui permettre d'expliquer les particularités du comportement paysan puisqu'elle existe dans d'autres – toutes les autres ? – sociétés. De fait, cette idée trouve aussi une certaine consistance à la lumière des comportements relatifs aux échanges dans les trocs. Je me contenterai ici d'aborder la question au niveau économique, soit celle relevant du caractère limité des marchandises offertes dans les trocs. Tout comme l'a relevé Foster pour la société paysanne: « If [they] see their universe as one in which the good things in life are in limited and unexpandable quantities, and hence personal gain must be at the expense of others, we must assume that social institutions, personal behavior, values, and personality will all display patterns that can be viewed as functions of this cognitive orientation » (Foster 1965: 301). En effet, comme je l'ai exprimé ci-dessus, les acquisitions des unes sont ressenties comme une perte pour les autres. Les biens offerts dans le trocs sont en quantité limitée, et pour certains – la *mercadería* tout particulièrement –, l'offre ne couvre pas la demande. Le caractère limité des marchandises n'est pas une « vue de l'esprit » des participantes mais bien une réalité, découlant notamment des difficultés de ravitaillement que connaissent les trocs. La personne qui acquiert plus que sa consommation personnelle ne le requiert accapare la marchandise aux dépens des autres *prosumidoras* qui se voient exclues de la possibilité de s'en procurer. Il n'y a plus de bobines de fil disponibles pour les autres, et rien ne dit qu'il y en aura de nouveau la semaine suivante – au contraire, tout porte à croire qu'il s'agissait là d'une offre exceptionnelle qui n'est pas près de se reproduire.

L'idée d'une distribution solidaire est également mise en évidence par les propos de Cacho, actuellement *administrador* au *nodo del Comedero*, mais qui a fait ses débuts dans le troc en tant que *prosumidor*:

Cacho raconte qu'il s'est rendu un jour dans un *nodo* de la province, dans une ville située à une centaine de kilomètres au Sud de Buenos Aires. Il y avait apporté une grande partie du stock de *bombachas* (pantalons des gauchos) qui lui étaient restés sur les bras après la faillite de son négoce. Au troc, un homme lui propose de lui acheter tout le stock. Cacho commence par refuser. « Par solidarité, explique-t-il, je ne devais pas tout vendre à une seule et même personne. Il faudrait laisser aux autres la possibilité d'en acheter aussi ». L'homme dit à Cacho qu'il est le *coordinador* du *nodo* et qu'il va s'occuper de répartir la marchandise plus loin. Cacho hésite puis se décide finalement à accepter l'offre, « d'autant plus, dit-il, que ça ne me disait rien de ramener de la marchandise à la maison ».

Cacho est parfaitement conscient de l'existence de cette norme qu'il mentionne clairement. En outre, il apparaît qu'il est important pour lui de la respecter puisqu'il refuse dans un premier temps de céder à la proposition de l'acheteur bien que d'un point de vue strictement pratique et utilitaire, elle ne soit visiblement pas dénuée d'intérêt. Ce qui semble décider Cacho à finalement accepter l'offre, c'est le fait que l'homme lui assure qu'il se chargera lui-même de répartir la marchandise. Cacho peut ainsi lui céder l'entier de son stock de pantalons et considérer néanmoins qu'il respecte la norme, de manière indirecte, puisque l'autre s'engage à répartir la marchandise ultérieurement. Les valeurs de partage et de solidarité sont respectées.

Cet exemple montre que la norme doit être respectée par les deux parties. Néanmoins, lorsqu'elle est transgressée, c'est l'acheteur/se que l'on considère comme un « malhonnête » et un « profiteur/se ». Le vendeur/se, même s'il porte aussi sa part de responsabilité, passe quant à lui plutôt pour un naïf dont on a pu profiter, comme cela ressort de l'exemple des bobines de fil décrit ci-dessus.

Cette norme est donc explicite, régulièrement énoncée oralement par les *prosumidoras*, le plus souvent dans sa version positive – l'obligation de partager – j'y reviendrai ci-dessous. J'en ai trouvé tout récemment une trace écrite dans un dépliant rédigé par la *RGT* datant vraisemblablement de 2000. C'est la seule mention écrite sur laquelle j'ai pu mettre la main, tout à fait par hasard. Aucune des personnes ayant fait allusion à cette norme n'a jamais fait référence à une version écrite. Il est tout à fait possible, bien que je ne puisse le vérifier, que cette norme était enseignée en son temps lors des cours de formation destinés aux futures *prosumidoras*. Sous la rubrique « Règles minimales de cohabitation et d'ordre », le texte du dépliant dit: « Toute personne a le droit d'obtenir la production offerte par autrui, mais pas celui de spéculer ni d'emporter plus de produits que ceux qui permettent la subsistance personnelle ; ne pas accaparer ni réserver à l'avance font partie des normes de conduite qui nous réunissent ; ne pas permettre de telles attitudes participe de ce qui a constitué notre

différence pendant cinq ans de parcours et vise un nouveau concept de transparence dans les relations humaines » (pour le texte original espagnol, voir annexe).
L'importance d'une répartition des marchandises entre les différentes *prosumidoras* est également soulignée par Enriquez. Il possède une fabrique d'oreillers et fournit des grossistes à travers tous le pays. Quand la crise a éclaté en Argentine, il a perdu de nombreux clients – ou ceux-ci ne disposaient plus de liquidités pour lui payer la marchandise – et s'est tourné vers les trocs pour écouler ses oreillers. Sa situation s'est rétablie depuis lors et il souligne que s'il continue de faire du troc aujourd'hui, c'est par solidarité, regrettant toutefois que cette valeur ne soit pas partagée par tous:

Enriquez est catégorique: « Au troc, on trouve beaucoup de profiteurs ». Un jour, un homme voulait lui acheter huit oreillers prétextant que c'était pour ses cousins et ses neveux. Enriquez dit avoir éprouvé quelques doutes mais il a bien voulu le croire et lui a vendu les oreillers. La semaine suivante, l'homme est revenu et lui en a demandé huit de plus. « Cette fois, j'ai refusé, dit Enriquez, et je lui ai expliqué que je ne vendais pas mes oreillers à quelqu'un qui les revendait plus loin ». « Si cet homme voulait faire de l'argent, il n'avait qu'à travailler, renchérit-il, mais il n'avait pas à faire du profit sur mon dos en revendant plus cher des oreillers acquis au troc ». Et puis, Enriquez ajoute qu'il ne voulait pas vendre tous les oreillers à une même personne. « Les oreillers que j'amène sont à partager entre les personnes qui viennent au troc », explique-t-il.

Ces propos permettent de dégager une norme supplémentaire selon laquelle « on ne doit pas revendre des marchandises acquises au troc », corollaire de la norme qui veut que les marchandises acquises n'excèdent pas la quantité requise par la consommation personnelle. L'acheteur/se ne devrait ainsi en aucun cas disposer d'un surplus à revendre. Acheter un stock entier, comme le montrent les exemples de l'« homme aux bobines de fil » et de l'« homme aux oreillers », laisse donc immédiatement soupçonner que l'acheteur/se cherchera à revendre la marchandise plus loin.
La revente est considérée par de nombreuses *prosumidoras* comme une pratique malhonnête et frauduleuse non seulement parce qu'elle découle du non-respect de la première norme – « ne pas acheter plus que sa consommation personnelle ne le requiert » – mais aussi parce qu'elle implique l'idée d'un bénéfice. En effet, pourquoi revendre des marchandises plus loin si ce n'est pour en tirer un certain profit ? Or si ce profit est considéré comme inacceptable, c'est parce qu'on estime qu'il se fait au détriment de la personne qui a initialement vendu les marchandises au troc. De l'idée d'un profit gagné « sur le dos » des autres à celle de « profiter des autres », il n'y a qu'un pas qui semble franchi d'autant plus facilement que l'on se plaît à souligner la dimension productrice de la *prosumidora*.

Le profit est une notion ambivalente dans l'idéologie du système économique dominant et il convient ici de s'intéresser à ce qu'il représente de manière plus globale. Comme l'ont montré Parry et Bloch, le discours occidental relatif à l'argent et aux échanges est de nature duale et résulte d'un double héritage. Il relève d'une part d'une tradition de pensée condamnant l'argent et le commerce qui remonte à Aristote. Celui-ci considère que le commerce est « naturel » lorsqu'il est orienté vers l'auto-suffisance et procède d'une « production pour l'usage » (*production for use*). Ainsi entendu, le commerce « is not contrary to nature and is not a form of money-making » (Parry and Bloch 2000 : 2). Il n'est donc pas condamné. En revanche, Aristote considère que quand il est orienté vers le profit, le commerce est contre-nature dans la mesure où il est destructeur des liens entre les maisonnées (*households*). L'argent comme moyen de s'enrichir est ainsi également contre-nature. La pensée aristotélicienne sera reprise au XIIIe siècle par Thomas D'Aquin et les théoriciens de la scolastique faisant écho aux préoccupations de l'Eglise concernant l'acquisition de biens matériels.

La pensée occidentale est par ailleurs l'héritière d'une tradition intellectuelle opposée développée notamment par Adam Smith et selon laquelle « the happiness and prosperity of society [is] founded on the individual pursuit of monetary self-gain » (ibid. : 3). Albert O. Hirschman (1977, repris par Parry et Bloch) a montré que « this theory goes back much further […] and originally took the form of condoning making-money as a comparatively harmless and gentle vice that could be positively harnessed to the commonweal » (ibid.: 3).

Entre ces deux systèmes de pensée opposés, il existe bien sûr des positions intermédiaires variées, parmi lesquelles Parry et Bloch mentionnent celles de Georg Simmel et Karl Marx, deux auteurs qui se rencontrent au moins sur un point: « Money is associated with, and promotes, the growth of individualism and the destruction of solidary communities » (ibid. : 4).

Ces deux représentations apparemment contradictoires de l'argent et du commerce – comme destructeur des liens sociaux ou source de prospérité de la société – relèveraient selon Parry et Bloch de l'existence de deux cycles: l'un à court terme, concernant les activités acquisitives individuelles, où l'acquisition individuelle est légitime et même louable, l'autre concernant la reproduction à long terme et auquel le cycle à court terme est idéologiquement subordonné. La dualité du discours occidental reflèterait ainsi « the radical divorce between the two cycles, each discourse deriving from the perspective of one side of the dichotomy alone » (ibid. : 30).

Je reviens maintenant à la question du profit dans les trocs. Le profit que fait le revendeur/se à partir de marchandises qu'il s'est procuré au troc est inacceptable parce qu'on le considère

comme gagné aux dépens de la *prosumidora* qui les lui a vendues initialement. L'analogie avec la pensée médiévale est saisissante: « [O]ne of the major problems was that the merchant apparently created nothing, while the usurer earned money even as he slept, 'The labourer is worthy of his hire', but it was not at all clear that the merchant and the money-lender laboured » (ibid. : 3). La source de la valeur consiste en la dimension matérielle de la production, du travail. « Si cet homme voulait faire de l'argent, il n'avait qu'à travailler » dit Enriquez, ce qui dénote bien que la pratique de la revente n'est pas considérée comme un travail, mais plutôt comme une manière abusive de faire du profit. On m'objectera ici que les *prosumidoras* ne produisent pas toujours elles-mêmes les marchandises qu'elles apportent au troc et d'autre part, quand tel est bien le cas, qu'elles prennent peu en considération la valeur de leur travail dans l'établissement du prix final des marchandises, ce que j'ai montré plus haut. Il n'en demeure pas moins que les *prosumidoras* sont considérées comme les « propriétaires » de ce qu'elles offrent au troc. Elles se sont « débrouillées » pendant la semaine pour trouver des marchandises à échanger au troc, et même après leur vente contre des *créditos*, elles gardent un lien de propriété à l'égard de ces marchandises. La personne qui s'en fait l'acquéreuse ne peut donc légitimement s'en servir pour en tirer un bénéfice considéré comme frauduleux car la personne qui le mérite est en fait la vendeuse initiale.

Lorsqu'il s'est intéressé à la question de l'universalité de la prohibition de l'inceste, Claude Lévi-Strauss a montré que le versant négatif de la règle – la prohibition – faisait écho à son versant positif – l'obligation d'échanger – (Lévi-Strauss 1949). On peut appliquer cette même démarche à d'autres normes, comme par exemple celles qui nous intéressent ici de « ne pas acquérir au troc une quantité de marchandises supérieure à ce que permet la consommation personnelle » et son corollaire de « ne pas revendre des marchandises acquises au troc ». Il s'agit là d'expressions négatives de la règle qui prévoit l'obligation de partager. Le principe du partage est sans doute fondamental dans toutes les sociétés et à travers tous les âges, mais il peut s'effectuer selon des critères différents. Dans les sociétés occidentales, la répartition et le partage se fondent en particulier sur le principe d'égalité. Il n'est pas possible de faire ici – ou de tenter de faire – l'histoire de cette notion. Notons simplement que bien que son application pratique soit sans aucun doute très imparfaite et qu'on puisse certainement débattre longtemps pour savoir si cette notion est purement formelle ou si elle est réelle, il n'en demeure pas moins qu'en tant que principe, elle fait l'objet d'un large consensus parmi les membres de ces sociétés. L'égalité des droits et l'égalité civile sont des principes à la base du fonctionnement des démocraties politiques et trouve leur fondement dans la Révolution française, après que les idées du christianisme eurent transformé la figure de l'égalité

appartenant à la Grèce antique en une figure voulant que « tout homme soit l'égal de l'autre, quelles que soient sa religion, sa secte, son appartenance de classe » (Sfez 1989 : 52).

Dans les trocs, les *prosumidoras* devraient idéalement disposer d'un accès égal aux marchandises. Considérées comme exclues du marché formel, ces femmes se tournent vers le troc qui se veut plus inclusif et plus solidaire: « Aujourd'hui nous pouvons considérer le phénomène de croissance du Réseau de Troc comme une opportunité construite collectivement par les exclus du marché formel décidant de ré-inventer, par petits groupes, le phénomène du marché, en faisant appel à la confiance et à la solidarité au lieu des valeurs opposées de la compétitivité exclusive promue par le développement technologique »[97] (Primavera 2000 : 2). Or comme je l'ai montré précédemment, les *prosumidoras* ne sont pas toutes « inclues » de manière identique dans le troc: d'une part leurs pouvoirs d'achat sont très inégaux – en fonction du succès (ou de l'insuccès) de leurs ventes – et d'autre part il se crée des rapports de pouvoir en fonction des produits offerts. Mais ces inégalités ne sont pas ressenties comme la conséquence d'un comportement individualiste. En revanche, la personne qui accapare les marchandises en acquérant plus qu'elle ne peut consommer agit délibérément selon la logique de l'intérêt individuel. Son attitude, visant à satisfaire ses intérêts personnels plutôt que ceux de la communauté formée par les *prosumidoras*, va ainsi à l'encontre du principe d'une distribution égalitaire des marchandises et transgresse l'obligation de solidarité.

Daniela, je l'ai raconté plus haut, revend dans des *ferias* des marchandises qu'elle s'est procuré au troc. Le jour où je l'accompagne à la *feria* de son quartier, elle y vend notamment des bagues. Elle me dit qu'elle les a toutes achetées à une femme du troc, « mais pas toutes en même temps, précise-t-elle, pour ne pas lui mettre la puce à l'oreille ». Elle a agit de manière à dissimuler qu'elle avait l'intention de les revendre. Daniela a donc parfaitement conscience qu'elle transgresse une norme. Même si elle revendique le fait que le troc lui est utile avant tout dans la mesure où elle peut revendre ensuite des marchandises dans les *ferias*, elle se soucie également de procéder de manière discrète.

Clara participe également conjointement au troc et à la *feria* de son quartier. A la différence de Daniela, elle ne vend pas à la *feria* des marchandises venant du troc. « Je ne suis pas comme ça », dit-elle, témoignant de sa réprobation à l'égard des personnes qui mêlent les deux activités. Cependant les femmes qui revendent des marchandises acquises au troc ne

[97] « Podemos hoy interpretar el fenómeno del crecimiento de la Red del Trueque como une oportunidad construida colectivamente por los excluidos del mercado formal, que deciden re-inventar, en pequeños grupos, el fenómeno del mercado, apelando a la confianza y la solidaridad, en vez de los valores opuestos de la competitividad excluyente promovida por el desarrollo tecnológico ».

sont pas nécessairement considérées comme des profiteuses, pour autant qu'elles n'achètent pas les marchandises par stocks entiers ou à un prix jugé trop bas.

Il s'agit donc de trouver un juste équilibre entre ses intérêts personnels et le devoir de solidarité et de partage, et pour ce faire il est surtout important de payer le « juste prix ». Comme on le voit dans l'exemple des bobines de fil mentionné ci-dessus, le reproche de Dolores se fonde en bonne partie sur le fait que l'homme a payé les bobines trop bon marché. « S'il avait été honnête, il lui aurait dit que 5000 *créditos* c'était trop peu », insiste Dolores. Non seulement l'homme fait main basse sur le stock entier, mais il le paye en dessous de ce que Dolores estime être sa valeur, laissant augurer d'un profit d'autant plus conséquent. Il a manifestement fait une très bonne affaire, trop bonne pour être honnête: il acquiert une quantité trop importante de marchandises, ce qui constitue un premier « déséquilibre » au détriment des autres *prosumidoras*, et à un prix trop modique, ce qui accentue encore ce « déséquilibre », cette fois au détriment de la *prosumidora* qui les lui vend. Il sort gagnant – profiteur – sur tous les tableaux.

Il s'agit de ce même équilibre à trouver – entre un profit considéré comme excessif et un profit considéré comme approprié – lors de la revente de produits distribués gratuitement dans le cadre du programme alimentaire « *Plan más vida* ». Ces produits sont « donnés » par le gouvernement à des particuliers et il est mentionné sur les emballages qu'ils sont interdits à la vente. Ils sont cependant fréquemment vendus dans les trocs. Plusieurs femmes m'ont dit désapprouver cette pratique qu'elles considèrent comme malhonnête. Selon elles, ces produits étant remis gratuitement, « donnés », il n'est pas acceptable que les personnes qui les reçoivent les revendent au troc. Il me semble qu'elles désapprouvent surtout le fait que ces personnes fassent du profit grâce à un don. Cela équivaut pour elles à faire du profit sans avoir travaillé. La logique sous-jacente est la même que celle qui concerne la revente de marchandises acquises au troc: le profit n'appartient pas à celle qui le fait[98], c'est un profit usurpé, aux dépens d'autrui. Dans cette perspective, le profit est perçu comme excessif, frauduleux, inacceptable, satisfaisant des intérêts individuels allant à l'encontre de l'obligation de solidarité et des intérêts de la collectivité. Mais ce profit peut également être envisagé selon une perspective toute différente, à l'instar de Mercedes qui explique qu'alors qu'elle cherchait à interdire la vente des produits du '*Plan*' une femme lui a dit: « *J'ai un tas de kilos de farine [du 'Plan'], un tas de kilos de lait [en poudre], mais par contre, je n'ai pas*

[98] L'inacceptabilité du profit est encore accrue par le fait que certaines *prosumidoras* soupçonnent les personnes qui revendent les produits du '*Plan*' au troc de ne pas les avoir mérités: si elles les revendent, c'est qu'elles n'en ont pas besoin. Et si elles n'en ont pas besoin, elles ne devraient faire partie des destinataires du programme.

de souliers, ni de t-shirts, ni rien à mettre à mes enfants, alors je les échange »[99]. Et Mercedes de conclure: « *Alors il m'a semblé que la réponse que me donnait cette femme était cohérente. La farine qu'elle a en trop est utile à quelqu'un d'autre, et à elle, il lui est utile d'avoir des souliers pour ses enfants* »[100]. Dans ce raisonnement, il n'est plus question d'un profit répondant à la seule logique égoïste de l'intérêt individuel, mais bien d'un profit qui « profite » à la collectivité du troc dans son ensemble – ce qui est inutile à l'une profite à l'autre et inversement – et qui répond ainsi au devoir de solidarité et de partage mis en avant dans les trocs.

Par ailleurs, j'ai montré plus haut qu'une certaine marge de profit était également acceptable lors de la vente de la *mercadería* pour laquelle la vendeuse a dû consentir un investissement en argent sur le marché formel. C'est cet investissement sur le marché formel qui justifie aux yeux de Mercedes le profit réalisé par la *prosumidora*: « *Tu sais quel est le problème avec la* mercadería*, les gens investissent de l'argent. L'autre qui amène des vêtements de seconde main n'investit pas. Tu comprends ? Je leur permets de vendre [la* mercadería*] plus cher mais je te le dis, en réalité, il faudrait interdire les gens qui investissent. Parce qu'ils sortent de l'argent de leurs poches* »[101]. S'il faudrait interdire les gens qui investissent, ce n'est pas en raison du fait qu'ils réalisent un profit en vendant de la *mercadería* dans le troc, mais parce qu'ils dépensent de l'argent pour se les procurer.

Le profit est ainsi une notion variable qui, pour être acceptable, implique un équilibre entre l'intérêt particulier de l'individu et celui de la collectivité dont il fait partie. Il en va de même pour la notion du « juste prix » que j'ai mentionnée plus haut et sur laquelle il convient de s'arrêter maintenant.

Le « juste prix »

« Payer le 'juste prix' », considéré dans son rapport avec l'acheteuse, signifie « ne pas payer trop bon marché ». Considéré dans son rapport avec la vendeuse, cela signifie: « ne pas demander un prix trop élevé ». Analysons d'abord la transgression de la norme dans le cas d'un échange où le prix demandé est considéré comme inférieur au « juste prix »:

---

[99] « *Yo tengo un montón de kilos de harina, un montón de kilos de leche, por ahí no tengo zapatillas, ni remeras, ni nada para ponerlo a los chicos, entonces los voy cambiando* ».

[100] « *Entonces me pareció coherente la repuesta que me daba la señora. A otro le sirve la harina que a ella le sobra y a ella le sirve las zapatillas para el hijo* ».

[101] « *Sabés cual es el tema con respecto a la mercadería, la gente invierte plata. La otra que trae ropa usada no invierte. ¿ Me entendés ? Yo igual, lo permito que se venda más caro, pero te digo, en realidad hay que tener prohibida a la gente que invierte. Por que está sacando dinero de su bolsillo* ».

Un jour, j'apporte au troc une série d'ustensiles de cuisine. Je les vends très rapidement: d'abord une casserole à une femme que je ne connais pas et qui passe devant ma table au moment où j'installe mes marchandises. Puis, une plaque à gâteaux et une spatule à María qui a assisté à la vente précédente et me fait remarquer que j'ai vendu la casserole beaucoup trop bon marché. Yoli s'approche ensuite de ma table. Avant même qu'elle n'ait eu le temps de me saluer, Monica, ma voisine de table, lui dit que je viens d'offrir une magnifique casserole à une femme à un prix parfaitement ridicule. Je tente de me justifier: il ne s'agissait pas d'une casserole neuve, elle était en bon état mais je m'en étais servie plusieurs fois. Je précise encore que je l'avais moi-même payée un prix dérisoire dans le commerce formel. Mes explications sont vaines et ne semblent pas convaincre mes interlocutrices qui trouvent plutôt que je me suis fait naïvement avoir. Une semaine plus tard, alors que, repartant du troc, je marche jusqu'à l'arrêt du bus en compagnie de quelques *prosumidoras*, l'une d'elle me dit: « La femme qui t'a acheté la casserole samedi passé, c'est une malhonnête. Tu lui as vendu trop bon marché. Tu sais, elle va la revendre en *pesos* dans une *feria* ».

L'échange est visiblement considéré comme inadéquat par les femmes qui l'ont observé. L'acheteuse a emporté la casserole à un prix qu'elles considèrent comme « ridicule ». Elle est accusée de malhonnêteté dans le sens où le profit qu'elle retire de l'échange est considéré comme excessif. La vendeuse est pour sa part considérée comme celle qui s'est fait naïvement « avoir ». De même que dans l'exemple des bobines de fil décrit ci-dessus, où Dolores estime que l'acheteur, « s'il avait été honnête », aurait dit à la vendeuse de bobines que « 5000 *créditos* c'était trop peu », il semble que les femmes auraient attendu de l'acheteuse de casserole qu'elle me dise que mon prix était trop bas, plutôt que de profiter de mon ignorance manifeste[102].

Comme l'a montré Parry (2000), le juste prix dans la pensée médiévale exclut le profit. Cette idée remonte à Aristote, selon qui, je l'ai évoqué ci-dessus, le commerce pour le gain est contre-nature. Dans une économie « naturelle », l'argent ne génère aucun profit. « Prices should therefore be set so as to exclude profit; the ruling principle of exchange should be one of equality and mutual benefit » (Parry 2000 : 84). La logique concourant à l'établissement du « juste prix » dans les trocs relève des mêmes principes d'égalité et de bénéfice mutuel. Les échanges doivent être réalisés sur la base d'une réciprocité équilibrée. Tous comme le profit du marchand médiéval offre l'exemple d'une réciprocité « négative » (‘*negative*’ *reciprocity*) (Parry 2000 : 88), le profit que réalise l'acheteuse de ma casserole se fait à mon détriment et procède également d'une réciprocité « négative ». Il est d'ailleurs intéressant de

[102] Il est en effet arrivé une fois au cours de mon terrain qu'une femme me donne plus de *créditos* que ce que j'avais demandé. Luciana m'a donné spontanément 1000 *créditos* pour un foulard alors que je n'en demandais que 800. Elle trouvait visiblement que ce n'était pas assez et aurait sans doute eu l'impression d'abuser de moi en ne le payant que 800. Elle était alors ma voisine de table et la relation de proximité géographique qui nous unissait ce jour-là a peut-être contribué à son geste.

relever à cet égard qu'on attribue immédiatement à cette femme l'intention de revendre la casserole en *pesos*, l'assimilant ainsi à la figure du marchand médiéval qui n'a rien créé, dont l'activité n'est pas considérée comme un travail et dont le profit est par conséquent frauduleux (Parry 2000 : 82). Cette réciprocité « négative » (*'negative' reciprocity*) s'oppose à une réciprocité « équilibrée » (*'balanced' reciprocity*) (Parry 2000 : 88) reposant sur la notion d'un « juste prix ».

Analysons maintenant la situation lorsque le prix demandé est considéré comme supérieur au « juste prix »:

Deux vendeurs/ses de fruits et légumes (*verduleros*), une mère et son fils, offrent leurs produits au *Comedero.* Ils ne sont pas les seuls à vendre ce type de marchandises au troc, mais ce sont eux qui en offrent le plus grand choix et la plus grande quantité. Cependant ils les vendent cher, et à la fin de l'année 2005 leurs prix augmentent systématiquement au fil des semaines. Plusieurs femmes estiment que la vendeuse de légumes et son fils sont responsables de la hausse générale des prix que le *nodo* connaît à cette période. Ils font ainsi l'objet de nombreux mécontentements parmi les *prosumidoras*. Pour Paula, « ce sont des *choros* (voleurs) », elle a donc décidé de ne plus rien leur acheter: « Leur marchandise est trop chère, ils peuvent la remporter avec eux », dit-elle d'un air fâché. Carla se plaint aussi du prix des fruits et légumes et considère que les deux *verduleros* sont des profiteurs. La semaine précédente, elle a demandé à un commerçant de son quartier de peser les légumes qu'elle s'était procurés au troc – au troc, les vendeurs/ses de légumes n'ont pas de balance et vendent le kilo sur estimation du nombre de pièces –, et celui-ci lui a affirmé qu'il y en avait pour 4 ou 5 $ au maximum. Or Carla avait payé l'équivalent du double en *créditos*.

Le mécontentement des *prosumidoras* à l'égard des vendeurs/ses de légumes est largement partagé et a débouché à l'occasion sur une marque de solidarité faite à leur insu:

Un jour, je m'approche de leur table et m'enquiert du prix d'un demi-kilo de mandarines. « 1500 *créditos* », me répond la mère. Comme son fils et elle ont à servir plusieurs *prosumidoras*, une femme dit à la vendeuse qu'elle s'occupe de moi. Elle remplit un sachet de mandarines, bien plus qu'un demi-kilo, et encaisse 1500 *créditos* en me faisant discrètement signe de m'en aller sans poser de questions.

Dans le cas d'un prix excessif, c'est la vendeuse qui est considérée comme une voleuse et une profiteuse, au détriment de l'acheteuse qui se voit obligée de payer un prix excessif pour avoir accès aux marchandises – l'échange relève alors d'une réciprocité « négative » - ou doit renoncer à se les procurer – et dans ce cas, l'échange n'est pas conclu et relève d'une absence de réciprocité, d'une absence de liens. Comme le relève Parry dans son analyse de la pensée médiévale, « a transaction which would serve other ends [than the reproduction of the self-provisioning community] has become a mere matter of egotistical calculation and short-term

individual advantage » (Parry 2000: 88). C'est en ce sens également que Marx condamne l'argent, agent de l'individualisation et de la dissolution des liens communautaires (Parry 2000 : 85).

La réciprocité « négative » qui caractérise les échanges réalisés par les deux vendeurs/ses de légumes est sanctionnée par les *prosumidoras* au niveau du discours – Paula estime que ce sont des voleurs, Carla que ce sont des profiteurs – mais elle est aussi à l'origine d'une tentative de « rééquilibrage » actif de la part d'une femme qui me remet une quantité de mandarines supérieure pour le même prix. Elle réalise ainsi à l'insu des vendeurs/ses une transaction correspondant à un échange « équilibré », profitant de manière égale aux deux parties.

Comme l'a souligné très justement Geertz, le « juste prix » est impossible à établir de manière précise: « [S]i en Occident, personne ne peut définir exactement ce qu'est le 'juste prix' et précisément en quoi ce prix est juste, alors que divisé ou multiplié par deux il ne l'est plus, le sens de son contraire n'en est pas moins tranchant » (2003 : 170). Le « juste prix » est en quelque sorte une notion à « géométrie variable ». Bien sûr, il varie en fonction de l'appréciation subjective de chacune, mais je veux parler ici d'un autre type de variabilité, concernant en particulier la frontière entre un prix « trop bas » et un prix « juste », et qui dépend de la nature des relations interpersonnelles des *prosumidoras*. Le prix dépend donc de la relation. Lorsque les *prosumidoras* entretiennent des liens d'amitié ou de proche voisinage, elles ont pour habitude de pratiquer entre elles des « prix d'amies ». Un « prix d'amie » en appel un autre en retour et l'ensemble relève de l'échange de bons procédés. L'échelle des prix n'est donc plus la même. Il n'est dès lors plus question de malhonnêteté de la part de l'acheteuse en cas d'acquisition à un prix modeste.

Les relations entre les *prosumidoras* et les organisateurs/trices

La défiance à l'égard des autres *prosumidoras* est donc un thème de discussion récurrent au troc et, outre les accusations et les suspicions que je viens d'analyser de manière plus approfondie, les *prosumidoras* se plaignent souvent d'avoir été trompées, soit qu'elles ont fait crédit et qu'on ne les a pas remboursées, soit qu'on leur a vendu des articles défectueux, soit qu'on leur a remis des *truchos* (contrefaçons), etc. Il incombe en principe[103] à la *coordinadora* d'intervenir comme médiatrice en cas de conflits entre les *prosumidoras*.

[103] Au *Comedero*, on l'a vu, la *coordinadora* ne s'implique apparemment pas dans les conflits entre les *prosumidoras* qui, lorsqu'elles ont une plainte à faire valoir, préfèrent s'adresser à l'un des *administradores*.

De la même manière que pour les relations des *prosumidoras* entre elles, les relations entre les *prosumidoras* et les organisateurs/trices – qu'il s'agisse de la *coordinadora* ou d'une personne ayant un autre titre – ne sont pas toujours de nature respectueuse ou amicale et sont parfois teintées de méfiance voire d'un certain mépris.

Les accusations ou éventuelles suspicions que les *prosumidoras* expriment à l'encontre des organisateurs/trices relèvent des mêmes principes et des mêmes valeurs que ceux que j'ai mentionnés ci-dessus.

Au *Comedero*, certaines *prosumidoras* ont une opinion très négative des organisateurs/trices. Leur insatisfaction à leur égard semble d'autant plus marquée qu'elles considèrent que le prix d'entrée au troc est exagérément élevé[104]. Les organisateurs/trices passent ainsi pour des profiteurs/ses empochant de l'argent sur leur dos.

De fait, l'argent des entrées revient aux *administradores* qui se le partagent après déduction de diverses dépenses et de la somme qu'ils doivent au *PAR* pour les publications. Mais Anastasio me laisse entendre que la somme restante n'est guère élevée. «*Tu vois, après avoir payé tous les frais, s'il reste quelque chose, je reçois un pourcentage en* pesos*. […] Toutes les personnes qui travaillent ici reçoivent un salaire en* créditos*. […] Et ici il y a des frais que j'oublie, mais il y a énormément de frais. La question des chiffons, la question des balais, la question des produits d'entretiens…* »[105]. Comme l'a observé Patico dans son étude sur la pratique du don dans la Russie post-soviétique, « the concrete benefits […] [speakers] can reasonably expect to reap by maintaining strategic exchange relationships are played down in favor of emphasis on the speaker's 'desinterested' willingness to help others. In this sense, it can be said that the motivations that underlie these activities are 'misrecognized' » (Patico 2002 : 347). Anastasio exprime la même '*misrecognition*'. Il ne s'agit pas d'entendre par là qu'Anastasio fait preuve d'une quelconque mauvaise foi. Le concept de méconnaissance vient de la théorie de l'action proposée par Pierre Bourdieu selon laquelle les actions humaines « ont pour principe tout à fait autre chose que l'intention, c'est à dire des dispositions acquises qui font que l'action peut et doit être interprétée comme orientée vers telle ou telle fin » (Bourdieu 1994 : 181-182). Anastasio s'exprime par euphémisme, « après avoir payé tous les frais, s'il reste quelque chose », ce qui est, comme l'a montré Bourdieu, la seule manière de « nommer l'innommable, c'est à dire, dans une économie des biens symboliques,

[104] Je rappelle que l'entrée au *Comedero* coûte 3 *pesos* et 50 *créditos*. C'est de loin le plus cher parmi les *nodos* où j'ai eu l'occasion de me rendre.

[105] « *Mira, después de pagar todos los gastos, si es que queda, tengo un porcentage en pesos. […] Toda la gente que trabaja acá recibe un sueldo en créditos. […] Y acá hay par de gastos que yo me olvido, pero hay muchísimos gastos. El tema de los trapos, el tema de las escobas, el tema de los higiénicos…* ».

l'économique, au sens ordinaire du terme, le donnant-donnant » (ibid. : 182). J'ai déjà évoqué ci-dessus qu'Anastasio revendique le fait que le troc n'est pas pour lui un travail mais bien un « hobby » qu'il pratique en reconnaissance du fait que le troc l'a « sauvé » au plus fort de la crise. Considérant de la sorte le troc comme un acte symbolique, Anastasio ne peut que méconnaître sa dimension économique.

Mais quelle que soit la somme effective que reçoivent les organisateurs/trices du *Comedero* – et dont je n'ai aucune idée –, certaines participantes considèrent visiblement que le prix des entrées octroie aux organisateurs/trices un bénéfice non mérité. Comme je l'ai évoqué ci-dessus, le prix d'entrée est considéré comme excessif par les *prosumidoras*. Il ne représente pas pour elles un « juste prix » et procède ainsi d'une réciprocité « négative » qui profite à l'une des parties – les organisateurs/trices – aux dépens de l'autre – les *prosumidoras*. Le profit des organisateurs/trices leur apparaît comme d'autant plus immérité que de nombreuses femmes considèrent qu'ils ne fournissent pas le travail qu'elles attendent d'eux.

Carla estime qu'au *Comedero*, il y a beaucoup de voleuses parmi les participantes. « Mais la *coordinadora* ne dit rien, parce que s'ils commencent à faire de la sélection, cela leur fait des personnes en moins au *nodo*, et ce qui les intéresse, c'est les 3 $ d'entrée », explique-t-elle. Les organisateurs/trices recherchent donc d'après elle à faire le plus d'entrées possible et à ce titre, Carla souligne que Marcelo – qui est selon elle un voleur notoire qui vend au troc des produits périmés venant de son épicerie – est un *prosumidor* d'importance pour les organisateurs/trices dans la mesure où il paie trois entrées le matin et trois l'après-midi, puisqu'il vient toujours accompagné de deux femmes chargées de l'aider.

Les organisateurs/trices apparaissent ainsi comme mus par leur intérêt personnel au détriment des intérêts de la collectivité.

Dolores, bien que plus modérée que Carla dans ses propos, estime également que les organisateurs/trices ne font pas leur travail. Ils devraient selon elle tout mettre en œuvre pour empêcher la hausse des prix. « Mais ils s'en fichent, dit-elle, tout ce qui les intéresse, ce sont les 3 $ d'entrée », s'exprimant exactement dans les mêmes termes que Carla. L'inflation des prix qu'a connue le *Comedero* n'est pas étrangère à la perception négative que de nombreuses *prosumidoras* ont des organsateurs/trices. Il vaut donc la peine de s'y arrêter un instant:

Au cours des derniers mois de l'année 2005, les prix de certains types de marchandises augmentent vertigineusement au fil des semaines, en particulier ceux de la *mercadería* et de la nourriture, entraînant dans leur hausse les prix de certains articles neufs mais laissant loin derrière les articles d'occasion, tout particulièrement les vêtements de seconde main, et creusant ainsi des différences de prix énormes entre les

différents types de marchandises[106]. A la mi-novembre, il semble que les prix aient atteint le maximum de ce que les *prosumidoras* peuvent tolérer. On entend de toutes parts des femmes dire leur intention de se rendre dans d'autres *nodos* et prendre des renseignements les unes auprès des autres. Ce jour-là, en fin d'après-midi, Cacho, l'un des deux *administradores*, prend le micro, après des semaines d'inaction et d'observation silencieuse de l'inflation. « Vous trouvez que ça va ? », demande-t-il, « Vous ne trouvez pas que c'est de la folie ? ». Plusieurs participantes font remarquer qu'il aurait dû prendre le micro plus tôt et non pas quand la majorité des *prosumidoras* sont déjà parties. A la sortie du troc, un petit groupe de femmes se forme autour des deux *administradores*. Ceux-ci expliquent aux femmes mécontentes qu'ils ne peuvent rien faire contre la hausse des prix. « C'est de votre faute, c'est de la faute des *prosumidoras* qui augmentent sans cesse leurs prix ». Ils expliquent qu'ils sont pour la liberté des prix et qu'ils ne veulent pas fixer des prix imposés. Cacho propose à Dolores de prendre le micro la semaine suivante. Il souhaite que les *prosumidoras* s'impliquent dans la régulation des prix et il voudrait que Dolores réunisse une dizaine de personnes et agisse de l'intérieur du troc. Dolores refuse. Elle me dira plus tard qu'elle estime que ce n'est pas à elle de faire ce travail qui incombe plutôt aux organisateurs/trices qui sont payés pour veiller au bon fonctionnement du troc[107].

Les *administradores* estiment que le contrôle des prix pratiqués dans le troc n'est pas de leur ressort et relève de la responsabilité individuelle des *prosumidoras*. Cacho déplore la hausse des prix, mais il considère que la solution doit venir « de l'intérieur » et propose à Dolores d'en prendre l'initiative. Cacho illustre le fait que sa position« extérieure » est inadéquate pour résoudre des problèmes « internes » par l'anecdote suivante:

Un jour, il y a de cela plusieurs années, il a mis un *prosumidor* à la porte du troc. L'homme vendait des cahiers à spirales. Il les vendait très cher, beaucoup trop cher selon Cacho qui est intervenu en lui demandant de baisser ses prix. « L'homme m'a répondu qu'il vendait bien à ce prix-là et qu'il ne voulait pas baisser », raconte Cacho qui lui a alors demandé de s'en aller. L'homme est parti, et les gens du troc sont allés faire la queue devant sa camionnette pour lui acheter des cahiers en *créditos*. Un des acheteurs a expliqué à Cacho que c'était la rentrée des classes et qu'il n'avait pas de quoi acheter des cahiers à ses enfants en *pesos*, alors il se les procurait en *créditos*, quel qu'en soit le prix.

Cacho s'est senti très mal à l'aise dans cette histoire et on le comprend. Mais si l'on se place dans la perspective des *prosumidoras* qui paient 3 $ d'entrée pour participer à une demi-

[106] Fin novembre, les personnes qui apportent au troc de la *mercadería* se font littéralement assaillir dès qu'elles font mine de sortir quelque chose de leurs sacs. La *mercadería* a toujours été ce qui se vendait le mieux, mais avec la tendance des prix à hausse, l'empressement à son égard devient désespérée. Pressées les unes contre les autres dans l'étroitesse de deux lignées de tables, une vingtaine de *prosumidoras* se sont littéralement agglutinées autour d'une femme qui vend du sucre, des boîtes de conserves, de l'huile, etc. Les *prosumidoras* crient aux autres de se mettre à la queue. Puis vient l'incident: il semble que quelqu'un ait volé de la *mercadería* sur la table.

[107] Le samedi suivant, les organisateurs/trices se sont tout de même décidé à agir et exhortent les prosumidoras à respecter le 1000 à 1 (soit que 1000 *créditos* équivalent à 1 $). Pendant quelques semaines, les femmes vont pratiquer des prix plus bas, mais au courant du mois de janvier, les prix vont à nouveau prendre l'ascenseur.

journée de troc, le discours des organisateurs/trices – « On ne peut rien faire, c'est de votre faute » – a en effet de quoi les laisser pantoises. Les organisateurs/trices perçoivent de l'argent contre leur présence au troc, les *prosumidoras* en revanche doivent s'acquitter d'une entrée pour y participer. « Eux ne font rien et gagnent de l'argent, elles font du troc mais sont empêchées de mener leurs activités de manière satisfaisante en raison de la hausse des prix », on retrouve ici la figure du marchand médiéval qui réalise un profit frauduleux dans la mesure où il n'a rien fait pour le mériter.

A l'inverse des *administradores* du *Comedero* qui ne souhaitent pas s'ingérer dans les affaires « internes » du troc, Mercedes investit visiblement beaucoup d'énergie dans ses activités de *coordinadora* à *Chacarita* et prend sa tâche très à cœur: « *Je me fais beaucoup de mauvais sang, mais après je me dis laisse tomber, ne te fais pas de mauvais sang, c'est ainsi, l'être humain* »[108]. Elle a cependant tendance à infantiliser les *prosumidoras*: « *Elles se battent comme des enfants pour avoir leur mètre de table pour installer leurs marchandises* », dit-elle. « *En réalité, c'est comme des enfants dans un jardin d'enfants. […] Je joue le rôle d'intermédiaire et je leur dis ce qu'elles doivent faire, comme à des enfants* »[109].
Ainsi, si l'attitude quant à la façon de gérer un *nodo* est radicalement différente au *Comedero* et à *Chacarita*, les responsables des deux *nodos* souhaiteraient voir les *prosumidoras* se responsabiliser ou se mobiliser un peu plus: « *Rends-toi compte qu'elles-mêmes ne se soucient pas du lieu. Je leur dis qu'elles doivent s'en soucier, tu comprends, qu'elle doivent se soucier du troc. Parce que si elles augmentent [le prix] des choses, c'est terrible pour tout le monde, parce qu'il y a moins de* créditos »[110], dit Mercedes, faisant ainsi écho aux propos des *administradores* du *Comedero* qui estiment que les femmes doivent se sentir responsables des prix qu'elles pratiquent.
Lors de son enquête de terrain effectuée en 2002, Luzzi a souvent entendu les responsables de troc se plaindre du manque de participation des *prosumidoras* aux activités d'organisation (Luzzi 2005 : 58). Et précédemment, González Bombal avait souligné le peu d'initiative dont faisaient preuve les *prosumidoras*: « [Le troc] offre la possibilité de réunir des ressources de manière à déboucher sur des entreprises collectives. Cependant […] ces potentialités ne

[108] « *Me hago mucha mala sangre, pero después me digo dejála, no te hagas mala sangre, es así, el ser humano* ».
[109] « *En realidad son como chicos de jardín de infantes. […] Entonces voy yo como intermediaria, y les digo que es lo que deben hacer, como chicos* ».
[110] « *Fijate que ni ellas mismas cuidan el lugar. Que yo les digo que eso lo tienen que cuidar, me entiendes, que tienen que cuidar el trueque. Por que si ellas aumentan las cosas, es terrible para todo el mundo, por que hay menos créditos* ».

parviennent pas à se concrétiser et à fructifier à partir de l'initiative de ses membres. Beaucoup d'entre eux possèdent un capital humain et culturel, sont une source de savoirs qui se sont immobilisés et par conséquent se détériorent »[111] (González Bombal 2003 : 291). Bien sûr, cette dernière remarque porte sur une initiative concernant le développement d'entreprises personnelles et non sur la simple manifestation d'une motivation à participer à l'organisation du troc ou à se préoccuper de son bon fonctionnement, mais toutes ces remarques convergent vers le fait que les *prosumidoras* ne manifestent que peu d'initiative et de mobilisation d'une manière générale.

7. Conclusion

Dans ce travail sur le troc à Buenos Aires, je me suis concentrée sur l'étude de deux *nodos* en particulier. Il s'agissait, partant de la description des activités qui y sont menées, de montrer comment fonctionne un club de troc, ce que font les *prosumidoras* qui y participent et comment elles le font.

Le choix de deux *nodos* distincts a permis de mettre en évidence un certain nombre de différences, d'ordre institutionnel et organisationnel notamment, témoignant de l'existence d'une variabilité parfois lourde de conséquences dans le fonctionnement des *nodos*. Ces différences ne vont pas sans influencer les relations interpersonnelles et les pratiques d'échange à l'intérieur du *nodo*: au *Comedero* où l'organisation du troc et le marquage des lieux sont très formalisés, les rapports hiérarchiques entre organisateurs/trices et *prosumidoras* sont beaucoup plus marqués qu'à *Chacarita* où le troc se veut moins formel.

Au-delà de l'aspect strictement organisationnel, l'implication des organisateurs/trices dans les pratiques d'échange et en particulier dans la fixation des prix varie également d'un *nodo* à l'autre. La frontière sociale qui marque la séparation hiérarchique entre organisateurs/trices et *prosumidoras* au *Comedero* est si forte que les organisateurs/trices semblent considérer que son franchissement relèverait de l'ingérence. Ainsi, ils évitent autant que possible de s'immiscer dans les pratiques des *prosumidoras* et se gardent bien d'exercer un contrôle sur les prix pratiqués dans le *nodo*. Alors que les *prosumidoras* interprètent cette attitude comme la marque d'un mépris à leur égard, les organisateurs/trices la revendiquent plutôt comme la marque d'une volonté de responsabilisation des *prosumidoras*. A *Chacarita*, la *coordinadora*

[111] « [El trueque] contiene posibilidades de combinatorias de recursos que podrían resultar en emprendimientos colectivos. Sin embargo […] estas potencialidades no llegan a concretarse y a fructificar a partir de la iniciativa de sus miembros. Muchos de ellos tienen capital humano y cultural, son un yacimiento de saberes que se están inmovilizando y por la tanto deteriándose ».

s'implique beaucoup plus dans les activités des *prosumidoras*, en particulier dans le processus de fixation des prix, et bien que l'on pourrait s'attendre à ce que ses interventions irritent parfois les *prosumidoras*, les relations que celles-ci entretiennent avec la *coordinadora* sont visiblement beaucoup plus harmonieuses. Dans les deux *nodos* cependant, les organisateurs/trices se plaignent de l'attitude passive et du manque d'initiative des *prosumidoras* dans la gestion du troc et des problèmes qui y sont inhérents.

J'ai montré également quelles sont les logiques qui président aux échanges. Elles ne sont pas fondamentalement différentes de celles qui existent dans l'économie formelle et relèvent des contradictions appartenant à la pensée occidentale à l'égard de l'argent (Parry et Bloch 2000). En effet, la logique qui sous-tend les pratiques d'échange au niveau local – ici, le troc – est celle du modèle global – la société argentine, ou même, pourrait-on dire, les sociétés capitalistes.

On peut relever encore à ce propos l'existence d'un décalage entre le discours idéologique des promoteurs/trices et la réalité des pratiques au sein du troc. Ainsi les *nodos* ne seraient pas des lieux aussi emprunts de solidarité que le voudraient – ou prétendraient – certains-e-s. Mais ils ne sont pas non plus assimilables à un supermarché où l'on va faire ses courses. Les femmes vont au troc parce qu'il leur offre un accès à certaines marchandises, mais aussi pour y faire des rencontres. Le temps que de nombreuses *prosumidoras* y passent – arrivant en avance pour faire la file et repartant en fin de journée quand il ne se fait presque plus d'échanges – le confirme, de même que leurs propos quand elles affirment de manière presque unanime participer au troc non seulement parce qu'il les aide économiquement, mais aussi parce qu'il leur permet de passer le temps à discuter avec d'autres femmes.

L'intérêt du troc est ainsi non seulement d'ordre économique mais également social et, surtout, la manière d'y mener les échanges ne répond pas uniquement à un intérêt économique puisqu'ils sont également enchâssés dans des logiques morales.

Les logiques qui sous-tendent les échanges dans les trocs doivent ainsi permettre de réaliser un difficile équilibre entre la satisfaction des besoins individuels et ceux de la collectivité, mettant en œuvre l'idée d'un « juste prix » et celle d'un profit relevant d'une réciprocité équilibrée entre les parties de l'échange.

Ce dernier point fait écho aux propos de Mauss qui a attiré l'attention sur le fait que le système d'échange de dons est un « fait social total » dans la mesure où il participe de tous les champs de la vie sociale et ne relève pas uniquement de l'économique. Il estime que la morale et l'économie qui président aux transactions humaines dans les sociétés 'traditionnelles'

« fonctionnent encore dans nos sociétés de façon constante et pour ainsi dire sous-jacente » (1997 [1923-24] : 148).

8. Bibliographie

AGLIETTA Michel et André ORLEAN (dir.)
1998. *La monnaie souveraine*. Paris: O. Jacob.

ALMEYRA Guillermo
2004. *La protesta social en la Argentina (1990-2004) : fábricas recuperadas – piquetes – cacerolazos – asambleas populares*. Buenos Aires: Ediciones Continente.

BAZIN Laurent, Françoise BOURDARIAS et Pierre LANTZ (dir.)
2002. *Monnaies : pluralités – contradictions*. Paris: AFA – MSH. (Journal des anthropologues ; 90-91).

BERNARD Harvey Russell
2002. *Research methods in anthropology : qualitative and quantitative methods*. Walnut Creek [etc.]: AltaMira Press. [3rd ed.].

BLANC Jérôme
2000. *Les monnaies parallèles : unité et diversité du fait monétaire*. Paris : L'Harmattan.

BOURDARIAS Françoise (dir.)
2001. *Anthropologie et économie*. Paris : AFA-MSH. (Journal des anthropologues ; 84).

BOURDIEU Pierre
1994. *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*. Paris : Editions du Seuil.

BRETON Stéphane
2002. « Monnaie et économie des personnes ». *L'homme* (Paris) 162 : 13-26.

CARTELIER Jean
2002. « Monnaie ou don : réflexions sur le mythe économique de la monnaie ». *Journal des anthropologues* (Paris) 90/91: 353-374.

CHAUVEAU J.-P.
1992. « Economique (anthropologie) », in: BONTE Pierre et Michel IZARD (dir.), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, p. 214-218. Paris : Presses universitaires de France.

COMELIAU Christian (dir.)
1996. *L'économie à la recherche du développement : crise d'une théorie, violence d'une pratique*. Paris : Presses universitaires de France. (Nouveaux cahiers de l'IUED ; 5).

COURBIS Bernard, Eric FROMENT et Jean-Michel SERVET
1991. « Enrichir l'économie politique de la monnaie par l'histoire ». *Revue économique* (Paris) 42(2): 315-338.

DE SANZO Carlos
1998. « Todo empezó con un zapallo a media noche : la historia oficial », in: PRIMAVERA Heloisa, Horacio COVAS et Carlos DE SANZO, *Reinventando el*

mercado : la experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina, p. 11-14. Buenos Aires : Ediciones del PAR.

FOSTER George M.
1965. « Peasant society and the image of limited good ». *American Anthropologist* (Washington) 67(2): 293-315.

GEERTZ Clifford
2003. *Le souk de Sefrou : sur l'économie du bazar*. Saint-Denis: Editions Bouchène. [1e éd. américaine: 1979].

GESELL Silvio
1997. *L'ordre économique naturel*. Paris: Marcel Rivière. [1e éd. allemande: 1916].

GONZALEZ BOMBAL Inés
1997. « Sociabilidad en clases medias en descenso : experiencias en el trueque », in: HINTZE Susana (éd.), *Trueque y economía solidaria*, p. 279-317. Buenos Aires : Prometeo libros.

GRANOVETTER Mark
1985. « Economic action and social structure : the problem of embeddedness ». *American Journal of Sociology* (Chicago) 91(3): 481-510.

GUERRA Pablo A. (dir.)
2003. *Clubes de trueque : análisis socioeconómico y jurídico*. Montevideo : Fundación de cultura universitaria.

HINTZE Susana (éd.)
2003. *Trueque y economía solidaria*. Buenos Aires : Prometeo libros.

HUFTY Marc
1997. « Argentine : un gouvernement sous influence ». *Nouveaux cahiers de l'IUED* (Paris) 5 : 113-131.

JACOPIN Pierre-Yves et Nathalie PUEX
1997. « Misères de la monnaie, monnaies de la misère : la crise monétaire vue par les habitants d'une *villa miseria* de la banlieue de Buenos Aires ». *Journal des anthropologues* (Paris) 90/91 : 25-53.

KAPLAN David et Benson SALER
1966. « Foster's 'Image of Limited Good' : an example of anthropological explanation ». *Amercian Anthropologist* (Washington) 68(1): 202-206.

KESSLER Gabriel
1998. « L'expérience de paupérisation de la classe moyenne argentine ». *Culture & conflits* (Saint-Ouen) 35 : 71-93.

SILVANAIRE Richard
1997. « Les systèmes d'échanges locaux et la valeur ». *Journal des anthropologues* (Paris) 90/91 : 189-212.

LAVE Jean
1996. « The savagery of the domestic mind », in: NADER Silvana (ed.), *Naked science : anthropological inquiry into boundaries, power, and knowledge*, p. 87-100. New York : Routledge.

LEONI Fabiana et Mariana LUZZI
2006. *Rasguñando la lona : la experiencia de un club de truque en el conurbano bonaerense*. Buenos Aires : CLASPO-Argentina.

LEVY René et al.
1997. *Tous égaux ? : de la stratification aux représentations*. Zürich : Seismo.

LUZZI Mariana
1997. *Réinventer le marché ? : les clubs de troc face à la crise en Argentine*. Paris [etc.] : L'Harmattan.

MAURER Bill
2006. « The anthropology of money ». *Annual Review of Anthropology* (Palo Alto) 35: 15-36.

MAUSS Marcel
1997. « Essai sur le don : forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in: IBID., *Sociologie et anthropologie*, p. 143-279. Paris : Presses universitaires de France. [1e éd.: 1923-24].

OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre
1995. « La politique du terrain : sur la production des données en anthropologie ». *Enquête* (Marseille) 1: 71-109.

1998. « Emique ». *L'homme* (Paris) 147: 151-166.

ORLEAN André
1991. « L'origine de la monnaie (I) ». *La revue du MAUSS* (Paris) 14 : 126-152.

1992. « L'origine de la monnaie (II) : la monnaie dans les sociétés holistes ». *La revue du MAUSS* (Paris) 15/16 : 111-1125.

PARINI Lorena
2006. *Le système de genre : introduction aux concepts et theories*. Zürich : Seismo.

PARRY Jonathan P.
2000. « On the moral perils of exchange », in: IBID. (éd.), *Money and the morality of exchange*, p. 64-93. Cambridge: Cambridge University Press. [1e éd: 1989].

PARRY Jonathan P. et Maurice BLOCH
2000. « Introduction : money and the morality of exchange », in: IBID. (éd.) *Money and the morality of exchange*, p. 1-32. Cambridge: Cambridge University Press. [1e éd: 1989].

PREISWERK Yvonne et Fabrizio SABELLI (dir.)
1998. *Pratiques de la dissidence économique : réseaux rebelles et créativité sociale*. Paris : Presses universitaires de France. (Nouveaux cahiers de l'IUED ; 7).

PRIMAVERA Heloisa
2000. *Solo se trataba de inventar : o el lado oscuro del trueque*. In: http://www.geocities.com/Athens/Rhodes/6896/heloisa1.htm?20072

2003. « Dernier tango à Buenos Aires : capitalisme financier, crise mondiale et le cas exemplaire de l'Argentine ». *Revue du MAUSS semestrielle* (Paris) 21: 113-118.

2005. Projet COLIBRI : une expansion au-delà de l'économie solidaire ? Buenos Aires : chez l'auteure.

PRIMAVERA Heloisa, Horacio COVAS et Carlos DE SANZO
1998. *Reinventando el mercado : la experiencia de la Red Global de Trueque en Argentina*. Buenos Aires : Ediciones del PAR.

QUATTROCCHI-WOISSON Diana (dir.)
2003. *Argentine : enjeux et racines d'une société en crise*. Paris : Tiempo éditions [etc.].

RAVERA Rubén et Carlos DE SANZO
2003. « La prolifération des marchés du troc : un rêve de résistance qui devient réalité ? », in: QUATTROCCHI-WOISSON Diana (dir.), *Argentine : enjeux et racines d'une société en crise*, p. 321-331. Paris : Tiempo éditions [etc.].

REDLASES (Red latinoamericana de socioeconomía solidaria)
2001. *Como comenzar una red de trueque solidario*. Buenos Aires : ABC de la socioeconomía solidaria.

SCHVARZER Jorge
1989. « L'économie argentine à l'horizon 2000 ». *Problèmes d'Amérique latine* (Paris) 92(4881): 97-112.

SCHMITZ J.
1992. « Stratification sociale », in: BONTE Pierre et Michel IZARD (dir.), *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, p. 675-677. Paris : Presses universitaires de France.

SCHULTE-TENCKHOFF Isabelle
1985. *La vue portée au loin : une histoire de la pensée anthropologique*. Lausanne : Editions d'en bas.

1996. « Repenser l'échange ». *Nouveaux cahiers de l'IUED* (Paris) 5: 113-131.

SERVET Jean-Michel
1988. « La monnaie contre l'Etat ou la fable du troc », in: KAHN Philippe (coord.), *Droit et monnaie : états et espace monétaire transnational*, p. 49-62. Paris : Litec.

1993. « Du troc au réseau : les marchés dans l'histoire : entretien avec Jean-Michel Servet ». *Sciences humaines* (Auxerre) Hors série 3: 21-23.

SERVET Jean-Michel (dir.)
1999. *Une économie sans argent : les Systèmes d'échange local*. Paris : Editions du Seuil.

SFEZ Lucien
1989. *L'égalité*. Paris : Presses universitaires de France. (Que sais-je ?; 2460).

VELUT Sébastien
2002. « Argentine, géographie d'une crise ». *L'espace géographique* (Paris) 2:175-178.

ZELIZER Viviana A.
2000. *La signification sociale de l'argent*. Paris : Editions du Seuil. [1e éd. américaine: 1994].

9. Annexes

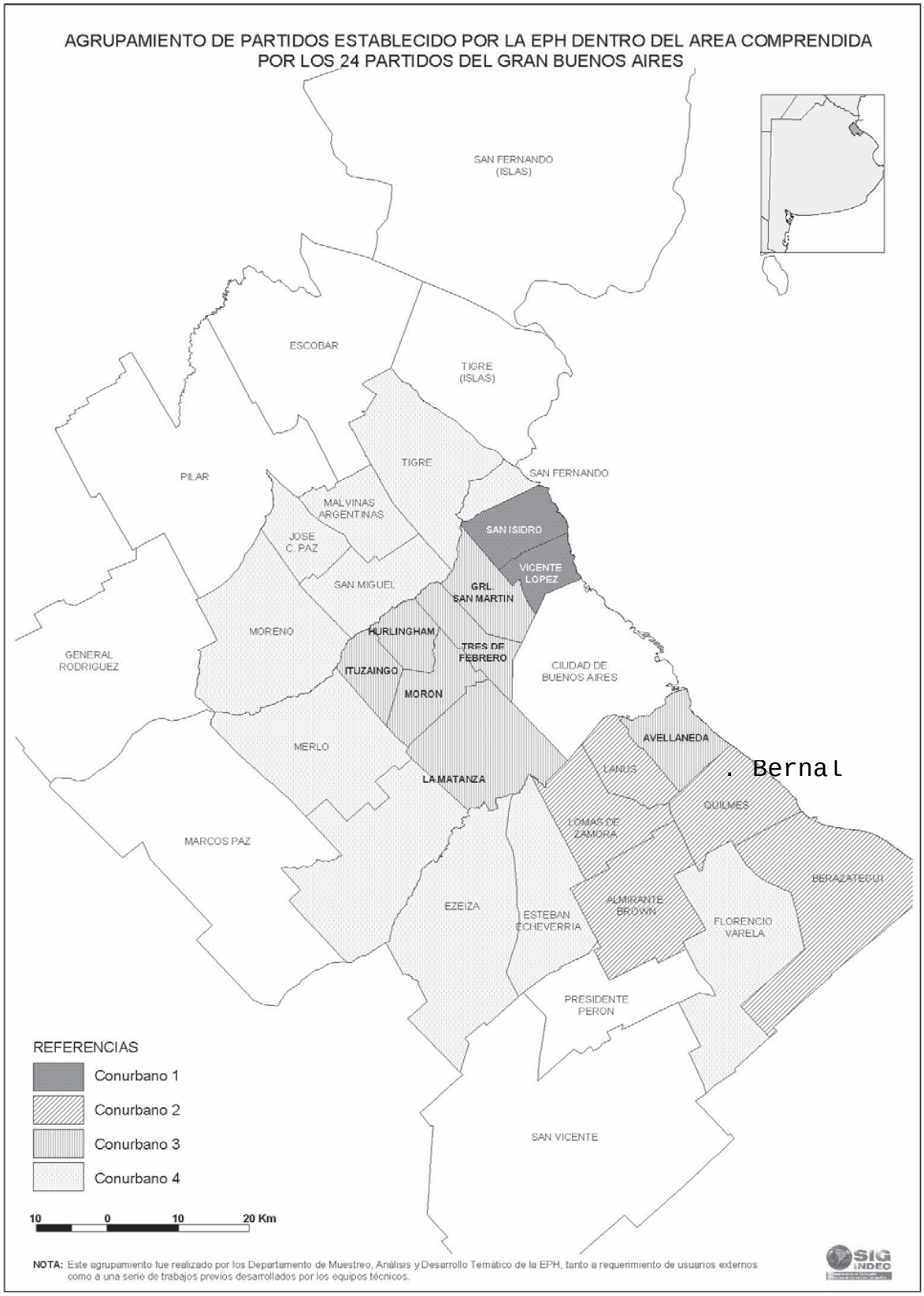
Annexe 1: Carte de l'Argentine

Annexe 2: Carte de la Province de Buenos Aires

Annexe 3: Carte des quartiers de Buenos Aires Capital Federal

www.barriada.com.ar

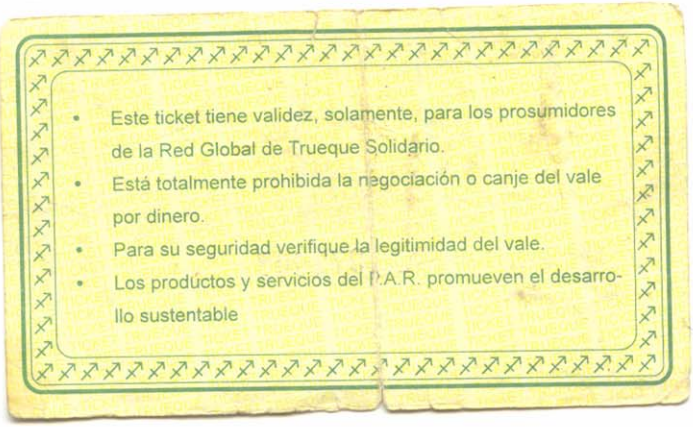
Annexe 4: Carte de Gran Buenos Aires



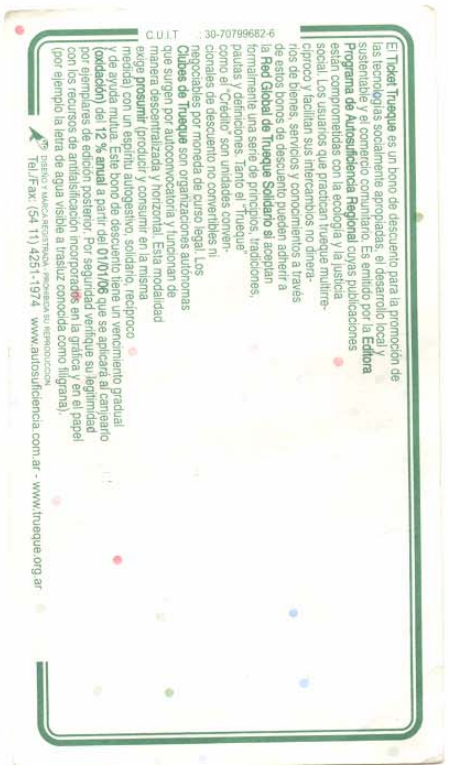
Source: ¿*Qué es el Gran Buenos Aires*? / Instituto Nacional de Estadística y Censos, INDEC. – Buenos Aires, 2005.

Annexe 5: Photos du *Comedero*

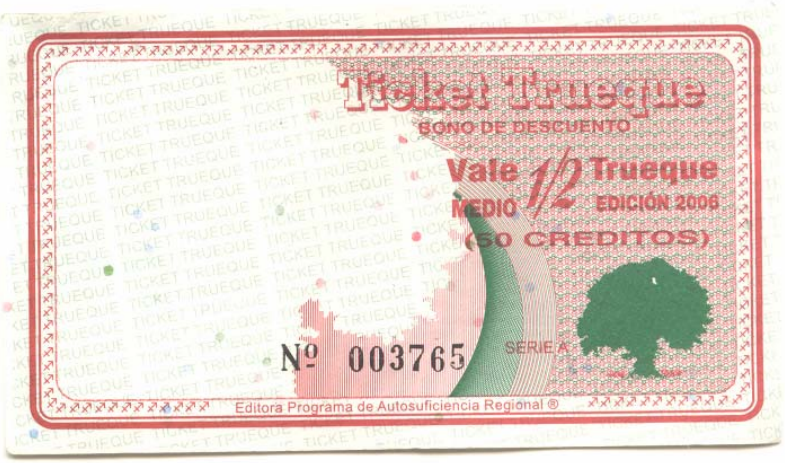
Annexe 6: *Créditos* utilisés à *Chacarita*

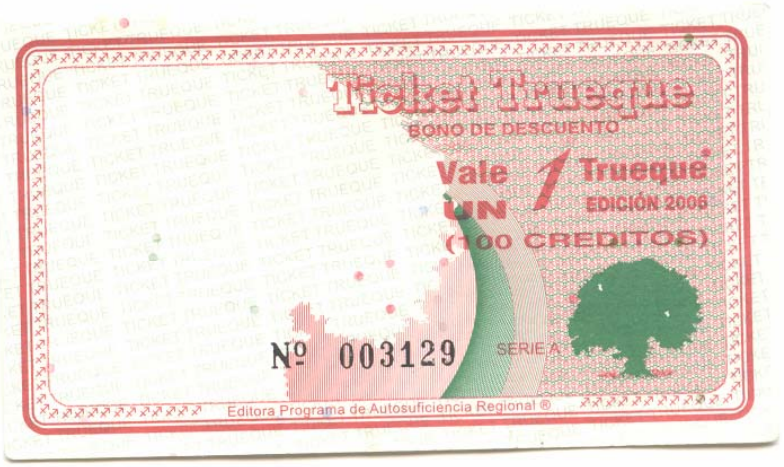


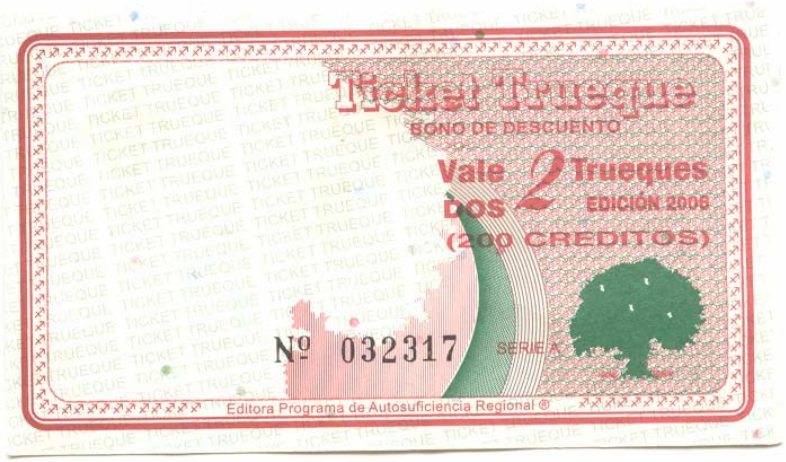
Annexe 7/1: *Créditos* verts utilisés au *Comedero*



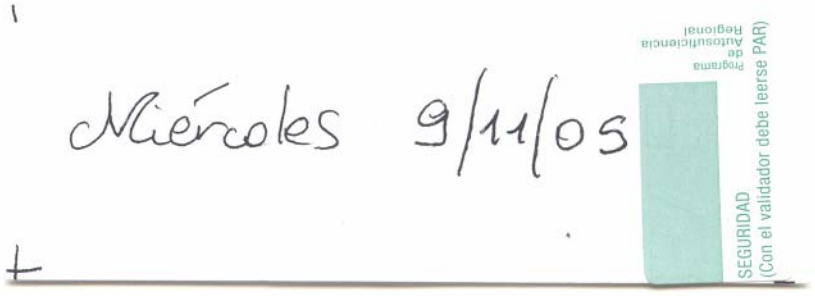
Annexe 7/2: *Créditos* rouges utilisés au *Comedero*



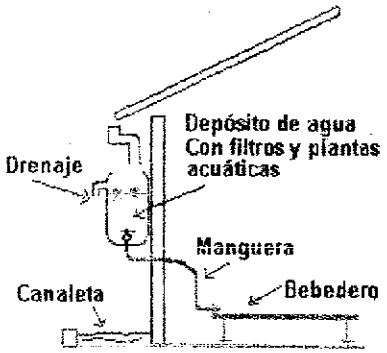




Annexe 8: Coupons d'entrée au *Comedero*

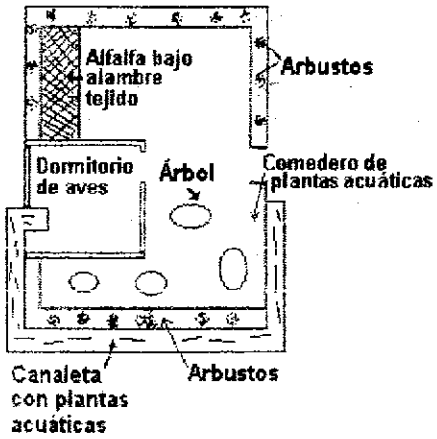


Abastecimiento de agua.
El agua se recolecta del techo del gallinero. Una parte es conducida a un tanque - que alimenta al bebedero automático- y la otra a una canaleta perimetral donde crecen plantas acuáticas comestibles. La calidad del agua se asegura con distintas capas de piedra, arena y carbón activado y camalotes cuya función es absorber impurezas del agua.



Aprovechamiento del agua de lluvia

Producción de alimento vegetal.
La canaleta antes mencionada, nace debajo de las perchas (donde duermen las aves) y sirve para cultivar lentejas de agua ricas en proteínas. El estiércol de las gallinas provee de nutrientes a estas plantas flotantes que duplican su superficie día por medio. De este modo, las diminutas lentejas se van desplazando por su propio desarrollo hasta llegar al extremo de la canaleta, listas para ser comidas por las gallinas. Este no es el único suministro de vegetales.



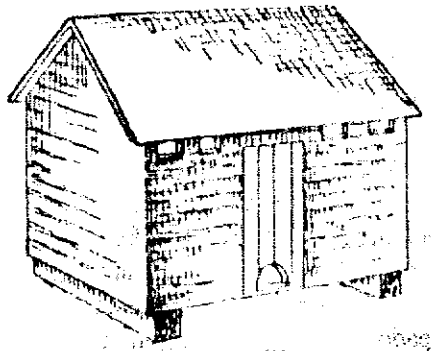
Por fuera del alambrado que rodea el gallinero hay arbustos de frutos comestibles (sauco, frambuesas, zarzamora, entre otros) y en el interior del perímetro, árboles que van dejando caer sus frutos a lo largo del año (higueras, moreras, ciruelos, guayaba, mango, nísperos, paltas, etc.). En un sector soleado, los tiernos brotes de alfalfa asoman en el entramado de alambre - sostenido por bastidores- para regocijo de las gallinas que las devoran sin llegar a escarbarlas.

Alimento de origen animal.
Bajo las perchas del dormitorio se multiplican suculentas lombrices rojas alimentadas con el guano de las aves y el aserrín del piso.

Editora Programa de Autosuficiencia Regional S.A. www.autosuficiencia.com.ar - www.trueque.org.ar - C.U.I.T. 30-70739582-6 - Tel. 011-4251-1974 - Año 2004

EL GALLINERO DOMÉSTICO

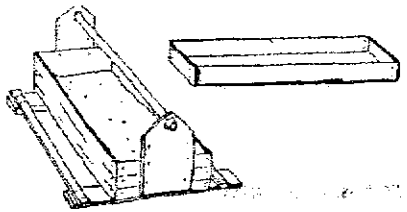
Es conveniente construir el gallinero en un terreno seco y bien drenado. Debe darle sol durante varias horas del día y estar protegido de vientos fuertes aunque con buena ventilación.
En la provincia de Buenos Aires una buena orientación es hacia el norte con una pared hacia el sur de donde vienen los vientos dominantes. El techo debe terminar en un alero para evitar que las ráfagas de lluvia penetren y mojen el piso (esto sería un medio para el desarrollo de parásitos internos como los coccidios).



El interior del gallinero estará equipado con comederos, nidales para la postura de huevos, una provisión permanente de agua potable y una buena cubierta de piso (viruta de madera). Los dormitorios de las gallinas consisten en perchas de madera redondeada (tipo palo de escoba).
El mejor material para el techo es el zinc ondulado, por su durabilidad y facilidad de colocación.

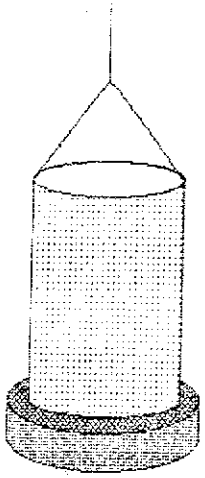
En zonas cálidas se pueden alojar unas cinco gallinas por metro cuadrado, mientras que en climas fríos se puede tener una densidad de seis o siete aves por metro cuadrado.

EQUIPAMIENTO:
Comederos: Para alimentar a los pollitos BB se puede utilizar las cajas comerciales de empaque para huevos. Luego se remplazarán por los comederos cilíndricos (uno por cada 25 aves) ajustando la altura a la espalda del ave.



Bebederos: Para aves menores de dos semanas de edad, se utilizan bebederos plásticos de 3 litros, distribuyéndose un bebedero por cada 100 animales. Para aves adultas se utilizan bebederos tipo "canoa" calculándose tres centímetros lineales por ave. Una forma sencilla de fabricarlos es con caños de PVC, cortados por la mitad y cerrados por los extremos con tapas circulares. El agua debe estar siempre fresca y limpia.
Nidales: Se instalan a los 4 meses de edad de las aves, para que se vayan acostumbrando a utilizarlos. La relación es un nido para cada cinco gallinas. Sus dimensiones son

20 cm de frente, 30 cm de alto y 30 cm de fondo. A la entrada se coloca una tabla de 10 cm de altura para que no se salga la viruta. Tanto el nido como la viruta de madera deben conservarse siempre limpios.

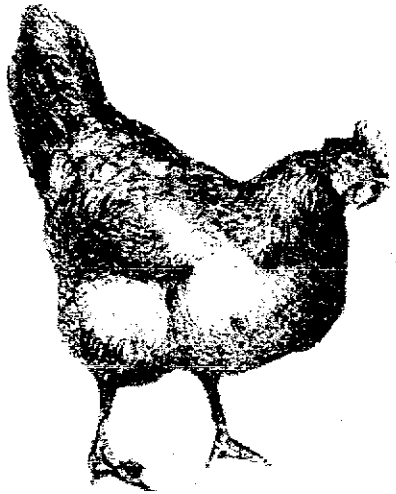


COMEDERO CILINDRICO

RAZAS:

Comparadas con otros animales de granja, las aves crecen y se reproducen con facilidad. Su crianza no implica grandes gastos en cuanto a la inversión inicial y mantenimiento.
Es frecuente encontrar aves criadas en condiciones precarias o a las que

no se les suministra la alimentación adecuada. En estos casos la recolección de huevos será baja y la producción de carne escasa y de poca calidad. En estos gallineros improvisados una ave puede poner 50 o 60 huevos al año mientras que si se cuenta con razas de alta postura bien alimentadas la producción puede alcanzar los 300 huevos anuales.
Si se tiene en cuenta todos estos aspectos, la crianza de gallinas puede ofrecer, además de un económico autoabastecimiento de proteínas. Un ingreso extra a la economía familiar con la venta de los excedentes de producción.
Las gallinas pueden clasificarse en cuatro grupos:



1.Productoras de huevos

Son el resultado de una selección genética y su explotación es en establecimientos industriales. Estas aves requieren un gran control sanitario estricto y alimentos balanceados para que tengan un rendimiento adecuado y no enfermen. Tampoco son aptas para producir pollitos, dado que es raro que enclueqen y no son buenas madres. A este grupo pertenece la

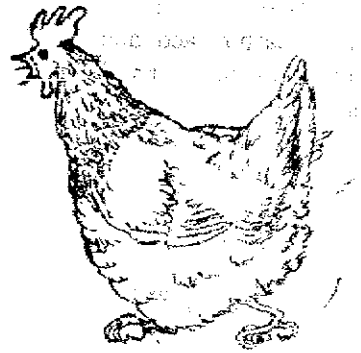
Leghorn. Son aves pequeñas pero que sin embargo producen huevos grandes y tienen una alta conversión alimento-postura.

2.Productoras de carne
Están especializadas en la producción de pollos para el consumo. Requieren los mismos cuidados y exigencias de alimentación que las aves productoras de huevos. Este tipo de ave es muy propenso a las enfermedades y muy exigentes en cuanto a las condiciones ambientales: Temperatura adecuada, buena ventilación, espacio suficiente para que las aves puedan moverse, retiro regular de las camas, limpieza y desinfección concienzuda de los pisos e iluminación nocturna.

3.Productoras de doble propósito.
Producen tanto huevos como carne de manera abundante. La postura promedia los 200 huevos al año y los pollos dan buena carne aunque el crecimiento no es tan rápido como las razas especializadas. Son aves tranquilas, se adaptan bien a los distintos climas y tienen una mayor resistencia a las enfermedades respecto a los grupos anteriores. Las más empleada es la raza Rhode Island, pero también dan buenos resultados la New Hamshire, Sussex, Plymounth Rock, Orpington y Wyandotte.

4.Tipo criollo o de campo.

Estas aves vienen de un largo proceso de selección natural y están bien adaptadas al clima. Comen desechos de la huerta y el hogar como así también insectos que encuentran directamente en la tierra. Son aptas para la cría doméstica, pero su producción de carne y huevos es modesta.



EL GALLINERO ECOLÓGICO

En el marco del Programa de Autosuficiencia Regional se diseñó un gallinero familiar autosuficiente en cuanto a la provisión de agua y alimentos. En próximas notas iremos describiendo distintos facetas de un modelo que surgió a partir de una serie de ensayos y que sigue evolucionando:

En este sentido los mercados de trueque son un excelente "banco de pruebas" para esa nueva sociedad. Los "prosumidores" son los pioneros de un nuevo modelo de trabajo. Poseen una mezcla de atributos propios del empresario, el obrero y el político. Son actores de un cambio que se aproxima y que es el resultado de un proceso histórico.

Algo parecido a lo ocurrido hace doce mil años con la "revolución de la agricultura" cuando el hombre abandonó las prácticas de "caza y recolección" porque se le "agotó la naturaleza" y tuvo que volverse sedentario ante la necesidad de criar animales y cultivar la tierra. O cuando en el siglo XVIII "la revolución industrial" introdujo la máquina de vapor reemplazando a "la fuerza muscular" y haciendo necesario el uso del acero, el carbón, el petróleo y la construcción de grandes fábricas.

Lo mismo ocurrirá con la "revolución digital". Será ese el momento en que los "cerebros" llegarán a su límite si no logran romper con pensamientos caducos. Esos moldes que no permiten acceder a una conciencia nueva. Aquella que plantee sustentabilidad y contribuya al mejoramiento del ser humano.

El trueque es hoy una expresión imperceptible de ese cambio. Tan solo parte de la punta del iceberg. Porque con el trueque ya se han dado nuevas relaciones económicas entre las personas. Estan a la vista. Por solidaridad. Por cooperación. Por reciprocidad. Por convicción. Se lo puede constatar hoy mismo en el seno de cualquier feria. Claro, en escala reducida. Como en un laboratorio. Como nacen la mayoría de los descubrimientos. Y ante eso estamos. Ante un germen que nos permitirá establecer las reglas de un nuevo orden mundial que nos incluya a todos.

Precio Sugerido Final: $ 3.50 ó $ 3.00 + 5 Trueques (500 Créditos) Todos los derechos reservados Prohibida su reproducción

C.U.I.T. 30-70799682-6 Tel 4251-1974 Año 2005

ALGUNAS PREGUNTAS SOBRE EL TRUEQUE (PRIMERA PARTE)

El trueque es un mecanismo que se replica a si mismo, es expansivo por definición. La pregunta es, ¿hasta donde? ¿Intuís que es posible hablar de un nuevo modelo mundial de economía? ¿Es posible hablar de una nueva conciencia a partir de nuevas relaciones económicas entre las personas? (siempre referido al trueque)

El modelo de trueque multirrecíproco se ha expandido en nuestro país en medio de una crisis financiera sin precedentes. Pero también es verdad que se debe distinguir claramente entre el crecimiento "real" y el "despliegue de emergencia " que se tornó obligado durante el colapso bancario de 2001/2.

Este tema es fundamental para comprender el fenómeno y sus derivaciones futuras ya que si solo nos detenemos en el episodio de la catástrofe estaríamos viendo una parcialidad del asunto.

Nadie duda del protagonismo que tuvo el trueque a la hora de "abrigar" a cientos de miles de compatriotas de la inclemencia económica. De llevar a la práctica microemprendimientos en los que nadie creía, en medio de una conmoción productiva. De conciliar familiares y vecinos en un clima comunitario que bien podría haber sido el comienzo de una guerra civil...

Pero el trueque multirrecíproco fué y es más que eso. En efecto, aunque hablamos de logros muy importantes no constituyen datos suficientes para interpretarlo en su real magnitud. Porque si el trueque fuera eso solamente lo estaríamos reduciendo a una simple anécdota que probablemente no llegaría a registrarse en los libros de historia local.

Sin embargo si realizamos un análisis más abarcativo podríamos hablar de más de diez años de evolución con una experiencia comprobada que se ha ido desarrollando

cualitativamente desde su creación el 1º de mayo de 1995.

Si no tuviéramos en cuenta ese proceso deberíamos reconocer que el árbol nos ha impedido contemplar el bosque. Porque hubo más que crecimiento cuantitativo, réplica y expansión. Eso fué lo visible y lo que reflejaron los medios. En realidad la experiencia mostró una construcción ciudadana y de transferencia interpersonal sin precedentes. En su seno se gestaron vivencias nuevas para el tejido social. Mujeres que pudieron sostener el hogar con maridos deprimidos que no encontraban empleo. Una generación de niños que ha crecido junto al trueque, jugando entre las mesas con alegría despreocupada y concibiendo con orgullo esa tarea como el trabajo genuino de sus padres. Seres humanos que han decidido no resignarse ante la expulsión, exclusión y el olvido planteando proyectos de autosuficiencia y desarrollo local. Y por sobre todo la percepción de un crecimiento innovador que no se detiene ni se agota. Aún con programas de gobierno que "tapan" el problema social con clientelismo político y asistencialismo. O con el "efecto derrame de la economía próspera" que en realidad debería calificarse como "expoliación de los recursos naturales que nos pertenecen a todos" (deforestación, agotamiento del petróleo, cultivo transgénico de la soja etc). O con el boicot de cierto sector del comercio aliado a la prensa amarilla.

En definitiva, lo que queremos señalar es que el desborde del trueque no se trató tan solo de un crecimiento por réplica al estilo de la mitosis o meiosis biológica que suma células o individuos. En verdad lo correcto sería definirlo como una puesta a punto de una economía que deberá contener con mayor capacidad la próxima embestida del sistema financiero global que se incuba en silencio, al estilo de los virus, para no ser descubierta.

Y esto es "evolución". Como la de los mamíferos en los tiempos en que se extinguían los dinosaurios. No se trata tan solo de desarrollo y reproducción. Hablamos de algo superador. Hablamos de evolución de

una herramienta a la que habrá que recurrir seguramente cuando no haya ningún aliado en el momento crítico. Cuando nuevamente desaparezca el dinero y no haya alimentos en las góndolas de los comercios ni sistemas de rescate para amparar a las nuevas víctimas.

Los argentinos sabemos de eso cuando por arte de magia todo se desbarranca y lo único que queda, repentinamente, es la familia y los vecinos.

Con el trueque pudimos comprobar que es posible fortalecer esa dimensión junto a otras alternativas tan válidas como las de la "economía formal". En este sentido las economías solidarias son la expresión actual de un nuevo modelo social.

Porque no existe duda de que el empleo, tal como lo conocemos, con el avance de la tecnología, dejará de ser abundante para convertirse en algo extremadamente escaso. Podríamos apostar a que será una "rareza". Y en buena hora de que eso ocurra si redunda en que todos trabajemos menos y lo hagamos exclusivamente en actividades que nos dignifiquen y nos brinden placer.

Podríamos recordar, no hace tanto tiempo atrás, las colas de estibadores en el puerto que competían para "cargar bolsas". Hoy, las imponentes grúas automatizadas suben y bajan contenedores desde y hacia las bodegas de los buques con gran facilidad, reemplazando a la totalidad de aquellos trabajadores.

Por eso nos tenemos que entrenar para el ocio creativo, la recreación y la producción intelectual. No será tarea fácil, pero las nuevas generaciones ya tienen incorporados dichos cambios.

Por primera vez en la historia de la humanidad el hombre no deberá esforzarse tanto como lo hizo hasta ahora para sobrevivir. Esto, siempre y cuando se adopten las medidas correctas en materia económica y política. Cuando el F.M.I y el Banco Mundial den lugar a otras instituciones más inteligentes que imaginen "una nueva economía sin fronteras".

que hacer. Sin embargo, contrariamente a lo que debería haber ocurrido, hoy el trueque está proscrito en los medios de comunicación y criminalizado a pesar de que sigue funcionando, reactivado y fortalecido, como lo estaba antes de la crisis (1995-2001). Esto está vinculado a que al poder no le conviene que este sistema prospere y se conozca cabalmente. Por eso muchos personajes conspicuos declaman y vociferan que "el trueque está muerto" para que la experiencia no pueda convertirse en una opción de mercado. En este sentido convengamos que el mundo se torna cada vez menos hospitalario para la mayoría de la humanidad. Sólo algunos lugares de Europa, Norteamérica y Asia son confortables pero los problemas inherentes al agua, los alimentos y la energía son cada día más difíciles de resolver. Por eso ya se habla de un "excedente social" que, valga la redundancia, "sobra" en el planeta. Tan solo hay que hay que observar lo que está ocurriendo en las fronteras entre España y Marruecos o entre México y Estados Unidos. Como ejemplo vale el hecho de que los trabajadores que antes veíamos en el campo, las fábricas y los puertos ya no están ni son necesarios. Los han reemplazado las máquinas, los robots y las computadoras. No nos engañemos, el objetivo es claro. Por eso, aniquilar al trueque, una herramienta que mostró su efectividad en el momento de la crisis aguda con una capacidad que otras organizaciones sociales no pudieron mostrar, incluyendo por supuesto al mismísimo gobierno, es algo que hay que desterrar de nuestra historia y de la memoria colectiva. Y para eso siguen trabajando esos personajes nefastos cuya labor es desacreditar la actividad del trueque y destruir la reputación de sus dirigentes ya que el único peligro que entraña en contra de este "statu quo" genocida, que reina a sus anchas en el planeta, es que funcionó!!!. Esto a diferencia de los programas y proyectos diseñados por los "expertos en pobreza" que lo que hacen entre otras cosas es "hablar" y "cobrar suculentos sueldos" (en blanco y en negro) de "Gobiernos, Universidades, FMI, ONU, Banco Mundial, BID, FAO, PNUD y vaya uno a saber que otros recónditos lugares". Lamentablemente en otros países, como Turquía, no dispusieron de esta ingeniosa construcción comunitaria como son los clubes de trueque durante sus respectivas crisis financieras y es probable que las muertes por enfermedad o suicidio hayan sido superiores a las nuestras. En este sentido es interesante citar al amigo Eduardo Troncoso, ferviente activista de este movimiento solidario en su lugar de residencia, el país Vasco, que dice que el Club del Trueque, además de ser un gran grupo de autoayuda, es como una "Cruz Roja Económica" capaz como ninguna otra de actuar en catástrofes financieras. Señalemos que estas catástrofes pueden ser sistémicas o provocadas deliberadamente. Por esto, habría que estar preparado para la próxima. Porque es poco probable que en los años venideros no ocurra otra y con más virulencia. En eso hay que seguir trabajando previniendo todos los días para que los clubes de trueque estén bien armados cuando llegue el momento. Como los bomberos.

Los argentinos tuvimos 30.000 " desaparecidos" pero ahora se agregan otras tantas víctimas exterminadas con otra metodología: la financiera. Seamos concientes de esto y evitemos que vuelva a ocurrir. ¡Nunca Más!

Precio Sugerido Final: $ 3.50 ó $ 3.00 + 5 Trueques (500 Créditos) Todos los derechos reservados Prohibida su reproducción

Editorial Programa de Autosuficiencia Regional S.A. C.U.I.T. 30-70799682-6 Tel: 4251-1974 Año 2005

EMISION Y OXIDACION DE LOS BONOS DE DESCUENTO DE LA EDITORA PROGRAMA DE AUTOSUFICIENCIA REGIONAL (2º PARTE)

A pesar de todo la economía global y las pequeñas economías tienen puntos de contacto. Los bonos de descuento son uno de ellos. En la primera se han generalizado masivamente en forma de vales, tickets, chapitas, cartones y tarjetas magnéticas. Su aparición se asocia a la custodia de las fidelidades de millones de clientes de esas empresas líderes. En pocas palabras, constituyen la búsqueda de retener compradores por el temor a perderlos y con el afán de convertirlos en un espacio cautivo que la mayoría de las veces han sabido conquistar a partir de prácticas reñidas con la moral. Por ejemplo con el monopolio y el dumping. En eso, convengamos, no hay libertad. Es más, podríamos hablar de rehenes y no de consumidores. Con ese contexto no existe lugar para hacer observaciones o plantear correciones metodológicas o éticas.

Pero en el caso de la periferia los bonos de trueque, un caso particular de los bonos de descuento, han revertido este panorama aunque por ahora solo puedan desarrollarse en las resquebrajaduras del sistema. Hasta allí podemos y pudimos. En esas grietas de la economía es en donde el poder no asiste porque no le duele en lo más mínimo el sufrimiento que pueda padecerse. "Ojos que no ven, corazón que no siente". Pero sin que eso signifique que deje de interesarles la perifera. Todo lo contrario. Sino no entenderíamos porque Cristóbal Colón llegó a América en 1492, el General Beresford a Buenos Aires en 1806, el Almirante Perry a Yokohama en 1860 o Bush hace algunos meses atrás a la mítica ciudad de Bagdad.

Lo hicieron, obviamente, por voracidad de recursos, para saquear y capturar lo que a ellos se les va acabando. Y, lamentablemente, no podemos esperar más que eso.

Pero en la improbable posibilidad de que los embargue un ataque súbito de virtud y el "descuento" de esa economía transnacional llegara al 100 % estaríamos no solamente ante una irrupción masiva de bonos de trueque sino ante las puertas de una reforma financiera sin precedentes.

Sin embargo plantear esto en el mercado global de hoy, ensañado con la economía del petróleo y la depredación, es aún ciencia ficción y hasta puede despertar en el lector un ataque agudo de hilaridad. Y para no provocarle a nadie una dislocación de mandíbula debemos hacer la salvedad de los límites que tienen estas ideas. Es menester ser realistas en esto. La mayoría de los pueblos no alcanza a concebir esta problemática ya sea por encontrarse en el pequeño y confortable grupo de países privilegiados o por estar confinados en los enormes territorios de la miseria en los que la mayoría de la gente dedica todo su tiempo a tratar de sobrevivir un día más.

Quizás ninguno de estos casos sea el de la Argentina en donde aún hallamos una clase media que por su condición periférica le fué posible concebir sistemas ingeniosos para mitigar los efectos nocivos de la economía.

Un ejemplo es la emisión de bonos de trueque que constituye parte de la historia reciente y un caso único en el mundo en donde se cumplió exitosamente con el salvataje de miles de víctimas durante la catástrofe financiera.*

Porque la Argentina salió de la crisis del 2001 con cientos de bonos de trueque, cuasimonedas y divisas de curso legal (incluyendo las extranjeras como el dólar y el euro). Es decir con diversidad. Como en la ecología. Como debe ser. Y aunque el FMI exigió la eliminación de todas ellas en 2002 y el Presidente de la CAME, Osvaldo Cornide, le pidió al Ministro Lavagna el exterminio de Los Clubes de Trueque (a lo que el jefe de la cartera económica accedió verbalmente) la verdad es que la solución que los bancos y los políticos no encontraron en su debido tiempo sí la encontró la comunidad haciendo entre otras cosas mercados de intercambio a lo largo y ancho del país ¿Y quienes emitieron bonos de trueque? Los hubo anónimos, de asociaciones civiles, fundaciones, cooperativas, mutuales, individuales, grupos informales, unidades básicas y de emprendimientos.

Este último es el caso del Programa de Autosuficiencia Regional que conformó su editorial fiscalmente en 1993 aunque venía trabajando desde mucho tiempo antes. A fines de 1995 emitió su bono de descuento "Ticket Trueque" con el objeto de estimular productos y servicios que promovieran la economía de la información y del desarrollo sustentable en concordancia con la Agenda para el siglo XXI.Un programa de Canal 7 de 1993 es testimonio de esta iniciativa.

Es decir, en el caso de la Editorial PAR su bono de descuento, devenido luego en bono de trueque, fue preexistente conceptualmente a la RGT. Y ese proceso de evolución continuó y sigue perfeccionándose hasta el presente.

En la actualidad uno de los productos editoriales del PAR es una cartilla educativa coleccionable de autogestión que lleva en su interior 4.5 trueques. El precio de tapa es de $ 3.50 ó $3.00 y 5 trueques. Esta combinación hace posible la oxidación permanente del 10 % anual (menor al 12 % formal) y garantiza en un equilibrio de mercado que el sistema incorpore nuevos trueques cuando el usuario decide no utilizarlos como bonos de descuento sobre el mismo producto editorial. Por otra parte esta publicación puede cumplir el rol de "entrada al nodo" y además dosificarse para que los usuarios que concurren al mercado de trueque puedan en su conjunto sostener su funcionamiento.

Este sistema no es en la práctica lo que quizás hubo imaginado Gesell. Su ideario requería de un estado municipal, provincial o nacional que adoptara estos innovadores planteos. Desafortunadamente no pudo ver ninguna experiencia práctica en vida. Su breve participación como Ministro de Finanzas durante la semana de la República de los Consejos de Baviera (7/4/1921) casi le cuesta la vida ya que evitó ser fusilado por su brillante y elocuente defensa ante el tribunal. No corrió la misma suerte el Ministro de Educación Gustav Landauer que fue víctima de la represión.

El PAR ha sufrido también un boicot sistemático con todos los ingredientes para que desaparezca de la faz de la tierra. Pero convengamos que la

experiencia del trueque la practicó mucha más gente que la que podrían haber imaginado los guardianes del statu quo. Sabemos que en la actualidad sería muy difícil conseguir torcer el rumbo de cualquier gobierno para que practicara innovaciones en las reglas del juego económico. Aceptemos que el poder fluye hacia el biocidio inexorable y la fractura absoluta entre pobres y ricos. Salvo que como planteara Fritz Schumacher nos conformemos con "The small is beatifull". En este sentido creemos que desde el mismo mercado es posible generar cambios cualitativos. Como ejemplo vale la vivencia de una modesta editorial como el PAR que está demostrando, luego de casi veinte años de trabajo, que una economía más humana es posible. Como lo imaginaba Silvio Gesell en "El Orden Económico Natural".

Probablemente muchos leerán esto con escepticismo y desconfianza pero la historia está plagada de obstáculos y negaciones para los fenómenos y hombres que dejan entrever nuevos paradigmas.

* Es interesante visitar como ilustración de todo esto el "Museo del Trueque" en La Bernalesa (Lamadrid 1700) Quilmes en donde se exhiben entre otros objetos cientos de bonos de trueque emitidos por diferentes organizaciones entre 1996 y 2005.

¿CUANTAS VIDAS SALVÓ EL TRUEQUE?

Escuchaba esta mañana un reportaje a un destacado investigador de la Fundación Favaloro. Explicaba los detalles de un estudio revelador sobre la influencia que tuvo la crisis política y financiera de 2001 sobre la salud cardíaca de los argentinos. Según los datos que aportó, corroborados por universidades de los Estados Unidos y basados en estadísticas que no pretendían analizar este punto, más de 20.000 muertes por ataques al corazón y 10.000 infartos de miocardio estuvieron asociados directamente a esos hechos de la historia argentina: renuncia del vicepresidente "Chacho" Alvarez, Corralito, Corralón, Devaluación etc. Esto es un hecho concreto basado en evidencia rigurosa y evaluado con criterio científico. Sin embargo nos podríamos preguntar ¿Cuántos no murieron gracias a la expansión del trueque y a otros sistemas solidarios? No hay aún respuestas cuantitativas para este interrogante pero pronto habrá formas de deducirlo. Conceptualmente debemos aceptar que comparativamente los efectos de la crisis bancaria tuvieron resultados semejantes al de genocidios como el de la dictadura del 76', tragedias como las grandes epidemias, terremotos, tsunamis, incendios o conflagraciones bélicas. El trueque en esos meses de confusión política y económica (cinco presidentes en un mes, confiscación de depósitos etc.) actuó como una verdadera "arca diluvial" o "refugio" para que muchísima gente no corriera la suerte de los que se quedaron paralizados en su casa, acorralados y sin saber

Annexe 10: Declaración de principios de la Red Global de Trueque

DECLARACION DE PRINCIPIOS DE LA RED GLOBAL DE TRUEQUE

1 Nuestra realización como seres humanos no necesita estar condicionada por el dinero.
2 No buscamos promover artículos o servicios, sino ayudarnos mutuamente a alcanzar un sentido de vida superior mediante el trabajo, la comprensión y el intercambio justo.
3 Sostenemos que es posible remplazar la competencia estéril, el lucro y la especulación por la reciprocidad entre las personas.
4 Creemos que nuestros actos, productos y servicios pueden responder a normas éticas y ecológicas antes que a los dictados del mercado, el consumismo y la búsqueda de beneficio a corto plazo.
5 Los únicos requisitos para ser miembro de la Red Global de Trueque son: asistir a las reuniones grupales, capacitarse y ser productor y consumidor de bienes, servicios y saberes, en el marco de las recomendaciones de los Círculos de Calidad y Autoayuda.
6 Sostenemos que cada miembro es el único responsable de sus actos, productos y servicios.
7 Consideramos que pertenecer a un grupo no implica ningún vínculo de dependencia, puesto que la participación individual es libre y extendida a todos los grupos de la Red.
8 Sostenemos que no es necesario que los grupos se organicen formalmente, de modo estable, puesto que el carácter de red implica la rotación permanente de roles y funciones.
9 Creemos que es posible combinar la autonomía de los grupos, en la gestión de sus asuntos internos, con la vigencia de los principios fundamentales que dan pertenencia a la Red.
10 Consideramos recomendable que los integrantes no respaldemos, patrocinemos o apoyemos financieramente -como miembros de la Red - a una causa ajena a ella, para no desviarnos de los objetivos fundamentales que nos unen.
11 Sostenemos que el mejor ejemplo es nuestra conducta en el ámbito de la Red y en nuestra vida fuera de ella. Guardamos confidencialidad sobre los asuntos privados y prudencia en el tratamiento público de los temas de la Red que afecten a su crecimiento.
12 Creemos profundamente en una idea de progreso como consecuencia del bienestar sustentable del mayor número de personas del conjunto de las sociedades.

BIENVENIDO AL CLUB DEL *trueque*

Una red de intercambio de bienes y servicios de y por gente que cree que el dinero no tiene que ser el condicionante que determine el verdadero valor de una persona.

Nadie va a salvarnos, salvo nuestro propio trabajo: el secreto está en trabajar y demostrar –y demostrarse– que el intercambio genera valor que complementa el sistema económico tradicional sin menoscabar la propia valoración.

Cada uno llega tan lejos como su capacidad le permite, dentro de un marco de respeto mutuo y ética que rescata los valores humanos y los pone en práctica.

RED GLOBAL DE TRUEQUE/ARGENTINA
Av. Rodolfo López y Calchaquí - Quilmes
Oficina: Lamadrid 1700 - Quilmes, Bs. As.
4259-1912 © 4252-1256 de 10 a 19 horas
www.truequeclub.com
e-mail: truequeclub@abaconet.com.ar

•El *intercambio multirrecíproco* es la figura que manejamos en el ámbito de la Red en todo el país. Cada persona aporta Servicios o bienes que elabora en forma personal, y por cuya calidad y procedencia se hace enteramente responsable.
•Para todas las operaciones se emplea el Crédito como herramienta que facilita los intercambios. La Red no avala ninguna clase de evasión, y está estrictamente prohibido el uso de dinero en ninguna operación realizada dentro del ámbito de las ferias de intercambio de la RGT.
•El crédito facilita las operaciones de intercambio, pero no debe interpretarse como otra cosa que el valor del trabajo que cada persona aporta: No es intercambiable por dinero, no reemplaza el dinero ni genera ningún interés.
•El trabajo que cada persona aporta es el conocimiento que le permite integrarase a esta Red: no generamos ni actitudes confusas que tengan que ver con "clientelismos" ni regalamos nada: lo generamos trabajando para nosotros, en lugar de depender del empleo a las órdenes de un tercero: nadie explota la capacidad de nadie. Cada uno la manifiesta y pone al servicio de otros en su misma condición, intercambiando la producción en un marco de respeto y ética donde, si bien existe el beneficio, no hay lucro a costa de la necesidad del otro.
•Cuando uno asume la responsabilidad por los propios actos, está asumiendo una posición de independencia. Es su propio representante y además de eliminar intermediarios, sabe que está adquiriendo directamente de otro que es a su vez quien produjo, y ofrece directa y personalmente su conocimiento o elaboración.
•Esto tiene resultados inmediatos: en cuanto se obtiene el beneficio por lo que ofreció, puede adquirir lo que otros aportan: es intercambio multirrecíproco con beneficios inmediatos, al contado, no hay pago diferido ni especulación financiera.
•El valor del producto se fija libremente por cada prosumidor, lo cual no significa que deba ser más alto que fuera, puesto que realizó una inversión menor. Esto significa, en buen romance, que cada uno cuide el valor del Crédito que ha obtenido mediante su esfuerzo, y de paso eliminamos la especulación.

Pautas de Convivencia y Orden mínimas

•Cada persona tiene derecho a obtener la producción que otro ofrece, pero no a especular ni llevar más productos de los que permitan el sustento personal; no acaparar ni reservar por anticipado es parte de las normas de conducta que nos convocan: no permitir estas actitudes es parte de lo que nos ha diferenciado durante cinco años de trayectoria y que apuntan a un nuevo concepto de transparencia en las relaciones humanas.
• Cuando se ofrezcan productos elaborados para consumo alimenticio, observar de manera muy estricta las **NORMAS DE HIGIENE**:
✓ presentación en bandeja cubierta y con una etiqueta que indique datos de quien lo produce, fecha de elaboración, precio e ingredientes utilizados.
✓ en casos de productos fraccionados y entregados en persona, es obligatorio el uso de guantes descartables, delantal, cabello recogido, y manteles sobre la mesa.
✓ si los productos elaborados contienen elementos diferentes de lo habitual, que pueden ser rechazados por ciertas personas, por ejemplo pimienta, algún tipo de salsa u otros, es imprescindible indicarlo en la etiqueta que acompaña a los mismos.

SERVICIOS DE DIVERSA ÍNDOLE:

✓ siempre, y sin excepción, la mano de obra se cobra en créditos.
✓ si la materia prima no se encuentra disponible en las feria u ofertas realizada por otros medios (p. ej. internet), el que solicita dicho servicio debe hacerse cargo de la compra de los materiales, y si quien realiza el servicio los provee, esto debe hacerse dentro de las normativas de la Ley de Comercio (factura en regla y presupuestos por escrito).
Esto no contradice lo indicado anteriormente respecto al No Uso del Dinero en las ferias. La Red No puede hacerse cargo de las actitudes particulares fuera del ámbito de las ferias. Todo lo que podemos hacer es aportar el marco adecuado para que se encuentren, y que la mano de obra sea un beneficio para ambos, al ser pactada por créditos.

Calidad y presentación de Artículos

• Los artículos usados no puesden ser presentados como único rubro a ofrecer: Esto tiene una doble razón: no obedece a los pricipios que nos convocan en el sentido de ser ***Prosumidores***, y por sobre todo, porque somos una propuesta donde la gente puede aspirar a su propia superación, y no es trayendo viejas costumbres y artículos de escaso valor, como pueden mejorar su nivel de vida. Ayudar a una persona a que se ayude a sí mismo es lo opuesto a los sentimientos de lástima y autocompasión que provocan las dádivas y evitamos, de paso el resentimiento que provocan cuando les dicen que "no hay más"...
• en este sentido están también estrictamente prohibidos todos los artículos que componen las "cajas de ayuda". Esta es una donación a la que una persona se hace acreedora por una determinada situación y es por lo tanto para uso personal. Su comercialización o intercambio es una clara violación a leyes vigentes.
• toda clase productos relacionados con la salud, como muestras de medicamentos o cualquier tipo de elemento que no sean ofrecidos por una Persona Física con título habilitante para indicar tratamiento y/o uso del mismo.
• en los casos de artículos del hogar u otros de procedencia dudosa, es necesario la presentación de la factura que acredite que quien la ofrece, fuera en su momento quien la adquirió.

✓ Cada prosumidor reconoce y acepta estas pautas: no interferimos con la acción oficial ni infringimos ninguna violación de la Ley de Comercio.
✓ Cada Prosumidor es libre de ofrecer la cantidad de productos o servicios que, dentro de estas pautas no afecten la continuidad de su emprendimiento. Lo hace con pleno conocimiento de que lo que aporta es lo que corresponde a sus beneficios, y por lo tanto no reclama ninguna otra compensación para continuar con su oferta.

CUALQUIER SITUACION NO CONTEMPLADA EN ESTE DOCUMENTO, DEBE SER CONSULTADA CON LA AUTORIDAD QUE COORDINA EN EL LUGAR.

Annexe 11: Déclaration de principes du Réseau global de troc

BIENVENUE AU CLUB DE TROC

Un réseau d'échanges de biens et services par et pour des gens qui croient que l'argent ne doit pas être la condition déterminant la vraie valeur d'une personne.
Personne ne va nous sauver, sauf notre propre travail: le secret consiste à travailler et démontrer – et se démontrer – que l'échange génère une valeur qui complète le système économique traditionnel sans porter atteinte à la valorisation propre.
Chacun parvient aussi loin que ses capacités le lui permettent, dans un cadre marqué par le respect mutuel et une éthique qui sauve les valeurs humaines et les met en pratique.

DECLARATION DE PRINCIPES DU RESEAU GLOBAL DE TROC

1. Notre réalisation en tant qu'êtres humains n'a pas besoin d'être conditionnée par l'argent.
2. Nous ne cherchons pas à promouvoir des articles ou des services, mais à nous entraider afin de donner un sens supérieur à notre vie grâce au travail, la compréhension et l'échange équitable.
3. Nous soutenons qu'il est possible de remplacer la concurrence stérile, le profit et la spéculation par la réciprocité entre les personnes.
4. Nous croyons que nos actes, produits et services peuvent répondre à des normes éthiques et écologiques plutôt qu'aux diktats du marché, du consumérisme et de la recherche d'un profit à court terme.
5. Les seules conditions pour être membre du Réseau global de troc sont: assister aux réunions de groupe, se former et être producteur et consommateur de biens, services et savoirs, dans le cadre des recommandations des Cercles de qualité et d'entraide.
6. Nous affirmons que chaque membre est seul responsable de ses actes, produits et services.
7. Nous considérons qu'appartenir à un groupe n'implique aucun lien de dépendance, étant donné que la participation individuelle est libre et étendue à tous les groupes du Réseau.
8. Nous considérons qu'il n'est pas nécessaire que les groupes s'organisent formellement, de manière stable, étant donné que le caractère de réseau implique la rotation permanente des rôles et des fonctions.
9. Nous croyons qu'il est possible de combiner l'autonomie des groupes, dans la gestion de leurs affaires internes, avec le respect des principes fondamentaux qui confèrent l'appartenance au Réseau.
10. Nous recommandons – en tant que membres du Réseau – de ne pas soutenir, patronner ou appuyer financièrement les adhérents dans une cause qui serait étrangère au Réseau, afin de ne pas nous détourner des objectifs fondamentaux qui nous unissent.
11. Nous soutenons que le meilleur exemple est notre conduite dans le cadre du Réseau et dans notre vie en dehors de celui-ci. Nous respectons le caractère confidentiel des affaires privées et nous nous montrons prudents quant au traitement public des thèmes qui touchent le Réseau et pourraient affecter sa croissance.
12. Nous croyons profondément dans l'idée de progrès comme conséquence du bien-être durable du plus grand nombre de personnes de l'ensemble des sociétés.

- L'**échange multiréciproque** est le modèle utilisé dans le cadre du Réseau dans tout le pays. Chacun apporte des services et des biens qu'il élabore de manière personnelle et dont il est entièrement responsable de la qualité et de la provenance.
- Pour toutes les opérations, on emploie le *Crédito* en tant qu'outil facilitant les échanges. Le Réseau ne cautionne aucun type d'évasion et il est strictement interdit de faire usage d'argent pour toute opération réalisée dans le cadre des foires d'échange de la RGT.
- Le *crédito* facilite les opérations d'échange, mais ne doit pas être considéré comme autre chose que la valeur du travail fournit par chacun. On ne peut pas l'échanger contre de l'argent, il ne remplace par l'argent et ne procure aucun intérêt.
- Le travail que chacun apporte est le savoir qui lui permet de s'intégrer à ce Réseau: nous ne générons pas d'attitudes confuses de type « clientélistes » et nous n'offrons rien: nous encourageons le travail pour soi-même, plutôt que de dépendre d'un emploi sous les ordres d'un tiers: personne n'exploite les capacités de personne. Chacun en fait état et les met au services des autres en sa propre qualité, échangeant la production dans un cadre respectueux et éthique où, bien qu'il existe un bénéfice, il n'y a pas de profit au prix de la nécessité d'autrui.
- Chacun, quand il assume la responsabilité de ses propres actes, assume une position d'indépendance. Il est son propre représentant et en plus d'éliminer les intermédiaires, il sait qu'il acquiert directement de l'autre qui est à son tour celui qui produit, offre directement et personnellement son savoir ou son travail.
- Cela génère des résultats immédiats: dès que l'on obtient le bénéfice pour ce que l'on a offert, on peut acquérir ce que d'autres ont apporté: c'est un échange multiréciproque avec bénéfices immédiats, au comptant, il n'y a pas de paiement différé ni de spéculation financière.
- La valeur du produit est fixée librement par chaque *prosumidor*, ce qui ne signifie pas qu'elle doive être plus élevée qu'à l'extérieur, puisque l'investissement réalisé est moindre. Cela signifie, pour le dire clairement, que chacun se préoccupe de la valeur du *Crédito* qu'il a obtenu par le biais de ses efforts et ce faisant, nous éliminons la spéculation.

REGLES MINIMALES DE COHABITATION ET D'ORDRE

- Toute personne a le droit d'obtenir la production offerte par autrui, mais pas celui de spéculer ni d'emporter plus de produits que ceux qui permettent la subsistance personnelle ; ne pas accaparer ni réserver à l'avance font partie des normes de conduite qui nous réunissent ; ne pas permettre de telles attitudes participe de ce qui a constitué notre différence pendant cinq ans de parcours et vise un nouveau concept de transparence dans les relations humaines.
- Lorsque l'on offre des produits élaborés pour la consommation alimentaire, observer de manière stricte les NORMES D'HYGIENE:
  - présentation dans un plat couvert muni d'une étiquette indiquant le nom du producteur, la date d'élaboration, le prix et les ingrédients utilisés.
  - en cas de produits offerts « à la coupe » et remis en personne, il est obligatoire de porter des gants jetables et un tablier, d'avoir les cheveux attachés et de mettre un nappe sur la table.
  - si les produits confectionnés contiennent des éléments différents de ce qui se fait habituellement, qui peuvent être rejetés par certaines personnes, par exemple du poivre, certains types de sauces ou autres, il est indispensable de le mentionner sur l'étiquette qui accompagne ces produits.

SERVICES DE TYPES DIVERS:

- La main d'œuvre se paie toujours en sans exception en *créditos*.
- Si les matières premières ne sont pas disponibles dans les foires ni offertes par d'autres biais (p.ex. internet), celui qui sollicite le service doit se charger de l'achat des matériaux, et si c'est celui qui offre le service qui les fournit, cela doit se faire conformément à la réglementation de la Loi sur le commerce (facture en règle et devis par écrit).
  Cela ne contredit pas ce qui a été indiqué précédemment concernant le Non Usage de l'Argent dans les foires. Le Réseau Ne peut pas prendre en charge les attitudes particulières hors du cadre des foires. Tout ce que nous pouvons faire, c'est fournir le cadre adéquat pour que les gens se rencontrent et que la main d'œuvre soit profitable aux deux parties, par la conclusion d'un accord en *créditos*.

QUALITE ET PRESENTATION DES ARTICLES:

- Les articles usagés ne peuvent pas représenter le seul type d'articles à offrir: ceci pour une double raison: cela ne répond pas aux principes qui nous réunissent quant au fait d'être *Prosumidores*, et surtout, parce que nous proposons un modèle où les gens peuvent aspirer à leur propre dépassement, et ce n'est pas en apportant de vieilles habitudes et des articles de peu de valeur que l'on peut améliorer son niveau de vie. Aider une personne qui s'aide elle-même est à l'opposé des sentiments de pitié et d'auto-compassion provoqués par les dons et nous évitons au passage le ressentiment provoqué quand on leur dit qu'« il n'y en a plus »…
- en ce sens, sont également strictement interdits tous les articles qui émanent des « caisses d'entraide ». Il s'agit de dons auxquels ont droit les personnes en raison de leur situation et qui sont par conséquent destinés à leur usage personnel. Leur commercialisation ou leur échange constitue clairement une violation des lois en vigueur.
- tout type de produits relatifs à la santé, comme les échantillons de médicaments ou tout autre élément, qui ne seraient pas offerts par une personne physique possédant un titre l'habilitant à indiquer le traitement et/ou l'usage.
- Dans les cas d'articles du foyer ou d'autres de provenance douteuse, il est nécessaire de présenter la facture qui confirme que celui qui l'offre fut, en son temps, celui qui l'a acquis.

- Chaque *prosumidor* reconnaît et accepte ces règles: nous n'interférons pas avec l'action officielle ni ne commettons aucune violation de la Loi sur le commerce.

- Chaque *prosumidor* est libre d'offrir la quantité de produits ou de services qui, dans le cadre de ces règles, n'affectent pas la continuité de son entrepreneuriat. Il le fait en pleine connaissance du fait que ce qu'il apporte correspond à ses bénéfices, et ne réclame par conséquent aucune autre compensation pour continuer son offre.

TOUTE SITUATION NON PRISE EN COMPTE DANS CE DOCUMENT DOIT ETRE SOUMISE A LA CONSULTATION DE L'AUTORITE QUI COORDONNE LE LIEU.

[redacted] 20/07/2003

Queda en el límite entre Lomas de Zamora y La Matanza, y funciona de madrugada dos veces por semana.

La Salada, el complejo más grande de ferias mayoristas

Clarín - Sociedad
Fabián Debeza

En el límite entre Lomas de Zamora y La Matanza, en un lugar oscuro del conurbano, se consigue cualquier indumentaria a precio de remate. La Salada es el complejo de ferias informales para venta de ropa más grande del país: en 20 hectáreas de superficie tiene 6.000 puestos que ofrecen calzados, pulóveres, jeans, pero también CD "truchos", juguetes y comida rápida. La informalidad esconde un negocio millonario. No hay estadísticas ni facturas o libros contables, pero se calcula que mueve más de $ 8 millones cada uno de los dos días que atiende.
En la comuna de Lomas, dicen, (las ferias) "están inscriptas con una denominación inventada" porque ninguna categoría comercial las contempla. Una ordenanza las registró como Ferias Internadas y tienen nombres propios: Punta Mogotes, Urucupiña y La Ocean. Aunque están tan juntas que es difícil distinguir una de otra.
La Salada abre lunes y jueves de madrugada. A las 12 de la noche comienzan a colgarse las prendas en los stands. Es una feria mayorista: otros paseos de compras de dudosa legalidad abiertos últimamente en La Plata, Mar del Plata y otros puntos del conurbano se abastecen allí.
Los visitantes caminan con soltura para aprovechar los precios ventajosos. Según los propios administradores, en las 10 horas de atención pasan entre 50 y 60 mil personas por día. La mercadería proviene de fábricas clandestinas (donde se colocan marcas truchas) y del contrabando. Fuentes policiales aseguran que llegan también los botines de los piratas del asfalto.
En calles cortadas y barrosas que terminan en la ribera del río Matanza, los micros que trasladan a los clientes estacionan. Las estimaciones indican que arriban de 400 a 500 colectivos de todos los puntos del país. El paisaje es igual al de los barrios fronterizos de Puerto Iguazú, en Misiones, o Costa del Este, en Paraguay. Hay changarines que cargan bolsas repletas de remeras, buzos y medias. "Guías" que llevan a los clientes hasta los puestos y cuidadores de autos que prometen seguridad a los automovilistas.
El megamercado de la ropa comenzó a funcionar hace seis años. El entonces intendente lomense, Bruno Tavano, otorgó los primeros permisos a los puesteros. Después, el negocio tomó dimensiones imposibles de controlar. Las autoridades admiten su impotencia. A principios de 2001, la Subsecretaría de Gobierno intentó hacer un operativo de control: 600 policías bonaerenses decomisaron 10 camiones de mercadería. Pero el procedimiento se terminó cuando casi 6.000 personas se pararon frente a los efectivos para protestar. "Si seguíamos, era una masacre", dijo a Clarín el subsecretario Favio Abraham.
Hace seis meses, el Concejo Deliberante de Lomas aprobó un nuevo régimen para las ferias: deben pagar $ 10 por metro cuadrado por bimestre, de tasa de Seguridad e Higiene. El encargado del pago es el "administrador" de cada complejo, pero

siguen sin acordar el monto total bimestral que corresponde abonar. Para Abraham sería de entre $ 400 y 500 mil por feria. Aún no pagaron nada.
Los dueños de Punta Mogotes, Urucupiña y La Ocean cobran entre $ 20 y $ 70 por día a los puesteros. O $ 90 por semana. El precio varía con la demanda de lugares. Pero un cálculo rápido indica que reciben entre $ 250 y 300 mil pesos de canon por cada día que abre.

Annexe 12: Articles de presse sur la *Salada*

Página/12

Regresar a la nota

Domingo, 02 de Mayo de 2004

La Salada

Por Fernando Krakowiak

La Salada es la Ciudad del Este del conurbano. Un complejo de ferias informales ubicado en Lomas de Zamora donde operan cerca de 6000 puestos de venta ilegal de ropa, CDs, películas, juguetes y relojes, entre otros productos. Es el mercado mayorista más grande del país. Tiene una superficie de 20 hectáreas equivalente al barrio de Once. Abre sus puertas los lunes y jueves entre la medianoche y la mañana. Congrega cerca de 50 mil personas por jornada y se estima que mueve más de 1200 millones de pesos por año. En las noches llegan entre 200 y 300 micros con clientes de todo el país. La Salada abastece a más de 100 ferias minoristas con productos que se ofrecen a precios irrisorios, provenientes del contrabando, robos de piratas del asfalto y talleres clandestinos lindantes a la feria donde se trabaja a destajo y en negro. El complejo opera con la complicidad de políticos, jueces, policías e inspectores de la AFIP en un predio donde casi nadie emite facturas y la falsificación de marcas es moneda corriente.
La mayoría de los vendedores se distribuyen en las ferias Urkupiña, Punta Mogotes y Ocean. También hay puestos en las calles aledañas y en la ribera sur del Riachuelo, donde se fue conformando un precario cinturón a lo largo de casi diez cuadras integrado por quienes se quedaron fuera de las ferias. En la entrada a los predios hay carteles donde se anuncia que "se encuentra prohibida la venta de mercadería en infracción a la ley de marcas". Sin embargo, una vez adentro se pueden conseguir esforzadas copias de prendas Adidas, Puma, Topper, Fila, Wrangler, Levi's, Ufo, Kosiuko, Cheeky, Lacoste, Reebok y Nike.
Los precios son la mayor atracción de la feria. La industria de la falsificación permite ofertar pantalones de gimnasia Adidas a 10 pesos, zapatillas Nike a 30 pesos, jeans Wrangler a 20 pesos y tres remeras Cheeky de manga larga a sólo 8 pesos. La ropa trucha se está convirtiendo en un nuevo epitafio para los sectores de indumentaria y calzado que lograron sobrevivir a la apertura económica de los '90. Un alto directivo de la Cámara Industrial Argentina de la Indumentaria, que pidió reserva de su nombre por seguridad, afirmó a Cash que "La Salada está provocando un daño similar al de la Aduana paralela. Cerca del 60 por ciento de la ropa se vende ilegalmente y la mayoría pasa por esa feria. Incluso varias empresas textiles que antes se manejaban en el sector formal ahora venden allí una porción importante de sus telas".
La industria discográfica es otro de los sectores amenazados. Según la Cámara Argentina de Productores de Fonogramas y Videogramas, el 53 por ciento del mercado de la música es ilegal. Gabriel Salcedo, director ejecutivo de esa entidad aseguró a Cash que "de ese total el 30 por ciento se distribuye desde La Salada". Allí todos los discos compactos se consiguen a 3 pesos, e incluso los precios bajan si la partida que se compra es grande. Los puesteros ofrecen los últimos discos de Charly García, Andrés Calamaro, La Renga y Los Piojos. También hay películas que todavía están en cine como La Pasión de Cristo y La Mansión Embrujada que se venden a 10 pesos en DVD y a 5 pesos comprimidas en CDR.
El precio de alquiler de los puestos en La Salada varía según la ubicación. Las principales ferias cobran entre 50 y 100 pesos por día, mientras que al borde del Riachuelo la tarifa oscila entre 5 y 10 pesos. Se estima que el complejo y sus alrededores recaudan cerca de 250 mil pesos por día sólo de alquiler. Desde que las ferias se instalaron hace casi diez años, amparadas por una ordenanza del entonces intendente Bruno Tavano, en el municipio de Lomas de Zamora han intentando desde erradicarlas hasta cobrarles una tasa bimestral de Seguridad e Higiene de 10 pesos por metro cuadrado, pero no consiguieron nada. El ex secretario de Gobierno y actual concejal de la UCR, Fabio Abraham, afirmó a Cash que"es muy difícil negociar y si los querés sacar tenés que ir con la Gendarmería y te exponés a una masacre".
La Justicia Federal y los inspectores de la AFIP tampoco avanzan demasiado. Por lo general, suelen hacer dos o tres operativos por año donde decomisan mercaderías y detienen a algunos puesteros. Los últimos allanamientos se realizaron el miércoles 11 de febrero en cuatro galpones cercanos a la feria donde se secuestraron camisas, pantalones, remeras y zapatillas truchas. La incursión contó con la presencia del secretario de Seguridad Interior, Norberto Quantín. Lo llamativo fue que los allanamientos se produjeron a partir de un exhorto de un Juzgado Federal de La Rioja, provincia donde se comercializa mercadería proveniente de La Salada.

El concejal Abraham afirmó que "no se sabe quiénes son los verdaderos dueños de los predios porque cambiaron de mano varias veces y figuran a nombre de testaferros". La cara visible de las ferias son los administradores. El paseo de compras Punta Mogotes es "administrado" por Jorge Castillo, un puntero de la Unión Cívica Radical que presentó una lista propia en las últimas elecciones internas del partido. En noviembre del año pasado, Castillo dio una entrevista al periódico zonal La Unión "desde la clandestinidad" denunciando que la Policía Bonaerense lo estaba extorsionando con una causa que tiene en la Justicia y había querido secuestrarlo cuando se negó a pagarles una coima.
Los pactos mafiosos son una práctica común en La Salada y en algunos casos suelen terminar en tragedia. El ex "administrador" de la feria Urkupiña, Gonzalo Rojas Paz, fue detenido el 8 de noviembre de 2001 por "asociación ilícita para el contrabando y la falsificación de marcas". Once días después apareció ahorcado en una celda de la cárcel de Ezeiza. Según publicó Página/12, Rojas media 1,80 metros, unos 20 centímetros más que la ventana de donde "se colgó". Su reemplazante fue Quique Antequera, un puntero del Partido Justicialista que en 2001 fue a vivar a Carlos Menem a la puerta de su "cárcel" de Don Torcuato y en las últimas elecciones comunales apoyó al duhaldista Jorge Rossi, actual intendente de Lomas de Zamora.
El pacto entre políticos, policías y jueces es el principal sostén de un negocio millonario que también cuenta con el respaldo de los vecinos que trabajan en los talleres clandestinos, venden en las ferias o simplemente se benefician con sus precios. La Salada se ha convertido en un pequeño polo de desarrollo ilegal en una zona pobrísima e históricamente olvidada. Los "administradores" de las ferias pavimentan las calles con "recursos propios", sostienen un comedor infantil, entregan medicamentos, garantizan la "seguridad" en la zona, editan un semanario con una tirada de cuatro mil ejemplares e incluso financian la radio AM Ribera Sur.
El crecimiento de las ferias le ha permitido al puntero Jorge Castillo salir en los medios zonales diciendo que "antes éramos los del fondo, pero ahora a Lomas de Zamora se entra por La Salada".

© 2000-2006 www.pagina12.com.ar | República Argentina | Todos los Derechos Reservados

Página/12

Regresar a la nota

Domingo, 02 de Mayo de 2004

Sectores perjudicados: indumentaria y discos

DAVID STALMAN
de la Cámara de Grandes Marcas

"No tienen freno"
"Si tomamos como referencia la cantidad de materia prima textil que se utiliza en el país y las horas hombre que se necesitan para elaborar los productos, llegamos a la conclusión de que el 50 por ciento de la indumentaria no es fabricada por las personas declaradas. Dentro de ese total cerca del 40 por ciento corresponde a marcas falsificadas. Hace algunos meses se secuestraron ocho máquinas para grabar marcas valuadas en 250 mil dólares cada una. La falsificación no tiene freno. Según estimaciones policiales, La Salada mueve entre 10 y 12 millones de pesos por día y el negocio se extiende a todo el país. Hay una feria en cada ciudad."

GABRIEL SALCEDO
Director Ejecutivo de Capif

"Los principales piratas"
"La piratería musical estaba en el orden del 30 por ciento hasta que la aparición del CDR hace tres años elevó la venta ilegal al 53 por ciento. Casi el 40 por ciento se vende por delivery y el otro 60 por ciento en ferias y plazas. La Salada nos preocupa particularmente porque es el centro de distribución mayorista de piratería más importante del país. La mitad de lo que venden ferias y plazas proviene de ahí. Hemos encontradoel mismo tipo de reproducción de un disco de Soledad en Pilar y en La Plata. Esos no lo hacen pibes que piratean sino organizaciones criminales. Es fácil ofrecer discos a tres pesos cuando no se grabó al artista, ni se pagaron derechos de autor, impuestos y publicidad."

© 2000-2006 www.pagina12.com.ar | República Argentina | Todos los Derechos Reservados

Página/12

Regresar a la nota

Domingo, 02 de Mayo de 2004

"Tienen cómplices políticos"

CARLOS DE LA VEGA presidente de la CAC

¿Por qué cree que un complejo de venta ilegal mayorista como el de La Salada puede funcionar sin problemas?
–La Salada tiene muchos cómplices en el sector público que la protegen, si no es imposible la existencia de un emprendimiento de esas características. Nosotros hemos hecho denuncias en la Dirección Impositiva de la provincia de Buenos Aires y nos dijeron que en el 2003 estuvieron una vez. Eso es lo mismo que nada, por eso denunciamos la situación. En el caso de los desarmaderos cuando la población dijo basta el poder político no tuvo más remedio que salir a combatir ese flagelo. Con la venta ilegal se necesita la misma voluntad política porque no alcanza con un fiscal inspirado.
Para el Gobierno puede resultar poco conveniente avanzar en un momento de crisis económica sobre ferias ilegales que generan miles de puestos de trabajo.
–Pero la gente que vive de las ferias está en negro, mal pagada, sin obra social ni ART. Además, nada justifica tolerar una actividad ilegal que le causa enormes perjuicios a las empresas que quieren cumplir con la ley y afecta la recaudación nacional, provincial y municipal.
¿Qué medidas deberían tomarse para revertir la situación?
–Lo que tenemos que lograr es que se tome la decisión política de enfrentar la actividad comercial ilegal para luego avanzar progresivamente. En todas las ciudades del mundo hay vendedores ambulantes, pero en muy pocas ciudades hay enormes mercados clandestinos que funcionan en horarios insólitos proveyendo productos falsificados o de contrabando a todo el país.

© 2000-2006 www.pagina12.com.ar | República Argentina | Todos los Derechos Reservados

Domingo | 27.06.2004 Escribanos

Clarín.com

en Clarín en Internet

Inicio | Títulos | Secciones | Suplementos | Clasificados | Servicios

Sacate un

HOLA arg

Vos estás en

Piratas del asfalto: $100 millo

Narcotráfico: $150 millones

más OPORTUN

El mejor precio, siempre

EL BOTIN DE LA DELINCUENCIA

Marcas falsificadas: $1200 millones (*)

En nuestro país la ley nacional 22.362 protege la propiedad intelectual. Copiar cosas de marca registrada es un delito. Sin embargo todo tipo de productos son falsificados y vendidos diariamente en un mercado millonario, que muchas veces se alimenta del producto de bandas violentas, como las de piratas del asfalto. Pese a esto el negocio de **"lo trucho"** no suele alarmar a las autoridades ni es percibido por la gente como un problema que afecte su seguridad.

Discos compactos, todo tipo de ropa, muebles, juguetes. El mercado de las falsificaciones es inmenso en la provincia de Buenos Aires, donde los productos se venden de a cientos de miles en las **44 ferias** instaladas sólo en el conurbano bonaerense.

La más importante de ellas es la de La Salada, que ocupa 20 hectáreas en jurisdicción de Lomas de Zamora. Allí se distribuyen unos 6.000 puestos de venta mayoristas y minoristas que, a su vez, proveen de mercadería a unas 100 ferias más chicas de otras zonas de la Provincia.

Sólo en ese complejo, en concepto de alquiler de locales, se calcula que se recaudan 250 mil pesos por día. De acuerdo a su ubicación, los alquileres de cada puesto van desde lo 5 hasta los 100 pesos diarios.

Debido al enorme volumen de comercialización de este tipo de negocio, **no existen cálculos oficiales exactos** sobre el dinero que mueve o cuánto pierde el Estado por impuestos no pagados.

Se sabe, en base a datos de la cámara del sector, que el 53% del mercado musical es ilegal. Pero no se han hecho proyecciones serias más allá de cálculos limitados. Un ejemplo de los importantes montos de este mercado es el estimado del dinero que se mueve en La Salada por año.

(*)Extraoficialmente se estima que es de 1.200 millones.

Ayuda

Copyright 1996-2004 Clarín.com - All rights reserved

Directora Ernestina Herrera de Noble | Normas de confidencialidad y privacidad

Diario Olé | Diario La Razón | Ciudad Internet | ubbi.com | Biblioteca Digital

Grupo Clarín

Página/12

Regresar a la nota

Domingo, 02 de Mayo de 2004

VENTA AMBULANTE Y PUESTOS CALLEJEROS

El país es una gran feria

Por F. K.

La Salada abastece a más de 100 ferias en todo el país y a miles de puestos callejeros. Sólo en el conurbano bonaerense todos los fines de semana funcionan 44 ferias donde se venden todo tipo de productos a precios accesibles. En la feria de Villa Dominico, los domingos se montan cerca de 500 puestos donde se puede conseguir ropa, CDs, juguetes, comida e infinidad de animales entre los que sobresalen pavos reales, palomas mensajeras, conejos, gallos, guineas, patos, loros, canarios y peces. La feria San Juan Bautista en Florencio Varela es otro punto de referencia. Allí funcionan cerca de 400 puestos los viernes, sábados y domingos en los que predomina es la ropa. En la puerta del Mercado Central hay otros 800 puestos y ferias similares se repiten en San Miguel, José C. Paz, Moreno, San Martín y Morón.
En Capital Federal, se destaca la feria organizada por el Gobierno de la Ciudad en Costanera Sur, el parque Los Andes en Chacarita y el Parque Centenario en Villa Crespo, donde en los últimos tiempos se experimentó un crecimiento espectacular por el ingreso de los puesteros que estaban en Parque Rivadavia. En el Parque Centenario Cash contabilizó hace un par de domingos 700 puestos donde se puede conseguir ropa, comida, servicios de auriculoterapia y tarot y productos usados insólitos entre los que se destacan trofeos, nebulizadores, patas de rana, anteojos con graduación y fotos viejas de gente desconocida.
Debido al crecimiento de la venta ilegal, la Cámara Argentina de Comercio comenzó a realizar un relevamiento mensual de puestos de venta callejera. El informe de marzo incluyó 562 cuadras de Capital Federal, cinco estaciones de trenes, el Parque Rivadavia y Plaza de Mayo. Los puestos de venta ilegal totalizaron 1219, de los cuales 975 se localizaron en las 278 cuadras de las principales avenidas, calles y peatonales relevadas. La avenida Pueyrredón es la que presenta la mayor densidad de puestos al acumular 7,56 por cuadra. La terminal de Constitución, junto a sus alrededores, sumó 94 puestos, seguida por Once y Retiro. Los rubros de mayor oferta, según el relevamiento de la Cámara, fueron alimentos y bebidas e indumentaria y calzado.

© 2000-2006 www.pagina12.com.ar | República Argentina | Todos los Derechos Reservados